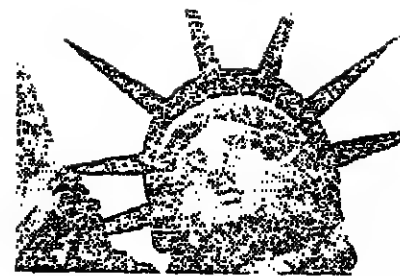


Le Monde



DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 12875 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

SAMEDI 21 JUIN 1986

Les aléas européens de la cohabitation

La cohabitation entre l'Elysée et Matignon avait fonctionné de façon assez harmonieuse lors du sommet des pays occidentaux les plus industrialisés un début de mai dernier, à Tokyo - au prix, il est vrai, d'un certain effacement volontaire de M. Chirac et grâce au doigté de son ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond. La préparation du conseil européen de La Haye, qui se réunira les 26 et 27 juin, laisse penser que les choses seront cette fois un peu plus difficiles. C'est du moins l'impression produite par les déclarations, vendredi 20 juin, des porte-parole respectifs du premier ministre et du président de la République.

Pour M. Bujon de l'Etang, conseiller diplomatique de M. Chirac, un sommet européen, à l'inverse de la réunion de Tokyo, doit prendre des décisions concrètes qui influent directement sur la vie des Français. Il s'agit donc par excellence d'une activité de nature gouvernementale, au sens où l'entend le fameux article 20 de la Constitution, lequel stipule que « le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation ».

Pour M^{me} Gendreau-Massalongue, porte-parole de l'Elysée, au contraire, les questions traitées lors des conseils européens, concernant la construction de l'Europe, relèvent « au premier chef » de l'autorité du président de la République. Etant entendu que la présence de M. Chirac dans une telle rencontre est par ailleurs « normale », puisque beaucoup de ces questions ont une incidence sur la gestion des affaires françaises.

Ce n'est donc pas sur le détail de ces dossiers, du moins à ce stade de la préparation du sommet, que se manifestent de réelles divergences d'appréciation. Ni même, à proprement parler, sur la place respective de MM. Mitterrand et Chirac : on insiste à Matignon sur le fait qu'il ne saurait y avoir de différend d'ordre protocolaire avec l'Elysée, et que le chef de l'Etat sera « naturellement » aussi celui de la délégation française à La Haye. Ce qui est sensible en revanche, c'est le souci du premier ministre et de son entourage de bien marquer que, désormais, les sommets européens sont avant tout la chose du gouvernement et de son chef.

Présentation qui n'est évidemment pas innocente : ce qui est en cause n'est pas tant la politique européenne de la France, pour laquelle M. Chirac n'a au demeurant jamais affecté de véritable passion (à l'inverse de M. Mitterrand), que la possible marginalisation diplomatique du chef de l'Etat, implicitement invité à se cantonner à des fonctions de représentation. Evoquant les rencontres - fréquentes - entre le président et M. Kohl, M. Bujon de l'Etang a d'ailleurs utilisé une formule qui, roquerie calculée ou involontaire, en dit long : M. Chirac, n-t-il dit, préfère avoir avec le chancelier allemand des entrevues moins nombreuses mais qui soient « des rencontres de travail ».

On imagine mal que M. Mitterrand laisse s'installer sans réagir une telle répartition des rôles, du moins sur le terrain de la diplomatie, qui est, avec celui de la défense, l'essentiel de son domaine dans la configuration actuelle. Ne saisira-t-il pas l'occasion du centième anniversaire de la naissance de Robert Schuman pour parler justement de l'Europe dans son message au Parlement ? Et est-ce tout à fait innocemment qu'il n'a saisi l'occasion de la conférence de presse marquant la fin de la visite de M. Hu Ynong pour réaffirmer que la France ne participerait pas, du moins au niveau de « la puissance publique », à l'IDS américaine ? La aussi, la divergence avec M. Chirac est plus apparente que réelle. Mais les apparences, en politique...

LES PROPOSITIONS SOVIÉTIQUES SUR LE DÉSARMEMENT

M. Reagan crédite Moscou d'un « sérieux effort »

La Chambre des représentants américaine a adopté, jeudi 19 juin, par 256 voix contre 145, une résolution invitant M. Reagan à respecter, en matière d'armements stratégiques, les limites du traité soviéto-américain SALT-2, signé en 1979. Au même moment, le président américain reconnaissait que les dernières propositions soviétiques sur le désarmement représentent un « sérieux effort » et pourraient marquer un « tournant » dans les négociations.

De notre correspondant

Washington. - M. Reagan a, jeudi 19 juin, donné acte à l'Union soviétique d'une bonne volonté nouvelle dans la recherche d'un accord sur la réduction des armements nucléaires, parlant d'un « sérieux effort », qui, a-t-il dit, « pourrait marquer un tournant » dans l'instauration d'un monde « plus sûr et plus pacifique ».

Appelant, dans le même souffle, M. Gorbatchev à « passer à l'action au nom de la paix » et à aller de l'avant dans la préparation d'un deuxième sommet, le président américain a ainsi affirmé une foi à bien des égards neuve dans la possibilité de

conduire un dialogue fructueux avec Moscou.

Plus notable encore, M. Reagan avait tenu, pour prononcer ce discours, à se rendre à Glassboro, dans le New-Jersey, c'est-à-dire dans la ville où Lyndon Johnson et Alexei Kossyguine avaient eu, en juin 1967, les entretiens qui avaient ouvert la voie à la signature, cinq ans plus tard, de premier accord SALT sur la limitation des armements stratégiques. Symboliquement au moins, un discret hommage à la détente est donc venu, de cette manière, souligner la disponibilité, affichée par M. Reagan, à prendre en compte les pas faits par l'URSS.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 4.)

LE RÔLE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

La majorité appréhende un « gouvernement des juges »

M. Chirac donnera une conférence de presse, le lundi 21 juillet, à l'initiative des journalistes parlementaires. Au moment où une certaine impatience se manifeste dans les rangs de la majorité, quelques voix - encore discrètes - s'inquiètent de ce que sera le comportement du Conseil constitutionnel et craignent un « gouvernement des juges ».

Le président de cette institution, M. Robert Badinter, souhaite de son côté élargir l'audience de ses travaux.

Le Conseil constitutionnel doit se prononcer, à partir du 26 juin prochain, sur les lois habilitant le gouvernement à agir par ordonnances (privatisation et retour au scrutin majoritaire) qui font l'objet de recours à l'initiative des députés et des sénateurs socialistes.

Cette perspective inquiète le gouvernement et les responsables de la majorité. Sans doute ces derniers ne s'expriment-ils sur ce sujet qu'en privé. Mais ils le font de manière concertée et avec suffisamment d'insistance et de vigueur pour qu'on y prête attention. De leur point de vue, en effet, la réforme de M. Giscard d'Estaing en 1974 élargissant les possibilités de saisine du Conseil constitutionnel a entraîné une dérive qui risque de conduire cette institution à un véritable

« gouvernement des juges ». Ils n'hésitent pas en envisageant la remise en cause du rôle joué par le Conseil si celui-ci venait à freiner par ses décisions l'action du gouvernement.

En leur temps, les socialistes avaient dénoncé le caractère politique de l'institution, après des décisions (sur les nationalisations notamment) qui leur étaient défavorables. Tout se passe aujourd'hui comme si la droite voulait engager une épreuve de force préventive pour dissuader le Conseil de la gêner. Dans le même temps, M. Robert Badinter a essuyé un refus des présidences de l'Assemblée et du Sénat à sa demande de contacts officiels entre le Conseil et les Assemblées.

(Lire nos informations page 6.)

Deux otages français libérés ?

Espoir et circonspection à Beyrouth.

PAGE 32

La répression au Pérou

Plus de trois cents détenus du Sentier lumineux auraient été tués au cours de mutineries.

PAGE 3

Matra vend son horlogerie

Les Japonais achètent Jaz et Yema.

PAGE 27

Débats : les décrets de la vie (21) • Etranger (3 à 5) • Politique (6 et 7) • Société (8 et 9) • Sports (10) • Culture (22 et 23) • Communication (23) • Economie (27 à 31)

Programmes des spectacles (24) • Radio-télévision (25) • Informations services : Loto (25) • Mots croisés (20) • Météorologie (26) • Camet (26) • Annonces classées (29)

LA DROITE ESPAGNOLE EN CAMPAGNE

Don Manuel contre Felipe

Les Espagnols votent le dimanche 22 juin pour le renouvellement des Cortès. Selon le dernier sondage publié par El País, les socialistes du premier ministre Felipe Gonzalez devraient conserver la majorité absolue aux Cortès, malgré la campagne active de M. Manuel Fraga Iribarne.

De notre envoyée spéciale

Madrid. - On affichait Starfighters à l'Imperial, un cinéma de province comme on n'en fait plus, avec son rideau rouge, son avant-scène et son balcon branlant menaçant de s'effondrer sous une foule trop nombreuse. Mais le public, mercredi 18 juin, n'était pas venu pour cela. Le spectacle était vivant et de choix. Tolède recevait à l'Imperial M. Manuel Fraga Iribarne, leader de la droite espagnole, pour l'une de ses dernières prestations pré-électorales.

Pendant ce temps, à Madrid, on entrait les morts tombés la veille sous les balles d'un commando de l'ETA. D'un côté, la cérémonie officielle au quartier général des forces armées, sans les corps et sans les familles. De l'autre, un enterrement phalangiste où, après les insultes contre le gouvernement « assassin », on saluait, bras tendus, les cercueils enveloppés dans un drapeau frappé de l'aigle franquiste.

Dans Tolède, ville de garnison où le bidasse dispute la rue aux touristes, où siège face à l'imposant Escorial l'Académie de l'infanterie à laquelle appartiennent deux des victimes, on aurait pu attendre de Don Manuel qu'il fit plus qu'une allusion à ce drame. Il n'en fut rien. L'atmosphère d'ailleurs n'était pas au drame mais à une joyeuse et tapageuse bysterie.

Comment, dans une aussi petite salle, arrive-t-on à faire autant de

bruit ? Les dames, majoritaires dans l'assistance, maquillées et endimanchées comme pour les grandes occasions, luttent de l'éventail contre la chaleur étouffante. Les groupes de la Coalition populaire trépident, ces jeunes filles qu'on voit partout où s'arrête la caravane électorale, coiffées d'un gracieux canotier blanc, trop systématiquement blondes pour prétendre représenter la jeunesse de ce pays.

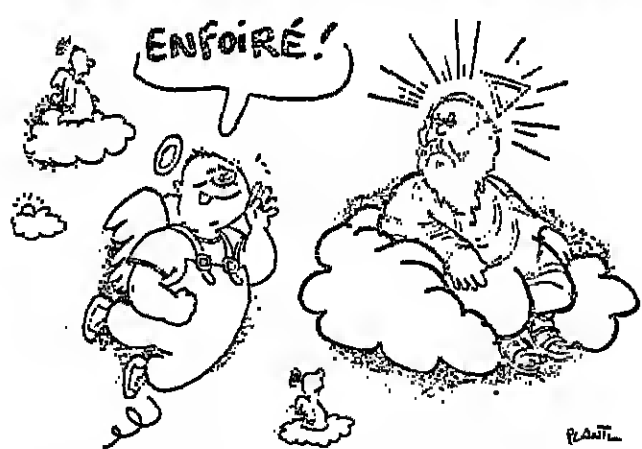
L'objet de leur passion, Don Manuel, le regard perpétuellement mobile dans un visage dur et figé, aux commissures des lèvres tombantes, semble s'impaciter tandis que le candidat local appelle les électeurs du pays de Don Quichotte à s'inspirer du bon sens de Sancho et à ne pas disperser leurs voix.

CLAIRE TRÉAN.

(Lire la suite page 5.)

COLUCHE TUÉ DANS UN ACCIDENT

La mort d'un clown



Caluche, qui est mort, jeudi 19 juin, dans un accident de voiture, avait pris pour devise : « Un pour tous, tous pourris ». Et puis il l'avait démentie. Du disque en faveur de l'Ethiopie, aux restos du cœur, brouillant son image de clown, décapant, admiré au fait, il était devenu soudain la bonne conscience d'une France repue.

(Lire nos informations page 22.)

FRANCE-BRÉSIL, FINALE AVANT LA LETTRE

La chasse au piranha

Brésil-France à Guadalajara et Mexique-RFA à Monterrey, le samedi 21 juin ; Argentine-Angleterre à Mexico et Belgique-Espagne à Puebla, le dimanche 22 : l'avant-dernier week-end de la Coupe du monde de football s'annonce passionnant.

An stade Jalisco, où il est invaincu depuis 1970, le Brésil affronte les Français en un match qui constitue une finale avant la lettre.

De notre envoyé spécial

Guadalajara. - Maxime Bossis, stoppeur à gages fort réputé au Mexique, connaît déjà le nom de sa future commande : le Brésilien Careca. Quatre matches. Quatre buts. Max le taciturne va donc regarder le magnétoscope, reconnaître le terrain, les itinéraires habituels de l'impératrice, ses manies, ses travers. Il va cibler en somme ce jeune Brésilien. Et tenter, lui qui adore la

pêche au vif, d'attraper ce piranha.

Maxime Bossis est un « pro ». Il jouera le Brésil comme on exécute un contrat. Ni plus, ni moins. Sans états d'âme apparent, ni excitation superflue. Le grand Bossis est un tueur affable, mais un tueur. On lui avait « confié » le Soviétique Belanov, lutin empoisonnant. Quatre buts lui aussi. Belanov a caïé, faisant même au cours du match France-URSS l'offrande d'un glaçon à son gendarme, comme on partage le pain et le sel.

On lui avait réservé Altobelli. Le plus beau des beaux. Quatre buts encore. L'Italien est sorti du terrain en jurant de ne plus jamais jouer en équipe nationale.

Maxime Bossis cache sous la silhouette dégingandée d'un dépendeur d'andouilles, l'efficacité redoutable d'un souffleur d'étoiles. Et ça, sans jamais se prendre lui-même pour un astre.

Par les temps qui courent, la douce folie des grandeurs qui sai-

sit certains joueurs français, ces rendez-vous accordés comme s'il s'agissait d'aller rendre visite à la reine, le fait est plutôt rassurant.

L'équipe de France a fait retraite à Chapala. Mouton et bouche cousue ! Vous voulez un rendez-vous, mon brave ? Voyez mon majordome.

Le lieu est superbe. Le site, comme l'on dit dans les bons ouvrages, enchanteur. Le temps est calme. Les troupes sont fraîches. S'il n'y avait les cactus et les arbres en fleurs, ce serait le lac du Bourget et le doux clapotis des flots aérés. En somme, l'endroit rêvé pour taquiner la muse, ou le gougeon. Ou les deux à la fois. Mais pas les joueurs français.

Henri Michel, le patron de l'équipe de France, a tenu conférence sous son palmier. Comme en sa cour.

PIERRE GEORGES.

(Lire la suite page 10.)



SOLDE

POUR ELLE - POUR LUI

ARNYS 14, rue de Sévres-VII^e. Tél. : 45.48.76.99

débats

Transmission biologique et transmission culturelle

Quitter la prison de l'ADN pour accéder à la conscience et à la liberté.

par JEAN DAUSSET et JACQUES RUFFIÉ (*)

L'ÉVOLUTION du vivant suit une direction privilégiée : celle qui voit peu à peu les comportements innés, génétiquement programmés et fixes, remplacés par des comportements acquis, modifiables à tout moment. Cette « loi du relâchement » soulignée par Albert Vandel culmine chez l'homme. Elle permet à l'individu de quitter la prison de l'ADN qui lui impose actions et réactions « automatiques » pour accéder à la conscience et à la liberté. L'abeille naît et meurt avec les mêmes aptitudes. L'homme s'enrichit de connaissances toute sa vie.

du Proche-Orient qui subsistait jusqu'à la cueillette et de la chasse : c'est-à-dire selon un mode de prédation ne différant guère de celui rencontré dans le monde animal.

C'est grâce à la communication logique, aux possibilités d'éducation, que se fait la transmission culturelle. La transmission biologique est lente : elle suit les lois de la génétique, va des parents aux enfants et n'intéresse donc, à l'échelle d'un individu, qu'un groupe restreint de sujets.

vidus. Aussi l'évolution culturelle — qui caractérise le palier humain — n'est pas comparable à l'évolution organique qui mène jusqu'à nous. Leur confusion est à la base de théories complètement injustifiées, telle que la sociobiologie.

Toute vie humaine, aussi modeste soit-elle, constitue une aventure unique, qui ne se reproduira jamais plus.

« Un vieux qui meurt »

Dans un ouvrage récent (1), une malencontreuse erreur d'impression a totalement déformé une citation de l'an de nous ; il est écrit, page 269 : « Faut-il estimer, avec Jean Dausset, qu'il n'est pas nécessaire de maintenir en vie quelqu'un qui ne possède plus de possibilités

sexuelles ? », alors qu'il faut évidemment lire : « Faut-il estimer, avec Jean Dausset, que, pour la nature, il n'est pas nécessaire de maintenir en vie, etc. ».

« Un vieux qui meurt », dit un proverbe africain, est une bibliothèque qui brûle. L'écriture, puis l'imprimerie — et maintenant l'informatique — ont permis de limiter l'incendie en fixant les connaissances. C'est sur leur progrès que repose notre avenir. La science nous révèle que le hasard souvent évoqué suit une route ; celle de la conscience et de la liberté, plus apte que celle des comportements aveugles à exploiter au mieux notre niche écologique.

Etant conscients et libres, nous sommes responsables. C'est ce qui fait la dignité de la condition humaine, qui demeurera toujours inassimilable au modèle animal.

(1) Jacques Ruffié, *Le Sexe et la Mort*, éditions Odile Jacob, 1986, p. 269.

(*) Professeurs au Collège de France.

LES DÉTOURS DE LA VIE

Les possibilités de l'ingénierie génétique sont en train d'épuiser même les amateurs de science-fiction. Le docteur Louis René, à propos de la « grossesse masculine », estime que ce qui est techniquement possible (à gros risques) n'est pas forcément licite. Jean Dausset et Jacques Ruffié s'en prennent à la sociobiologie et à la confusion entre l'évolution culturelle et l'évolution biologique.

L'inacceptable grossesse masculine

Le médecin n'a pas à matérialiser l'androgynisme par le docteur LOUIS RENÉ (*)

La grossesse chez l'homme ? C'est techniquement possible. Et de prédire que cette grande première médicale aura lieu incessamment, peut-être avant ! Des femmes qui n'avaient aucune chance de devenir naturellement enceintes n'ont-elles pas des maintenant bénéficié de ces progrès ? Donnons aux termes techniques le sens strict qu'ils ont.

La fécondation n'est qu'un stade de la reproduction sexuelle : la fusion d'un élément fécondant et d'un gamète fécondé aboutissant à la possibilité d'un nouvel individu. On sait obtenir une fécondation hors de l'organisme humain, et transférer l'embryon dans un organisme qui, dès lors, devient graine. L'existence, connue depuis longtemps, de grossesses abdominales (et non tubaires comme c'est le cas de l'immense majorité des grossesses extra-utérines) a prouvé que le péritoine n'était pas impropre à la nidation d'un œuf fécondé.

A quel prix !

Quant aux progrès de l'hormonologie, ils permettraient de pallier l'insuffisance, voire l'absence, d'hormones nécessaires, à deux conditions : que l'homme ne se crée plus d'hormones mâles (castration) et qu'il ait apporté d'hormones substitutives.

Tout cela est techniquement acquis, mais ne garantit pas le déroulement régulier et favorable d'une grossesse harmonieuse jusqu'à son terme. Or la seule chose qui vaille, c'est la naissance d'un enfant vivant et bien

conformé, ainsi que le sauvegarde du corps nourricier. La sécurité de l'accouchement est devenue une exigence morale, même en cas de césarienne. Certes, l'extraction chirurgicale d'un fœtus qui s'est spontanément développé dans le péritoine maternel est possible. Mais à quel prix ! Des risques majeurs pour le fœtus, généralement porteur de malformations graves, des risques vitaux pour la mère, du fait de l'implantation du placenta sur des organes non adaptés à cette fonction.

Comme le dit fort bien Claude Sureau : « La grossesse abdominale est vraiment l'une des situations obstétricales les plus dangereuses, probablement celle qui met le plus sérieusement en péril la vie de la mère et celle de son enfant ».

Dans l'état actuel de la science, les risques de cette tentative de grossesse abdominale sont tels qu'essayer chez l'homme pareille expérience est inacceptable. D'autant que la demande, n'est justifiée ni par la « fabrication » d'un enfant qui ne peut être traité comme un objet, ni par l'insistance de la requête qui — les psychologues l'ont affirmé à plusieurs reprises — ne coïncide pas avec la pulsion profonde authentique.

Le médecin n'a pas à matérialiser un mythe fort ancien que Platon, déjà, décrivait avec son androgynisme.

(*) Président de la section d'éthique au conseil national de l'ordre des médecins.

Miettes du général

Les écrits du général de Gaulle sont inépuisables. Déjà des éditions de *Lettres, notes et carnets* avaient dû ajouter un supplément de premiers volumes : aujourd'hui, l'Institut Charles-de-Gaulle (1) publie quatorze de ses lettres au colonel Émile Mayer, stratège visionnaire et méconnu dont il admirait la lucidité et qu'il considérait comme un de ses maîtres.

La correspondance que publie la revue *Espoir* (n° 54) s'échelonne de 1928 à 1938, date de la mort du colonel. Au cours de cette décennie décisive, l'auteur de *Vers l'armée de métier* manifeste la clairvoyance qui lui sera trop tardivement reconnue. De Trèves, en Allemagne occupée, de Gaulle écrit le 21 décembre 1928 : « L'armée (française) du Rhin n'en a plus pour longtemps (...) Il faut être convaincu que l'Anschluss est proche, plus la reprise par l'Allemagne, de force ou de gré, de ce qui lui a été arraché au profit de la Pologne. Après quoi on nous réclamera l'Alsace. Cela ne paraît-il pas évident ? » Et de Beyrouth, où il vient d'arriver, alors qu'il approche l'Exposition coloniale, triomphe de la France « impériale », de Gaulle, le 24 avril 1930, après avoir exprimé sa confiance de voir l'armée « achever l'empire », ajoute aussitôt : « Est-ce un bien de devenir un empire ? Ceci est une autre histoire ».

Les réponses du colonel Mayer méritent certainement aussi une publication. MATHIEU DELARUE.

(1), rue de Solferino, 75007 Paris.

Le sport compliqué

Le sport est régulièrement de parvenu en cachant les atteintes aux droits de l'homme ou la misère des populations. A Berlin, en 1936, en Argentine, en 1978, à Moscou, en 1980, les « affrontements pacifiques » des terrains ont masqué les assassinats, les enlèvements et les tortures (...). À l'heure où beaucoup de Mexicains cherchent de quoi manger, les sportifs français s'alignent, du genou de Baus ou de la touriste de Bellone ! Les non-sportifs se réfugient dans un silence compliqué (...).

Le sport est bien un optimum du peuple puisqu'il sert à détourner l'attention de l'essentiel. En 1986, les Français, sportifs et non sportifs, vont-ils accepter sans sourciller que les Jeux olympiques, cette « grande fête de la fraternité », se déroulent dans un pays, la Corée du Sud, où des centaines de personnes sont emprisonnées chaque année pour avoir critiqué le gouvernement ? (Voir le rapport accablant d'Amnesty, p. 3 du *Monde* daté du 12 juin). Il est temps de se mobiliser. Les drapeaux des stades ne doivent pas, une nouvelle fois, couvrir les cris des prisonniers. Après le COBA (boycott de l'Argentine) et le COBOM (boycott des Jeux de Moscou) pourqu'on pas le COBOC (Comité de boycott des Jeux en Corée du Sud), vaste mouvement qui regrouperait tous ceux qui pensent que les droits de l'homme doivent passer avant les droits des sportifs ?

MICHEL CAILLAT, journaliste, coauteur des *Dessous de l'olympisme* (Éditions Le Découverteur).

Le professeur ou le casque

Nous sommes des professeurs de français licenciés pour motif économique : en effet, notre employeur, l'ACTIM (1), organisme de coopération dépendant des ministères du commerce extérieur et des finances, a supprimé son service d'enseignement du français à des professionnels étrangers. Ce service de formation linguistique, unique en son genre, était chargé notamment d'élaborer et d'assurer des cours de français technique, dans plus de quarante secteurs d'activités, à l'intention de spécialistes étrangers de haut niveau, potentiels acheteurs de techniques et de matériels français. C'est ainsi que, dans les douze der-

nières années, quatre mille cadres, venus d'une cinquantaine de pays différents, avaient bénéficié d'une formation en français.

L'ACTIM était doté par l'État, en 1985, d'un budget de 130 millions de francs « pour promouvoir les exportations françaises ».

Dorénavant, c'est par traducteur ou casque interposés que se cherchent les contacts, n'en déplaise au président Mitterrand, que l'on croyait pourtant être un défenseur sincère de la francophonie.

MICHELLE BARRIELLE, FRANÇOISE COQUEREAU, MARC-ANDRÉ DUBOUT, FRANÇOISE LABLANCHERIE.

(1) Agence de coopération technique, industrielle et économique, Paris.

« Solidarité, Solitude » d'Adam Zagajewski

Intellectuel en Pologne : air varié

S'ON auteur a beau le trouver « un peu trivial », le petit recueil d'essais publiés par Adam Zagajewski traite d'un sujet plutôt sérieux : la situation d'un intellectuel (pas de tous) dans la Pologne d'aujourd'hui. Mais Zagajewski le fait à sa manière, l'air de ne pas y toucher, gardant aux frontières de la philosophie, de la simple réflexion et de la poésie.

Un des cinq textes rassemblés prend même par endroits l'allure d'un faux dialogue, à la manière d'un Diderot particulièrement désinvolte, entre l'auteur et un bon et brave Danois censé représenter l'Occidental patri de bonnes intentions qui découvre l'univers d'en face, ces hommes qui sont « à l'est de l'Ouest ».

Le titre — *Solidarité, Solitude* — est, est voué à l'échec. Bien sûr, il s'agit d'opposition, mais l'auteur qui aime procéder par opposition de thèmes, en progressant peu à peu, de variations en variations (et avec parfois quelques redites), mais en évitant soigneusement tout ce qui pourrait ressembler à une synthèse.

Par *Solidarité*, il faut certes entendre ce phénomène né à un moment où ni « l'esprit négatif » ni « l'esprit positif » n'ont, pour une fois, paralysé l'action. Mais c'est aussi un mouvement d'idées, collectif comme tout mouvement, et qui en tant que tel n'est pas sans danger pour l'écrivain ou l'artiste, qui doit à tout prix préserver sa part de solitude, d'indivisibilité. Na pas se contenter de servir ce qui, de toute évidence, est juste et bon. Avoir le droit de s'occuper, aussi, des papillons : sans pour autant porter sur ses épaules le poids de la toute une nation, destin auquel l'histoire, la maudite histoire, a toujours voué les intellectuels polonais.

Danger supplémentaire, ce fardeau est en sens trop facile à porter, maintenant que, sur le plan des idées, sinon dans la réalité, l'idéologie communiste a mordu la poussière : « L'anti-

Les mauvais payeurs

Il convient d'ajouter à l'article de M. Amson (*le Monde* du 23 mai) que le taux de l'intérêt légal est majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de deux mois à compter du jour où la décision de justice est devenue exécutoire, fut-ce par provision (loi du 11 juillet 1975, art. 3.). En conséquence, les mauvais payeurs supportent actuellement un taux d'intérêt de 14,5 % à partir du jour ci-dessus spécifié.

PIERRE FRÉMOND, juriste (Paris).

La BN aux enchères ?

A propos de la privatisation de TF1, un point nous préoccupe : qu'envisage-t-on de vendre — des millions peut-être — de kilomètres de bobines enregistrées, lesquelles constituent un témoignage précieux de notre histoire depuis quarante ans ? Vont-elles être vendues, dispersées aux quatre vents d'entreprises commerciales qui pourront en disposer au gré de leurs intérêts ou, de leur indifférence ? (...)

Et si, par exemple, le ministre de la Culture décidait, sous prétexte de non-restauration, de vendre la Bibliothèque nationale aux enchères ? En effet, les archives audiovisuelles ne sont-elles pas complémentaires de celles de l'édition ?

Une raison supplémentaire, donc, pour que les trois filles de la télévision : TF1, A2, FR3, demeurent en service de tous, dans le secteur public ! Restent, pour le privé, de nombreux canaux disponibles : 6, 7, 8, 9, 10...

FRANÇOISE HERVE, (Paris).

Le vote des immigrés

M. Charles Millon nous (*le Monde* du 15 mai), en précisant sa pensée, qu'il n'est bien sûr pas question de reconnaître les droits politiques (droit de vote, éligibilité) à des étrangers. La chose lui semble aller de soi.

Je lui fais observer qu'aux Pays-Bas ces droits-là viennent d'être accordés aux allogènes pour les élections municipales. L'identité et la souveraineté n'en ont nullement souffert, dans une nation dont l'hymne et le drapeau (tricolore) datent du seizième siècle.

Ajoutons que l'appel aux urnes ne suffit pas pour accélérer l'intégration de ceux qui se trouvent dans nos murs. Mais il rend possible une participation à la vie civique commune, en abattant des barrières d'incompréhension et de racisme.

H. BRUGMANS, recteur émérite du collège d'Europe (Bruges, Belgique).

Sunnites et chiites

Dans *le Monde* du 6 juin, sous le titre « Mosquée en chantier » à Evry (région parisienne), je lis : « Ce fait n'a d'ailleurs rien à voir avec un retour à l'intégrisme, étranger à la tradition de l'Islam en France, majoritairement sunnite ». Il est ici présumé une égalité double : chiites = intégristes et sunnites = non-intégristes, qui est erronée. Il existe, et ils sont fort nombreux dans les pays les plus divers, des intégristes sunnites (parmi bien d'autres : les célèbres Frères musulmans d'Égypte et du Soudan) tout comme il existe des chiites ouverts à un agnominement de l'Islam.

M. CASSIAN BRACONNIER, à l'université d'Abidjan.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDPAR 650572 F
Tél. MONDOPR 1145-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauvet (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 570 000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme des lecteurs du Monde.

MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Vouts.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Cordateur en chef : Claude Sales.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDPUB 206 136 F

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 000 ; Maroc, 4 200 ; Tunisie, 4 000 ; Allemagne, 1 800 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1 750 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; Grèce, 55 p. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 0 400 L. ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Suède, 335 F CFA ; Suisse, 9 fr. ; Suisse, 1 800 L. ; USA, 1 25 \$; USA (West Coast), 1 50 \$; Yougoslavie, 110 din.

ABONNEMENTS BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS 687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandats)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG 399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE 504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Impression : Le Monde, 7, rue des Italiens, PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles sauf accord écrit de l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

مركز الدراسات والبحوث

étranger

AFRIQUE

Afrique du Sud

Le couvre-feu est instauré dans la région de Port-Elizabeth

De notre envoyé spécial

Johannesburg. - Un couvre-feu allant de 21 heures à 4 heures du matin a été instauré, jeudi 19 juin, dans les townships noirs de treize circonscriptions judiciaires de la région de Port-Elizabeth (partie orientale de la province du Cap). Il est, d'autre part, interdit de porter des tee-shirts ou tout autre vêtement où sont imprimés des sigles, les noms et les slogans de quarante-sept organisations contestataires. Ces nouvelles mesures, prises en application de l'état d'urgence, interdisent également à tout habitant de cette région de se rendre dans une autre township que celle où il réside.

Depuis une semaine, le fonctionnement d'une soixantaine de grandes surfaces appartenant à six chaînes commerciales est perturbé par des grèves dues à l'arrestation massive de dirigeants du syndicat de cette profession, dès l'instauration de l'état d'urgence, le 12 juin. D'autres sont en fuite de crainte d'être interpellés.

Certains grands magasins ont dû fermer leurs portes. Les responsables des chaînes, préoccupés par la situation, ont demandé à rencontrer M. Louis Le Grange, ministre de la loi et de l'ordre. L'un d'eux parle d'« interférence de l'Etat dans les relations industrielles ».

Ces grèves démontrent que les milieux syndicaux ont été particulièrement touchés par les rafles opérées depuis la mise en vigueur de l'état d'urgence. Il est toujours impossible de connaître le nombre des personnes appréhendées, ainsi que leur identité. Un député de l'opposition progressiste, M. Graham Mac Intosh, qui, au Parlement, avait commencé à lire une liste de « présumés » prisonniers, a dû s'interrompre face aux protestations et aux huées des parlementaires de la majorité. Son collègue, M. Roy Swart, parle de « milliers de disparus », de gens arrêtés un peu partout, dont les familles sont sans nouvelles. Des propos qui lui ont valu d'être taxé de « déloyauté » par le

ministre adjoint de l'information, M. Louis Nel.

Le régime de détention

Tout détenu, en vertu de l'état d'urgence, a le droit ni d'écrire des lettres, ni d'étudier, ni de regarder la télévision ou d'écouter la radio. Les seules lectures autorisées sont celles de la Bible, des livres saints ou de « magazines sélectionnés ». Les cotis sont interdits, de même que l'envoi de literie, draps, etc., et de cigarettes. Une heure de sortie en plein air doit être accordée au minimum, indique la réglementation publiée le jour de l'entrée en vigueur de l'état d'urgence.

Toute contravention aux dispositions énoncées, qui vont de la tentative de suicide aux « chants, sifflements ou bruits inutiles », ou « tout acte contraire au bon ordre et à la discipline », sont passibles de « la privation de un, plusieurs, ou tous les repas de la journée », d'une

punition corporelle ou d'un isolement total, qui ne doit pas, en principe, dépasser les trente jours. Si la sentence va au-delà et si la punition est combinée avec une « diète complète » (six jours maximum), un intervalle de quatorze jours doit être ménagé entre les périodes sans nourriture.

Aucun mandat d'arrêt n'est nécessaire pour pouvoir procéder à une arrestation. La période de détention initiale en application des lois de l'état d'urgence est de quatre-vingt jours. Mais il suffit d'un ordre écrit du ministre aux autorités pénitentiaires pour prolonger l'incarcération « aussi longtemps que l'état d'urgence est en vigueur ».

« L'Etat, le chef de l'Etat, tout membre du cabinet, tout membre des forces de l'ordre, ou toute autre personne ou service de l'Etat » sont présumés avoir agi de « bonne foi » pour assurer « la sécurité du public et le maintien de l'ordre » et ne peuvent pas être poursuivis.

MICHEL BOLE-RICHARD.

M. Kohl propose un sommet occidental sur les sanctions

Le chancelier ouest-allemand, M. Helmut Kohl, envisage la tenue d'un sommet réunissant les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France et la RFA, pour discuter des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud, a-t-on appris, jeudi 19 juin, à Bonn, de source gouvernementale. M. Kohl a déjà fait part de son projet à l'actuel président de la Communauté, le premier ministre néerlandais, M. Ruud Lubbers, et attend les réactions des chefs d'Etat concernés.

A Washington, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes, a fait état des « doutes sérieux et [de] la vive opposition » du président Reagan au projet de loi adopté mardi par la Chambre des représentants, qui interdit aux sociétés américaines toute relation

économique avec Pretoria. Alors que le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. « Pik » Botha, assure que la population noire serait « la première victime » de ces sanctions, l'ANC (Congrès national africain) a fait part de sa satisfaction.

M. Bujo de l'Estant, conseiller diplomatique du premier ministre, a affirmé que Paris « est toujours disponible à l'égard de mesures restrictives et très favorables à l'égard de mesures positives » (aide en faveur des populations noires). Il a ajouté que des sanctions peuvent ne pas être « très efficaces », dans la mesure où elles « durcissent les durs » à Pretoria et « frappent dans leur vie matérielle les plus défavorisés ».

AMÉRIQUES

Pérou

La répression des mutineries du Sentier lumineux aurait fait plus de trois cents morts

Près de la moitié des sept cents prisonniers qui se sont mutinés mercredi dans trois prisons proches de Lima auraient péri lors des affrontements avec les forces de l'ordre qui ont suivi le soulèvement, a déclaré, vendredi 20 juin, une personnalité très proche du palais présidentiel et qui a requis l'anonymat. Selon cette personnalité, cent vingt-huit mutins sont morts dans la prison de Lurigancho, au nord-est de la capitale, et quatre détenus ont été tués dans la prison de femmes de Santa-Barbara, située dans le port de Callao.

Sur les deux cent cinquante prisonniers qui s'étaient soulevés dans le pénitencier d'El Fronton,

une île située à une vingtaine de kilomètres du Callao, cent soixante-quinze ont été tués dans les combats avec les fusiliers marins, toujours selon cette personnalité. Les survivants, indique l'Agence France Presse, continueraient de résister ce vendredi. Et une frégate de la marine a bombardé le pénitencier. Le gouvernement de M. Alan Garcia a manifesté son soutien aux militaires pour réprimer rapidement les mutineries des militants du Sentier lumineux, alors que le dix-septième congrès de l'Internationale socialiste commence ses travaux ce vendredi à Lima.

De notre correspondante

Lima. - Le communiqué officiel du commandement conjoint des forces armées faisait état jeudi 19 juin d'une « grande quantité de morts », dont deux officiers de marine, et d'une vingtaine de militaires « grièvement blessés ». Un membre de la commission de paix formée par le gouvernement, M. Rodriguez Rabanal, admettait en même temps qu'au moins cent cinquante mutins avaient été tués pendant les affrontements. Selon d'autres sources, les pertes seraient beaucoup plus élevées.

Dès jeudi matin, la mutinerie était en tout cas contrôlée dans la prison de femmes du port du Callao, proche de la capitale, où une centaine de détenues étaient incarcérées. Elle l'était aussi dans la prison de Lurigancho, où l'on comptait deux cent cinquante militants du Sentier lumineux. En revanche, la lutte a été plus dure dans l'île du Fronton, où les détenus se sont retranchés dans des galeries et des grottes. Ils se sont défendus avec des fusils soustraits à leurs gardiens, des pistolets-mitrailleurs, de la dynamite et des arbalètes de fabrication artisanale.

Le nombre très élevé de morts s'explique : le gouvernement a laissé à l'armée le soin de « rétablir le principe d'autorité » dans les prisons. En effet, depuis des années, l'île du Fronton, puis la prison de Lurigancho et celle du Callao sont devenues de véritables « universités » du terrorisme, où sont planifiées la plupart des opérations de sabotage urbain. Des prisons que les guérilleros du Sentier lumineux considéraient d'ailleurs comme « le premier territoire libre du Pérou ».

Depuis plusieurs mois, les autorités avaient l'intention de « nettoyer » le foyer subversif du Fronton pour transférer les séducteurs dans les cellules individuelles de la prison de Canto Grande, récemment inaugurée, mais elles avaient renoncé à plus tard cette intervention pour éviter un bain de sang.

La mutinerie du Sentier lumineux a provoqué ce bain de sang au moment même où quatre cents personnalités de l'Internationale socialiste se réunissent à Lima pour par-

ler de la paix et des droits de l'homme. « Les vies sacrifiées et le sang répandu sont des étendards qui nous incitent à poursuivre notre rébellion », venait de déclarer à un journaliste le porte-parole des séducteurs incarcérés à Lurigancho. « Ici, nous ne sortons pas vivants... La vie d'un individu ne vaut rien. Ce qui compte, ce sont les masses. Ce sang féconde nos vies de combattants pour la révolution. »

NICOLE BONNET.

El Salvador

Des dizaines de soldats tués lors d'une attaque de la guérilla à San-Miguel

San-Salvador (AFP, Reuters, UPI). - Un demi-millier de guérilleros du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) ont attaqué jeudi 19 juin la garnison de San-Miguel dans l'est du Salvador, tuant cinquante-sept soldats et en blessant au moins quatre-vingts. Les hommes du FMLN ont fait exploser des mines autour de la base, après avoir cisaillé les fils de fer barbelé, et se sont ensuite retirés, ce qui a permis à d'autres guérilleros de déclencher un tir de mortiers, suivi de l'assaut contre la base militaire.

Cette attaque contre le quartier général de la troisième brigade d'infanterie de l'armée salvadorienne, basée dans la troisième ville du pays, est la plus importante offensive contre cette capitale provinciale depuis le 4 septembre 1983, lorsque quelque sept cents rebelles avaient assiégé la ville pendant huit heures. De source militaire, on déclare à

San-Salvador que ce raid a duré plus de quatre heures, pendant lesquelles la guérilla a par ailleurs, détruit la principale centrale électrique. L'aviation a ensuite bombardé la campagne environnante pour couper la retraite des maquisards.

Selon la station rebelle Radio Venceremos, l'attaque avait provoqué la mort de deux cent onze soldats, et trois hélicoptères de l'armée auraient été endommagés. La radio précise en outre que trois cents fusils M-16 auraient été détruits, cinquante-cinq autres « récupérés » et des « dizaines » d'autres armes légères rendues inutilisables. De source policière, on indique qu'une vingtaine de rebelles ont été tués dans la contre-attaque de l'armée. L'ambassade américaine précisait pour sa part que les cinq conseillers militaires américains qui se trouvaient dans la base au moment de l'attaque n'ont pas été blessés.

Tunisie

LE PRÉSIDENT BOURGUIBA AU CONGRÈS DU PARTI SOCIALISTE DESTOURIEN

« Mon fils Mohamed Mzali est digne de ma confiance... »

De nos envoyés spéciaux

Tunis. - « Le jeu est calmé, mais le jeu continue. » Telle est la conclusion de la première journée du congrès du Parti socialiste destourien (PSD), après le discours d'ouverture du président Bourguiba, qui a confirmé M. Mohamed Mzali dans ses fonctions de secrétaire général du PSD et de premier ministre (nos dernières éditions du 20 juin). Aussitôt la tension est retombée comme si le congrès était terminé à peine après avoir commencé. Qu'avait donc dit Habib Bourguiba ? Tout simplement : « Mon fils, Mohamed Mzali, auquel j'ai confié sous mon autorité les responsabilités de premier ministre et de secrétaire général du parti, est digne de ma confiance aussi bien aujourd'hui que pour l'avenir. »

Pour les proches du premier ministre, la phrase ayant été prononcée, l'affaire était entendue. D'autant plus qu'avant de quitter la tribune le « combattant suprême » avait confié la présidence du congrès à M. Mzali, ce qui constitue une entorse aux usages.

Mais M. Mzali n'a pas que des amis, même (et surtout) au sein des instances dirigeantes du PSC. Il ne faut donc pas s'étonner si certains congressistes se sont empressés de faire remarquer que le certificat de bonne conduite décerné par le président l'était à titre précaire, puisque ce dernier n'avait pas évoqué clairement, comme il le fit tant de fois pas le passé, la question de sa succession et n'avait pas nommé désigné le

premier ministre comme son dauphin.

La scène de la remise en selle du premier ministre, surprenante pour le profane, résume assez bien la situation politique en Tunisie. Plus d'un millier de congressistes attendent depuis plus d'une heure l'arrivée du président de la République, Soudain, au fond de la salle, il paraît. Le veil homme, en costume noir et cravate grise, a été juché sur les épaules de deux de ses gardes du corps, un troisième lui soutenant le dos pour qu'il ne tombe pas en arrière. C'est en cet appareil, et au milieu des « bourras », que le président de la République est porté au pied de la tribune. Après quoi, il est hissé sur l'estrade et de là sur un podium d'où il va lire, parfois non sans mal, le texte de son intervention, sous l'œil plus qu'attentif de M. Mansour Skhiri, directeur du cabinet présidentiel et ministre de la fonction publique et de la réforme administrative.

ressources de ce qu'il appelle « l'aplan du socialisme pragmatique » et « la sage direction du président Bourguiba ». Est-il convaincant ? Et peut-il l'être sans contester la complémentarité de PSD et de l'Etat que vient d'exalter le président de la République ?

Le dilemme du premier ministre

« Notre parti, dit-il, ne craint pas le pluralisme » et a besoin d'une « atmosphère démocratique ». Mais c'est pour ajouter aussitôt qu'« il nous importe peu que les partis se multiplient au non », à condition que « le peuple reste groupé autour de notre parti » comme c'est le cas aujourd'hui et comme ce le sera à l'avenir si nos discours sont sincères et nos principes inébranlables ». Autrement dit : oui au pluralisme, à conditions que le peuple reste fidèle à un seul parti.

Le dilemme est sans doute émuvant pour M. Mzali, mais tant qu'il n'aura pas été tranché, le débat sur la démocratisation de la vie politique tunisienne relèvera surtout de l'académisme. D'autant que le premier ministre n'hésite pas, un peu plus tard, à se réjouir de la mise au pas de la centrale syndicale UGTT, dont l'ancien responsable, M. Habib Achour, purge une peine de trois ans de prison pour « irrégularités de gestion ».

La bonne volonté de M. Mzali n'est pas en cause, mais peut-être la mission qu'il assume avec stoïcisme est-elle impossible. Le passage le plus révélateur du discours du premier ministre est celui dans lequel il demande à ses concitoyens « de faire fi de toutes les menées insidieuses, de s'abstenir de colporter les rumeurs et de diffuser les nouvelles infondées et de se détourner des voies de la perversion ». Est-ce un expert qui parle ? Sans doute. Mais il se refuse à être une victime.

JACQUES AMALRIC et MICHEL DEURÉ.

Tchad

« Démission du colonel Kamougue. - Le colonel Kamougue a annoncé, jeudi 19 juin à Paris, sa décision d'abandonner ses fonctions de vice-président du GUNT, mouvement d'opposition au régime de M. Hissène Habré, président par M. Goukouni Oueddei, mais s'est dit « disponible pour rechercher avec d'autres Tchadiens un autre cadre de règlement ».

SOLDES...

JIGGER

PES · FRINGUES · SAPES · FRINGUES · SAP

15 Bld St-MICHEL PARIS 30 rue de RIVOLI PARIS

ASIE

Séoul rejette une offre de négociation de Pyongyang

La Corée du Sud a repoussé mercredi 18 juin une proposition nord-coréenne de négociations militaires tripartites de haut niveau. Le ministre sud-coréen de la Défense fait savoir que cette proposition ne lui paraît « pas digne d'attention » et la présente comme « une manœuvre de propagande éculée qui vise à ne pas endosser la responsabilité de la rupture du dialogue Sud-Nord ».

Pyeongongyang avait proposé mardi l'ouverture de négociations entre le commandant des forces américaines en Corée du Sud et les ministres de la Défense du Sud et du Nord pour parvenir à l'arrêt des manœuvres militaires, à la réduction des armements et à un respect plus strict de l'accord d'armistice.

La Corée du Nord entre Pékin et Moscou

De notre correspondant

Pékin. — Les Nord-Coréens ont esquissé un pas en avant après leur abrupte rupture des pourparlers avec le Sud, au printemps dernier, pour protester contre les manœuvres conjuguées américano-sud-coréennes (« Team Spirit ») dans et autour de la péninsule.

Que Séoul ait rejeté la nouvelle offre n'empêche pas que le geste du Nord ait été bien accueilli par Pékin. Il s'agit d'une proposition constructive pour réduire la tension, écrit l'agence Chine nouvelle, et cette prise de position est d'autant plus importante que Pékin reproche au régime du maréchal Kim Il-Sung à la fois sa rigidité

face au sud et son rapprochement avec l'Union soviétique.

L'automne dernier, un des responsables chinois était allé jusqu'à déclarer que Pyongyang ne constituait « pas encore » le « quatrième obstacle » (du contentieux politique) entre la Chine et l'URSS. La Corée du Nord, l'un des pays les plus fermés du monde, reproche pour sa part à la Chine les pressions exercées en faveur d'une « ouverture » politique et économique semblable à celle mise en œuvre par M. Deng Xiaoping, ses relations commerciales (non officielles) fructueuses avec Séoul, et ses bons rapports avec l'« ennemi » américain.

Une visite en Corée du Nord montre combien les relations, apparemment excellentes, ont pu se

dégrader au cours des dernières années. Depuis le début des années 80, la salle du grand musée de Pyongyang consacrée à l'aide chinoise est caduquée et ouverte seulement aux visiteurs chinois. Au musée de Panmunjom, rien n'indique non plus que des millions de « volontaires » chinois ont participé à la guerre aux côtés des Nordistes. Ce sont là des « détails » symboliques.

Sans aborder sur le fond les rapports de Pyongyang avec Pékin et Moscou, un porte-parole officiel estime que son pays est « encerclé » par les grandes puissances : URSS, Chine, Japon, États-Unis. « Nous avons des relations étroites avec l'URSS et la Chine, dit-il. C'est très important, mais nous ne pouvons pas donner la priorité à l'une ou à l'autre ».

« Bien sûr, poursuit le porte-parole, il y a des divergences sur différents problèmes, mais, dans l'ensemble, nous sommes d'accord. » Nos relations avec ces deux pays ne sont pas mathématiques (...). Mais, sur le fond, rien n'est changé », assure-t-il. Le nombre et la qualité des délégations échangées entre Moscou et Pyongyang ne sont-ils pas élevés ces temps-ci qu'avait Pékin ? « On ne peut pas équilibrer ou jouer le jeu », cela dit, « la Corée n'est pas dans le camp soviétique ».

Un observateur bien placé à Pyongyang donne un autre son de cloche. Selon lui, ces derniers temps, la Corée du Nord s'est fortement rapprochée de l'URSS à l'initiative, semble-t-il, du fils et successeur désigné du maréchal Kim Il-Sung. Moscou offre des armes plus perfectionnées alors que Pékin souhaite avant tout une réduction de la tension dans la péninsule. On trouve une indication de ce rapprochement avec le Kremlin ou des pressions exercées par ce dernier sur Pyongyang, dans le traitement accordé au prince Sihanouk : si les Nord-Coréens reconnaissent toujours son régime, en raison sans doute de ses liens personnels avec le « grand leader », ils le tiennent à distance, isolé dans sa résidence et ignoré par les médias.

Cependant, selon d'autres diplomates, cette évolution de la diplomatie nord-coréenne serait moins pro-soviétique qu'il y paraît : il s'agit plutôt de desserrer des liens trop étroits avec la Chine géopolitiquement et sa généralité révolutionnaires, et de se rapprocher d'un Kremlin prêt à bien des concessions pour resserrer les liens.

PATRICE DE BEER.

DIPLOMATIE

LE RÈGLEMENT DE L'« AFFAIRE TURENGE »

Les deux officiers français pourraient être expulsés de Nouvelle-Zélande avant le 14 juillet

Le dénouement de la crise franco-néo-zélandaise, provoquée par le sabotage du Rainbow Warrior, serait proche. Les deux parties se sont, en effet, mises d'accord sur les grandes lignes du règlement mis en point par le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar.

La même impression en Nouvelle-Zélande, où le premier ministre, M. David Lange, a annoncé jeudi qu'une solution pourrait intervenir « rapidement, peut-être dans trois ou quatre semaines ».

Les conditions semblent donc réunies pour que M. Pérez de Cuellar, qui a annoncé jeudi l'ouverture « immédiate » d'une procédure d'arbitrage entre Paris et Wellington, soit en mesure d'annoncer un accord pour le 12 juillet prochain, premier anniversaire du sabotage du navire de l'organisation écologiste Greenpeace dans le port d'Auckland par deux agents français, les faux époux Turenge. Et avant-veille... du 14 juillet.

A Paris, on indique que la France est prête à satisfaire deux exigences essentielles de Wellington : présentation d'excuses à la Nouvelle-Zélande pour l'attentat meurtrier commis par les services secrets fran-

çais et cessation de toutes les restrictions aux importations des produits néo-zélandais en France, cervelles d'agneau notamment.

Ce second point, dont Wellington faisait une condition préalable à toute discussion sur le sort des « Turenge », paraît d'ores et déjà réglé. M. Lange a, en effet, indiqué que Paris avait informé les responsables du GATT (accord général sur les tarifs et le commerce) que toutes les mesures restrictives prises à l'encontre des produits néo-zélandais avaient été levées.

De source française, on indique qu'un accord sur le sort des deux officiers est pratiquement acquis. Dans un premier temps, ils verraient leurs conditions de détention améliorées, avec notamment un net élargissement du droit de visite. Ensuite, passé un certain délai, ils seraient expulsés pour « purger le reste de leur peine » — très vraisemblablement de façon symbolique — en territoire français. M. Lange n'évoque cette possibilité mercredi dans le cadre d'une « solution politique », assurant qu'il existait « quelque quarante-sept endroits manifestement français » dans le monde où les deux agents pourraient être

envoyés. Il n'indiqua que son pays « se soumet au secrétaire général », ce qui lui a valu de dures critiques de l'opposition, qui l'a immédiatement accusé de s'être « lâchement aplati » devant les menaces économiques de la France.

Le conservateur Robert Muldoon, prédécesseur de M. Lange au poste de premier ministre, a jugé son attitude « consternante et en totale contradiction avec toutes les assurances données par le premier ministre sur le châtiment de criminels qui ont plaidé coupable pour un crime grave ».

De son côté, Greenpeace s'est déclaré « consterné » par l'accord pour régler le différend. « Nous sommes particulièrement inquiets du fait que la Nouvelle-Zélande n'ait pas fait preuve de fermeté sur la question de la libération des agents », a déclaré un porte-parole de l'organisation écologiste. Il a estimé que le système judiciaire néo-zélandais serait « tourné en dérision » si M. Pérez de Cuellar recommandait le transfert de Dominique Prieur et Alain Mafart dans une prison étrangère pour y purger une peine symbolique. — (AFP, Reuters.)

Les propositions soviétiques sur le désarmement

(Suite de la première page.)

Cette attitude risque d'être jugée par certains comme purement tactique et seulement destinée à apaiser la réprobation avec laquelle a été accueillie au Congrès la récente renonciation américaine au respect des plafonds fixés par l'accord SALT-2. On relèvera à l'appui de cette analyse que M. Reagan n'a pas manqué, jeudi, de répéter que le monde devait tourner le dos à la « folie » d'une politique de défense fondée sur la théorie de la destruction mutuelle assurée et s'engager résolument dans le développement de systèmes de défense stratégique « protégeant des missiles nucléaires comme un toit protège une famille de la pluie ».

Pérenniser le traité ABM

Or les nouvelles propositions soviétiques dont M. Kossyguine s'est félicité sont en réalité la nature purement essentiellement, selon des indiscrétions concordantes et jamais démenties, sur des concessions soviétiques dans le domaine des missiles stratégiques en échange de concessions américaines dans celui de la « guerre des étoiles ».

Concrètement, les Soviétiques auraient offert de ne plus exiger d'inclure dans le décompte des armes stratégiques les bombar-

diers que les États-Unis ont basés en Europe occidentale ou sur des porte-avions. Les missiles de croisière lancés à partir de sous-marins devraient, quant à eux, être compris dans ce décompte et non plus éliminés ; c'est sur ces bases nouvelles que chacune des deux parties procéderait alors à un abaissement de ses arsenaux à huit mille charges nucléaires. En contrepartie de ces deux gestes, Moscou demanderait aux États-Unis de s'engager à respecter pour une période de quinze à vingt ans, voire dix éventuellement, le traité ABM sur la limitation des missiles antibalistiques. Dans ses termes actuels, celui-ci peut être dénoncé sur un simple préavis de six mois.

L'engagement demandé ainsi aux États-Unis est de taille, puisque le traité ABM interdit le déploiement du « bouclier » stratégique dont rêve M. Reagan et restreint strictement — encore que de manière ambiguë — (voir le Monde du 17-18 novembre 1985), les possibilités de recherches en ce domaine. C'est donc par là à un coup de frein net au développement de l'Initiative de défense stratégique que les Soviétiques espèrent parvenir.

Leurs nouvelles propositions ne constituent en ce sens qu'une mise en forme d'un marchandage auquel ils espèrent entraîner la Maison Blanche depuis qu'ils ont accepté, en janvier 1985, de reprendre le dialogue qu'ils avaient rompu fin 1983. Le département d'État, officiellement en tout cas, n'est pas hostile à un marchandage de ce type, celui de la défense, en revanche, l'y est totalement et, officiellement en tout cas, M. Reagan aussi.

D'une certaine manière, le discours de Glasboro se constitue, en conséquence, lui aussi, qu'une réitération de la ligne observée depuis deux ans par la Maison Blanche : rendre possible un accord sur la réduction des armes offensives sans accepter de le lier à la moindre concession sur l'IDS.

La nouveauté introduite jeudi par M. Reagan n'est pas moins fondamentale car après l'hommage personnel rendu la semaine dernière à M. Gorbatchev (« le premier dirigeant soviétique à avoir jamais porté de lui-même d'une réduction des armes nucléaires »), c'est la première fois que le président américain reconnaît à l'URSS le mérite

d'avoir rompu avec les « réponses décevantes » données « jusqu'à récemment » aux propositions américaines.

« Il y a eu, ces dernières semaines, de nouveaux développements », a-t-il déclaré. Les Soviétiques ont fait des suggestions sur une série de problèmes allant de la sécurité dans les centrales nucléaires à la réduction des forces conventionnelles en Europe. Peut-être plus important, a-t-il poursuivi, les négociations soviétiques ont avancé, à Genève, de nouvelles propositions visant à réduire le nombre des armes nucléaires. Nous ne pouvons pas accepter ces propositions particulières sans changement, mais il semble que les Soviétiques ont commencé à faire un sérieux effort (...). Cela pourrait représenter un tournant [et] nous croyons que peut-être une atmosphère existe réellement qui permettra de sérieuses discussions ».

Pour un nouveau sommet

Aussitôt après, M. Reagan a confirmé devant les lycéens auxquels il s'adressait qu'il avait bien « indiqué » à M. Gorbatchev qu'il était désireux que des représentants des deux pays se rencontrent pour préparer, « avec un sérieux commun », un nouveau sommet permettant « de faire des progrès », mais qui aurait, de toute manière, une valeur en soi.

La discrète insistance mise sur ce dernier point marque assez que M. Reagan ne s'attend pas forcément à de grandes percées au cours de cet éventuel nouveau sommet. Il est cependant frappant qu'il y appelle en donnant acte aux Soviétiques de leurs nouvelles propositions, alors que, s'il est une analyse sur laquelle s'accordent tous ses collaborateurs, c'est que M. Gorbatchev veut à tout prix ce deuxième sommet car il espère pouvoir y arracher des concessions à M. Reagan en jouant des pressions que le Congrès, l'opinion américaine et l'Europe exerceraient alors sur lui.

M. Reagan a donc pris le risque, jeudi, d'enlever à nouveau une dynamique qui, à terme, porte en elle-même un assèchement de ses positions. Il n'est pas impossible qu'il l'ait fait volontairement, dans l'espoir d'achever sa présidence sur la signature d'un accord de réduction et non pas seulement de limitation des armements. Après tout, même aux conditions posées par Moscou, cet accord ne l'obligerait pas à de véritables concessions de fond, puisque l'éventuel déploiement de systèmes antimissiles est de moins en moins probable avant une dizaine d'années. L'essentiel serait dans ces conditions de s'entendre sur une définition des recherches autorisées — ce qui n'est pas impossible en soi.

Il est parfaitement possible également que M. Reagan n'ait agi là que pour éviter une véritable foudre du Congrès ; qui entend bien couper brutalement dans les crédits de l'IDS et essayer d'interdire l'abandon de SALT-2.

Les deux hypothèses sont vraisemblables, mais le changement introduit jeudi est, lui, réel.

BERNARD GUETTA.

LA FIN DE LA VISITE EN FRANCE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PC CHINOIS

M. Hu Yaobang souhaite une « accélération » de la coopération avec Paris

Venant de Paris, le secrétaire général du PC chinois, M. Hu Yaobang, est arrivé jeudi soir 19 juin, à Rome, quatrième et dernière étape de son voyage en Europe. Un dîner était offert le soir même en son honneur par le président du conseil, M. Craxi.

An cours de la conférence de presse qu'ils ont tenue jeudi 19 juin à Paris — avant que le secrétaire général du PC chinois ne quitte la France — M. Hu Yaobang et M. Mitterrand ont notamment été interrogés sur les problèmes du désarmement et sur les activités nucléaires de la France dans le Pacifique sud.

Sur ce dernier point, M. Hu Yaobang veut apparemment respecter le point de vue de chacun. Après avoir rappelé que la Chine prônait « l'interdiction complète et la destruction totale des armes nucléaires », il a ajouté que « lorsque les superpuissances continuent d'accumuler des armements nucléaires », il est normal que « d'autres pays conservent une certaine capacité nucléaire ». Se référant implicitement au soutien accordé par Pékin au vu des pays du Pacifique sud, il a cependant observé : « Dans certaines régions du monde, les populations désirent la création de zones dénucléarisées. La Chine ne peut pas ne pas respecter leur souhait ».

M. Mitterrand, pour sa part, a rappelé les positions françaises. « La France, a-t-il dit, continuera [ses essais nucléaires] tant que les grandes puissances en feront autant ». Il a, d'autre part, déclaré que la France tenait à ce que le traité ABM « soit respecté de part et d'autre ». « Si l'on s'en tient à ce traité », a-t-il, « on doit pouvoir véritablement commencer à discuter de désarmement ». Le président de la République a enfin rappelé, à propos de l'Initiative de défense stratégique du président Reagan, que les industriels français étaient « libres de vendre à qui ils veulent » les produits et les technologies qu'« on veut bien leur acheter », sans toutefois que « la puissance publique soit engagée ».

Interrogé à propos des relations sino-soviétiques, M. Hu Yaobang a déclaré que celles-ci offraient « bonnes perspectives » sur le plan commercial. La Chine envisageait d'accroître de 4 milliards de dollars par an ses échanges avec l'URSS, pour atteindre un volume total de l'ordre de 20 milliards en 1990. Sur le plan politique, en revanche, « je ne vois, a-t-il dit, pas d'accord ni de progrès substantiel ».

A propos, enfin, des relations bilatérales entre la France et la Chine, M. Hu Yaobang — comme M. Mitterrand — estime qu'elles ne sont pas actuellement « tout à fait satisfaisantes ». La visite du chef du PCC doit permettre de leur donner une « accélération ».

PROCHE-ORIENT

Iran

Téhéran voit dans l'« expulsion des Moudjahidins » de France le début de la normalisation avec Paris

Le vice-premier ministre iranien, M. Ali Reza Moayeri, a estimé, jeudi 19 juin, que la France avait « rempli une des conditions » posées par Téhéran avant toute normalisation entre les deux pays en « expulsant les Moudjahidins du peuple ».

Libye

« JE SUIS PLUS FORT QUE JAMAIS »

Le colonel Kadhafi a déclaré, le jeudi 19 juin, à l'agence américaine UPI, qu'il n'était ni malade ni déprimé et encore moins en passe de perdre le pouvoir, comme l'ont laissé entendre de récentes informations de presse (le Monde du 19 juin).

Dans le premier entretien accordé à des journalistes occidentaux depuis le raid américain d'avril dernier, il s'est exalté : « Comme vous le voyez, je me porte bien et il n'y a pas eu de changement dans notre pays. On a dit que je ne semblais pas en forme, le 11 juin, mais j'étais seulement fatigué, c'était la fin du Ramadan ».

Comme on lui demandait pourquoi il n'était pas apparu en public depuis le raid américain, le colonel Kadhafi a répondu : « J'ai été occupé, je suis plus fort que jamais, le peuple me soutient et sympathise avec ma famille ».

Le mouvement d'opposition que dirige M. Massoud Radjavi, C'est la première fois que M. Moayeri fait allusion au départ de Paris, pour l'Irak, le 7 juin, de M. Radjavi.

Lors de sa visite en France, le 20 mai dernier, M. Moayeri avait posé trois « conditions » pour une normalisation des relations entre Paris et Téhéran : le départ de France des opposants iraniens, l'arrêt du soutien français à l'Irak en guerre contre l'Iran et, enfin, le remboursement par Paris du prêt de 1 milliard de dollars consenti par l'Iran au Commissariat à l'énergie atomique en 1974.

A ce propos, M. Moayeri a précisé, dans la déclaration qu'il a faite jeudi, que l'Iran estimait que la dette française en tenant compte des intérêts se montait aujourd'hui à 2 milliards de dollars.

D'autre part, un responsable iranien, M. Faraz Vaziri, de passage à Paris pour discuter de contrats commerciaux, a déclaré jeudi à RTL qu'il avait « 90 % de chances que la France achète à nouveau du pétrole à l'Iran ». Il y a des tractations (...), et cela rentre exactement dans le cadre de la normalisation entre Paris et Téhéran.

A Téhéran, la radio a annoncé pour la première fois que l'aviation iranienne avait détruit une « base des Moudjahidins » dans le Kurdistan irakien. Ces derniers ont démenti l'information. — (AFP, Reuters.)

BIBLIOGRAPHIE

Les flux migratoires arabes

Ce livre est d'abord un témoignage humain, celui d'une équipe de chercheurs franco-libanais — aujourd'hui dispersés par la guerre — qui travaillaient rue de Damas, à Beyrouth, dans une zone d'affrontements armés : ils ont tenu jusqu'à l'extrême limite et la disparition d'un des leurs, Michel Seurat. C'est ensuite, sur le plan scientifique, une recherche sans équivalent dans un Proche-Orient bouleversé par les guerres et en pleine mutation sociale. C'est enfin un document sociologique irremplaçable sur les effets du boom pétrolier de 1973 et la récession qui a commencé dix ans plus tard. On voit donc comment le flux migratoire de la main-d'œuvre (principalement arabe, mais aussi asiatique), qui avait atteint son apogée en 1980 avec cinq à six millions de personnes, est désormais affecté par la guerre Irak-Iran et la double baisse des cours du pétrole et du dollar.

Au total, ce sont deux à trois millions d'Égyptiens, 600 000 Palestiniens, 350 000 Syriens, 250 000 Libanais, 240 000 Jordaniens, qui ont pris le chemin du Golfe. Beaucoup faisaient vivre, par leurs transferts d'argent, des familles entières restées au pays et, sans eux, le Golfe ne serait pas devenu ce qu'il est...

L'instinct des dix précédents ouvrages publiés en français par le Centre d'étude et de recherche sur le Moyen-Orient contemporain, ce livre contribue à une meilleure compréhension des changements en cours dans une région vitale pour les intérêts de l'Europe. Depuis plus

d'un an, le CERMOC est en sommeil. Son conseil scientifique se réunit mercredi 18 juin. Il peut, soit le mettre « en veilleuse », en attendant des jours meilleurs, soit le transférer dans un autre pays du Proche-Orient, ou encore décider une fermeture définitive. Mais peut-on sérieusement envisager cette « solution » en forme de renoncement ?

PAUL BALTA.

* Migrations et changements sociaux dans l'Orient arabe, par André Bourque et autres, Éditions du CERMOC, Beyrouth, 326 pages, 120 F. Diffusé en France par Sindbad, 1-3, rue Feutrier, 75018 Paris.

(Publicité)

L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO)

Recherche pour son siège à Rome candidats des deux sexes pour un poste de



INTERPRÈTE DE CONFÉRENCE

Le candidat doit savoir interpréter simultanément et consciencieusement en espagnol et en anglais ou français à partir d'une ou plusieurs des langues de l'Organisation (anglais, arabe, chinois, espagnol et français) et fournir la preuve d'une expérience de sept ans dans ce domaine (de préférence au sein de la famille des Nations unies).

Il doit être titulaire d'un diplôme d'une école d'interprétation internationale reconnue et/ou d'un diplôme universitaire pertinent.

Envoyer CV détaillé au plus tard le 30 juillet 1986.

en citant : VA 239-GIC, à :

L'Administrateur du personnel FAO/GID

Via delle Terme di Caracalla - 00100 Rome - Italie

EUROPE A TRAVERS LE MONDE

LA DROITE ESPAGNOLE EN CAMPAGNE

Don Manuel contre Felipe

(Suite de la première page.)

Vient son tour de parole, il va se camper devant le micro, les jambes un peu écartées, les mains dans les poches du pantalon, le veston qui tire sur une silhouette bedonnante, en une posture qui évoque ses origines de paysan galicien. Le menton légèrement relevé lui donne, face au parterre, un air dominant et souhait. Alors, progressivement, puissamment, la machoire Fraga se met en marche. Elle assène des idées simples, comme toute droite qui se veut le champion des libertés. Elle harangue, accompagne bien sûr d'un index accusateur ses attaques cadencées contre les socialistes, elle accélère, la salle est en surchauffe, Manuel Fraga devine l'homme au débit oratoire le plus rapide d'Espagne : les groupes entrent en catalepsie.

M. Fraga et son passé

Qu'on le qualifie de « bulldozer » ou de « cyclone », ce qui frappe surtout chez cet homme c'est cette sorte de violence dans sa façon d'être, son ton autoritaire et cassant, ses célèbres coups de colère et ses impulsions ravageuses qui le rendent capable d'analyser en une phrase des mois de patient travail politique. M. Manuel Fraga a beau avoir adhéré sans ambiguïté aux institutions démocratiques et contribuer à les mettre sur pied, il a beau avoir manifesté pour elles au bras d'un communiste au lendemain du putsch manqué du capitaine Tejero, il reste le seul homme politique qui se reconstruisent les nostalgiques d'un régime fort et les tenants des valeurs de l'Espagne ancienne. Et cette popularité-là l'emprisonne.

De M. Adolfo Suarez, qui vient de faire à la tête du petit Centre démocratique et social une réapparition inattendue sur la scène politique, les Espagnols ont oublié qu'il porta la chemise bleue des Phalanges en tant que secrétaire national du Movimiento et ils retiennent surtout que c'est son gouvernement qui, dans l'après-franquisme, mit en place les structures de l'Etat démocratique. En revanche le passé de M. Fraga lui colle à la peau. Il fut pourtant dans l'Espagne des années 60 le premier ministre de l'ouverture qui abolit

la censure (ce qui ne suffit pas à rendre sa liberté à la presse) et apporta un salutaire bol d'air à ce pays en ouvrant au tourisme. Puis il fut l'un des premiers à droite à préparer, bien avant la mort du Caudillo, la transition vers la démocratie.

Mais, il n'empêche, on retient qu'il a servi sous l'ancien régime, on retient son déplorable passage au ministère de l'intérieur dans l'immédiat après-franquisme : six mois émaillés de catastrophes, dont le répression dans le sang des ouvriers grévistes de Vitoria, qu'il assumait avec morgue, même s'il n'en était pas toujours directement responsable.

Alors, il a beau faire campagne pour la majorité absolue, il ne l'obtiendra vraisemblablement ni le 22 juin ni jamais. Car s'il est l'insigne et historique mérite de dompter l'ultra-droite, de la constitutionnaliser en quelque sorte, M. Fraga n'est pas l'homme autour duquel peut se construire une droite espagnole moderne. Son alliance avec des petites formations centristes au sein de la coalition populaire, outre qu'elle est source de tensions internes, ne suffit pas à lui donner une coloration modérée. La Coalition exalte trop un nationalisme qui ne fait guère recette en Espagne, sauf auprès de ces ultras qui promènent mercredi soir des drapeaux franquistes dans Madrid pour tenter de ravir à M. Felipe Gonzalez le bénéfice de l'euphorie qu'a engendrée la qualification de l'Espagne pour les quarts de finale du Mondial.

Le parti de M. Fraga n'a adopté que tardivement, et au prix de graves frictions internes avec les tenants de l'étatisme et du paternalisme, un programme économique libéral qui, comme ceux de tous les autres partis, sauf la gauche communiste, propose un meilleur traitement des entreprises privées, une plus grande flexibilité sur le marché du travail et l'extorsion du champ de la politique contractuelle. Surtout, la Coalition populaire reste trop proche, sur des questions comme le divorce ou l'avortement, d'attitudes conservatrices qui ont perdu beaucoup de terrain en Espagne. La hiérarchie catholique, en dépit des velléités de quelques évêques, a

d'ailleurs observé dans cette campagne, tout comme les milieux économiques, un remarquable mutisme.

Grâce à la désagrégation du centre de M. Suarez et faute de concurrent à M. Fraga aux élections de 1982, la droite passiste dont il est le porte-drapeau s'est vue sur-représentée au Parlement par rapport à son importance sociologique réelle (106 sièges sur 350). Mais ce bipartisme artificiel — qui servait aussi M. Felipe Gonzalez — risque fort d'être battu en brèche cette fois par les partis du centre MM. Adolfo Suarez et Miguel Roca puisant surtout, vraisemblablement, le premier dans l'électorat socialiste et le second à droite.

L'opération Roca

Miguel ou Miquel Roca ? La tête de liste du Parti réformiste démocratique a résolu la difficulté en ne mentionnant pas son prénom sur les affiches. Ce que l'on appelle l'opération Roca c'est la tentative de ce nationaliste, ou plan national, aide de économie mais aussi sur les questions de société, et capable à terme de se substituer à la Coalition populaire. Cet homme, qui se targue entre autres du soutien de M. Valéry Giscard d'Estaing, avait remporté 13 % des voix en novembre aux élections régionales de Galice.

Bon départ, qui lui vaut les faveurs d'une partie des milieux financiers, mais d'une façon un peu trop ostensible et qui risque finalement de lui coûter des voix. L'Association des banques espagnoles, qui distribue les fonds aux partis pour leur campagne, s'était mise à rêver d'une alliance

Suarez-Roca, qui aurait constitué un réformisme bon teint et dont il n'était pas absurde de penser qu'elle eût pu, dans un premier temps, remporter près d'un quart des suffrages. Elle eut la maladresse de faire pression financièrement sur M. Suarez, rebelle à toute alliance, et de le punir en priviliant très octennement son concurrent, M. Roca. Ce qui eut pour effet de fournir à M. Suarez un argument de campagne inespéré sur le thème de Cendrillon et la marâtre, la seconde étant la finance.

A cela sont venus s'ajouter les sous-entendus pour le moins malsentants du vice-président du conseil socialiste, M. Alfonso Guerra, à propos du rôle de M. Suarez lors du coup d'Etat manqué de février 1981. Ce qui remit à tous en mémoire cette image des députés des Cortes à plat ventre devant la menace armée du capitaine Tejero, à deux exceptions près : Santiago Carrillo et Adolfo Suarez, restés debout. Bref, M. Suarez avait toutes les cartes en main pour jouer la vertu salutaire, aidé de surcroît par son remarquable talent de communication.

M. Roca, pendant ce temps, menait une médiocre campagne et s'affaiblissait progressivement dans les sondages. Si les socialistes sont confirmés dimanche, son OPA sur le centre n'aura eu pour effet que de renforcer localement le Parti nationaliste catalan — ce qui était peut-être d'ailleurs un des objectifs secondaires et inavoués de l'opération. C'est dire que, même si les socialistes sortent affaiblis de la consultation, la droite paraît encore loin d'avoir trouvé le chemin de l'Espagne moderne.

CLAIRE TRÉAN.

Autriche

SELON LE CONGRÈS JUIF MONDIAL

M. Kurt Waldheim aurait eu connaissance du massacre de civils grecs

Pour la première fois depuis l'élection de M. Kurt Waldheim à la présidence de la République d'Autriche, le Congrès juif mondial a rendu publics jeudi 19 juin, à New-York, de nouveaux documents mettant en cause le rôle de l'ancien secrétaire général des Nations unies dans les Balkans pendant la seconde guerre mondiale.

Il s'agit d'un rapport marqué « secret » retrouvé dans les archives américaines, remis par les services de renseignement de la Wehrmacht au lieutenant Waldheim. Ce dernier avait apposé ses initiales sur ce document détaillant les représailles exercées contre des civils grecs dans plusieurs villages d'Epire. Il fait état d'exécutions d'otages, parmi lesquels se trouvaient des femmes et des enfants. Par ailleurs, ce document, daté du 8 janvier 1944, avait été adressé au lieutenant Waldheim

sous le code 03, celui des services secrets de la Wehrmacht, dont il a joujourné avoir fait partie.

Le cabinet de M. Kurt Waldheim a immédiatement réagi à ces nouvelles accusations en publiant à Vienne un communiqué démentant les « attaques inqualifiables pour suivies par certains groupes à l'étranger après la décision populaire sans équivoque du 8 juin ».

Par ailleurs, à Belgrade, le ministre yougoslave des affaires étrangères, M. Rado Džardžević, a indiqué au cours d'une conférence de presse que son pays « respecte l'élection de M. Waldheim par les Autrichiens ». Il a également expliqué l'absence de félicitations au lendemain du scrutin par le fait que les messages de ce genre sont adressés par la Yougoslavie aux nouveaux chefs d'Etat lors de leur entrée en fonctions.

URSS

Des objectifs ambitieux pour le nouveau Plan quinquennal

De notre correspondant

Moscou. — Les mille cinq cents députés du Soviet suprême ont adopté jeudi 19 juin le plan quinquennal 1986-1990 au deuxième et dernier jour de leur session d'été. Le Plan prévoit une augmentation de 22,1 % du revenu national, de 25 % de la production industrielle et de 25 % de la productivité du travail dans l'industrie. Ces objectifs impliquent une forte accélération du rythme de développement de l'économie soviétique dans les cinq années à venir et paraissent difficiles à atteindre.

Le Soviet suprême a, d'autre part, procédé à quelques mutations mineures dans l'appareil d'Etat. M. Iakov Raïkov a été « libéré de ses fonctions de vice-président du conseil des ministres en raison de sa nomination à un autre poste ».

Des patrons occidentaux reçus au Kremlin. — Les perspectives de la coopération économique entre l'URSS et les pays de l'Ouest ont été évoquées jeudi 19 juin au Kremlin par le premier ministre soviétique, M. Nikolai Ryjkov, et une délégation de patrons occidentaux qu'il recevait, annonce l'agence Tass.

Ces chefs d'entreprise, plus de cent en tout, participent à un colloque organisé à Moscou par la chambre de commerce de l'URSS et la Chambre de commerce internationale (CCI), représentant les milieux d'affaires de cent six pays. — (AFP.)

Le criminel nazi Fedorenko condamné à mort. — Feodor Fedorenko, ancien gardien du camp de concentration nazi de Treblinka, extradé par les Etats-Unis en 1984, a été condamné à mort jeudi 19 juin par un tribunal ukrainien, rapporte l'agence Tass.

Fedorenko, soixante-dix-huit ans, a été reconnu coupable de trahison et d'exécutions massives au camp de la mort de Treblinka, en Pologne, et dans d'autres centres d'extermination durant la deuxième guerre mondiale, précise Tass. — (Reuters, AFP.)

D. D.

Italie

LE PROCÈS DES PIRATES DE L'ACHILLE-LAURO
L'un des accusés nie l'assassinat de Léon Klinghoffer

De notre correspondant

Rome. — « Ce monsieur Léon Klinghoffer, il n'était même pas à bord. Ni moi ni mes amis ne l'avons jamais vu. C'est une affaire montée par l'Amérique et la Syrie », Majid al Molqui, le chef du commando palestinien qui prit le contrôle de l'achille-Lauro, ne manquait pas d'aplomb en répondant à l'interrogatoire du président de la cour d'assises de Gênes, le jeudi 19 juin.

Sans sourcilier, il semblait bel et bien décidé à récrire l'histoire de la tragique odyssee du paquebot, passant outre à tous les témoignages recueillis par les juges instructeurs, en sept mois d'enquêtes, et revenant même sur ses propres aveux.

En novembre 1985, pendant ses premiers interrogatoires en prison, il avait tranquillement reconnu devant les magistrats avoir choisi comme victime le vieux passager, parce que « américain et politique », puis l'avoir lui-même abattu de deux balles, une dans la tête, l'autre dans l'abdomen.

Cette volte-face semble moins dictée par une tentative de diminuer une sanction pénale que par

la volonté de couvrir son chef Abouli Abbas, le chef du FLP.

D'entrée de jeu, dès la seconde audience du procès, deux des principaux inculpés, Al Moqui mais aussi Mahmoud Issa, Abbas, l'homme de confiance d'Abouli Abbas, qui achemina les armes à Gênes avant l'embarquement du commando, ont montré qu'ils étaient décidés à nier l'évidence, et à protéger coûte que coûte le dirigeant palestinien.

Leur système de défense s'articule autour d'une idée essentielle : démentir que leur objectif n'était pas la prise des cinq cents passagers et membres d'équipage du paquebot italien, mais de mener une action de guerre suicide dans le port d'Ashdod en Israël. Majid al Molqui, que les juges n'hésitent pas à définir comme « le plus déterminé et inflexible » des membres du commando, s'accroche à cette version.

Le président de la cour objectait qu'aucun membre du personnel de bord ne confirme avoir surpris le commando dans sa cabine. « C'était un passager », lance alors Al Molqui. « De quelle nationalité ? », interroge le juge. « Brésilienne », rétorque l'inculpé. « Mais il n'y en avait pas à bord », lance le juge. Un dialogue de sourds, qui durera quatre heures d'audience. (Inserim.)

Attentats anti-italiens à Athènes. — Deux attentats terroristes contre des intérêts italiens ont eu lieu jeudi 19 juin à Athènes. Une bombe a explosé dans les locaux de la chambre de commerce gréco-italienne, en plein centre de la ville. Un passant a été légèrement blessé, alors que les dégâts matériels sont importants. Une deuxième bombe avait été déposée devant le consulat italien, mais elle n'a pas explosé. Aucune organisation n'a revendiqué ces deux actions, mais la police croit qu'elles sont en relation avec le procès concernant l'affaire de l'achille-Lauro qui se déroule actuellement en Italie. — (Corresp.)

MINITEL

Comment
avoir la
Bourse en
direct ?

Vendu en kiosque

ETATS-UNIS

Un ancien agent du FBI reconnu coupable d'espionnage au profit de l'URSS

Los Angeles. — Richard Miller, un ancien membre du Bureau fédéral d'investigation (FBI), a été reconnu coupable, jeudi 19 juin, de corruption et d'espionnage au profit de l'Union soviétique par un tribunal de Los Angeles. C'est le premier agent du FBI jamais jugé en tant qu'espion. Richard Miller, âgé de quarante-neuf ans, avait été arrêté en octobre 1984 en même temps que deux émigrés soviétiques, Svetlana Ogorodnikova et son mari, Nicolas. Il a été reconnu coupable d'avoir photocopié des documents secrets pour les faire parvenir en Union soviétique et de les avoir communiqués aux époux Ogorodnikov contre la promesse de 50 000 dollars en or et de 15 000 dollars en espèces. Miller a soutenu qu'il avait tenté d'infiltrer le KGB au profit des Etats-Unis. Un premier procès, à l'autorité demeurée, s'était terminé sans que le jury arrive à se mettre d'accord sur le verdict. L'accusé risque la prison à vie. — (AFP.)

PANAMA

Requête de la famille d'Hugo Spadafora

La famille de l'ancien ministre de la santé panaméen, Hugo Spadafora, a déposé une requête, jeudi 19 juin, devant le procureur de la République pour qu'il ouvre le dossier sur son assassinat à la lumière de nouvelles informations fournies par le New York Times. Le quotidien avait affirmé que le général Noriega, chef des forces armées panaméennes, avait participé à l'assassinat d'Hugo Spadafora en septembre 1985, en se fondant notamment sur des fuites émanant du Département d'Etat. Winston Spadafora, frère de l'ancien ministre, s'est présenté devant le ministère public accompagné de l'ancien président Arnulfo Arias, du président de la démocratie chrétienne, M. Ricardo Arias et d'une centaine de personnes. — (AFP.)

POLOGNE

Condamnation de six militants de Solidarité

Varsovie. — Six militants du syndicat dissous Solidarité dont M^{me} Anna Szymanska, cinquante-deux ans, membre du comité du primat de Pologne d'aide aux prisonniers politiques, ont été condamnés le jeudi 19 juin, selon une procédure accélérée, à des peines allant de dix-huit mois de prison ferme à un an de détention avec sursis par le tribunal régional de Varsovie, a-t-on appris auprès de la famille des accusés. L'acte d'accusation leur reprochait d'avoir imprimé, stocké et colporté des timbres-poste, des éditions et des bulletins clandestins du syndicat dissous avec pour but de « troubler l'ordre public », précise-t-on.

Les deux principaux accusés, M. Włodzisław Hrabowski, ingénieur, et M^{me} Maria Chmielewska, dessinatrice industrielle, ont été condamnés respectivement à dix-huit mois de prison ferme et dix-huit mois de prison avec sursis, peine assortie d'une amende de 300 000 zlotys (près de 12 000 F) pour cette dernière. Les quatre autres prévenus, M^{me} Anna Szymanska Rolecka, Anna Ciupa et M. Michael Marczewski, ingénieur, sa sont vu infliger chacun un an de prison avec sursis et des peines d'amendes allant de 100 000 à 200 000 zlotys.

M^{me} Szymanska a été reçue récemment en audience par le pape Jean-Paul II lors d'un pèlerinage à Rome avec des intellectuels catholiques polonais. — (AFP.)

VIETNAM

Epuration

des « corrompus incompetents »

Hanoï. — Le premier ministre vietnamien, M. Pham Van Dong, a évoqué la crise de confiance entre le Parti communiste vietnamien et la population, et souligné la nécessité d'une vaste épuration des cadres « corrompus ou incompetents », a indiqué jeudi 19 juin le quotidien du Parti communiste, le Nhan Dan. Cette déclaration intervient au lendemain de la publication d'un article du Nhan Dan laissant prévoir prochainement une série de procès publics de cadres corrompus, à titre d'exemple pour la population. Elle intervient également alors que des rumeurs insistantes font état d'un prochain raménagement ministériel à l'occasion duquel M. Pham Van Dong pourrait abandonner ses fonctions de premier ministre. — (AFP.)

HEMISPHERES

SOLDES

22, av. de la Grande-Armée
75017 PARIS1, Bd Émile-Augier
75116 PARIS

politique

LE RÔLE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

La stratégie de M. Robert Badinter

Rien n'est tout à fait simple ni complètement anodin dans la vie déjà bien remplie et encore pleine de promesses de la toute jeune institution (elle n'a pas encore trente ans) qu'est le Conseil constitutionnel. Son nouveau président, M. Robert Badinter, vient d'en faire la première expérience en essayant une fin de non-recevoir courtoise et ferme des présidents des deux Chambres du Parlement à la suite d'une suggestion qu'il avait faite au début du mois de juin à propos de la procédure suivie par le Conseil lorsqu'il est saisi de demandes d'examen de conformité à la Constitution des textes de loi.

Les deux premiers textes de loi adoptés depuis le début de la législature : loi autorisant le gouvernement à prendre diverses mesures économiques et sociales et loi relative à l'élection des députés et autorisant le gouvernement à délimiter par ordonnance les circonscriptions électorales ayant été déférées au Conseil constitutionnel par des parlementaires socialistes (députés et sénateurs pour le premier texte, députés seulement pour le second), M. Badinter avait saisi cette occasion pour tenter de développer le caractère contradictoire de la procédure suivie pour l'élaboration des décisions du Conseil constitutionnel.

Dans les traditionnelles lettres d'information et de transmission aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat des saisines, M. Badinter écrivait : « Le rapporteur désigné

pour l'examen de cette affaire se réserve de prendre l'initiative (NDR : l'agrement, le consentement) tant du rapporteur de la commission qui, dans chaque Assemblée, a été saisi au fond du texte de la loi que d'un représentant des auteurs de la saisine, afin qu'ils puissent éventuellement communiquer toutes observations complémentaires qu'ils jugeraient utiles à l'appui du rapport ou de la saisine ».

Cette initiative n'est pas demeurée tout à fait sans suite : à deux reprises, M. Guy Carcassonne, conseiller juridique du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, s'est entretenu avec les rapporteurs désignés par le Conseil constitutionnel après ces divers recours.

Ephémères rapporteurs

Pour le reste... M. Badinter a été reculé sans que l'affaire prenne à aucun moment la tournure d'un conflit. Au cours d'un déjeuner, qui avait réuni au début de ce mois le président du Sénat, M. Alain Pöher, et les membres du Conseil constitutionnel, M. Badinter avait rappelé son attachement à la procédure informelle des contacts personnels avec les rapporteurs du Conseil constitutionnel, approuvé en cela par M. Pöher. Dans la foulée, franchissant un pas qui fut aussitôt considéré comme un écart, le président du Conseil constitutionnel envoyait aux deux Assemblées les

missives porteuses du paragraphe litigieux.

Répliquant le premier, M. Jacques Chaban-Delmas faisait d'abord savoir, en réponse à la lettre de M. Badinter, que le bureau de l'Assemblée, saisi par ses soins, n'avait pu que rappeler des évidences contraires à la demande du président du Conseil constitutionnel. La fonction, ou si l'on veut l'existence spécifique, es qualités du rapporteur de tel ou tel projet ou proposition de loi, prendrait fin, selon la thèse du bureau de l'Assemblée et de son président, avec le vote du texte en discussion. Dès lors, un rapporteur — il faudrait presque dire un ancien rapporteur par définition — ne saurait être habilité aux échanges souhaités par M. Badinter.

Plus tardive et plus développée, l'argumentation de M. Alain Pöher, placée sous le signe d'une entière solidarité avec la position de M. Chaban-Delmas, soulignait qu'il est parfaitement normal qu'un rapporteur du Conseil constitutionnel ait, pour accomplir sa tâche, tous les contacts qu'il juge utiles, y compris, éventuellement avec un rapporteur du Sénat. Mais, affirme M. Pöher, il ne peut s'agir de contacts personnels et privés, informels — qui ne sont du reste sans précédent (1) — qu'il ne saurait être question d'institutionnaliser, de formaliser, par quelque biais que ce soit.

Au demeurant, estime encore le président du Sénat, des relations officielles entre rapporteurs d'une assemblée parlementaire et du Conseil constitutionnel feraient reprendre hors du Parlement et au-delà des limites du vote, dans une instance extra-parlementaire, un débat déjà achevé.

L'écrit suffit

Il n'est en somme, suggère à son tour le président du Sénat, que de s'en tenir aux matériaux nombreux et dignes de fin d'une procédure qui doit être essentiellement écrite (comptes-rendus des débats publiés au Journal officiel, texte des rapports établis au nom des commissions) pour que soit menée à bien sans autre complication la procédure du Conseil constitutionnel. D'accord pour un Conseil qui fonctionne plutôt comme une sorte de Cour de cassation, pas d'accord pour ce qui le ferait glisser vers l'apparence d'une cour d'appel constitutionnelle : telle paraît être la philosophie de M. Pöher.

Précédée, plutôt qu'incident, l'histoire de cette « ouverture » et de ce refus n'en est pas moins révélatrice de la difficulté qu'a le Conseil constitutionnel à occuper sans éveiller ou laisser subsister doutes, méfiances ou craintes, la place singulière et déterminante qu'est la sienne dans les institutions françaises.

Il est vrai qu'en l'occurrence des objections tirées du droit parlementaire ou s'abritant derrière lui n'étaient pas tout à fait inattendues. Il reste que, véritable cour constitutionnelle qui n'ose ou dont on ne veut pas dire le nom (même si ses fonctions sont diverses), le Conseil fait peur, inquiète et quelquefois irrite le personnel politique (de tous ordres, au gré des circonstances) ou d'autres institutions.

Spectres

C'est ainsi que les relations entre le Conseil constitutionnel et la (vraie) « maison d'à côté » — le Conseil d'Etat — n'ont pas été, dans les premières années du Conseil constitutionnel, toujours faciles. La preuve est aujourd'hui apportée que l'épidémie des deux Assemblées reste sensible, voire sujet à légère allergie, lorsqu'il s'agit de débayer officiellement le Conseil constitutionnel.

Cependant, l'évolution de l'importance du Conseil constitutionnel, incessamment nourrie depuis la réforme décisive de 1974 (la saisine par les parlementaires) par son activité croissante, l'enchaînement des circonstances et l'ampleur de la doctrine constitutionnelle progressive, élabore des textes que l'on voit mal ce qui pourrait désormais la remettre en cause.

Gesticulation politique à répétition, vieille crainte hostile du juge constitutionnel ou véritable hantise d'un gouvernement des juges (qui ne paraît en réalité être souhaité par personne), les critiques à venir sont faciles à prévoir : elles n'ont jamais manqué (voir encadrés), identiques à elles-mêmes, depuis que le Conseil constitutionnel a « tué le père » (de Gaulle), conquis son autonomie et acquis son profil propre. A cet égard, l'accumulation prévisible de recours et donc de décisions à venir, présentée comme une nouvelle épreuve de vérité pour le Conseil constitutionnel, peut tout aussi bien être envisagée comme l'occasion d'un nouvel affermissement.

Donnée annulation successive d'un texte ou bien accumulation éventuelle de déclarations d'inconstitutionnalité : il n'est pas impossible que le Conseil constitutionnel reçoive tôt ou tard ces spectres qui hantent depuis quelque temps ses couloirs. On verra bien alors quelle

figure ils ont et s'ils sont si redoutables.

Quoi qu'il advienne, Cour constitutionnelle de fait, beaucoup plus que « Conseil », l'institution que préside M. Badinter désarmera — ou exorcisera — dans les mois et les années à venir les critiques en « s'affichant » beaucoup plus comme telle, à l'instar des organismes plus ou moins comparables qui existent à l'étranger.

Les indices en sont divers. Le Conseil constitutionnel cesse progressivement d'être l'officine mystérieuse et étonnante qu'il est longtemps resté. Non seulement ses décisions sont — bien évidemment — publiées intégralement, mais les recours dont il est saisi contre les textes le sont aussi — innovation introduite par le prédécesseur de M. Badinter, M. Daniel Meyer.

Empiriquement on avec les aléas que l'on sait lorsque le terrain de l'informel est abandonné, les éléments de procédure contradictoire sont esquissés. Observateur discret jusqu'à présent au cours des réunions périodiques entre représentants des diverses cours constitutionnelles, le Conseil y participera désormais activement. Plus il organisera et accueillera lui-même des colloques.

Bref, à l'exception inentamée et vouée à le rester du noyau dur que constituent l'élaboration des projets de loi et le secret des délibérations, toutes les fonctions du Conseil constitutionnel ont été entrouvertes ces dernières années ou sont en passe de l'être. Ce n'est pas la moindre surprise ni sans doute la dernière réservée par l'institution originale, rempart et atterrage de l'Etat de droit que le général de Gaulle donna à la France sans le vouloir.

MICHEL KAJMAN.

Anthologie

« Le Conseil constitutionnel a arbitrairement limité les textes. »

(31 décembre 1976, communiqué du groupe socialiste après l'échec d'une requête contre les modalités de l'aide financière au Chili.)

« Où l'indépendance irait-elle se nicher dans ce cinéaste monté homme par homme (ici qu'il n'y a pas de femme ?) par le Gotha de la majorité ? (...) C'est l'institution que je mets en question. Car le Conseil constitutionnel est une institution politique, une juridiction politique, l'instrument politique du pouvoir exécutif. Rien de moins. Rien de plus. On le croit servile. Il n'est qu'obéissant. »

(M. François Mitterrand, alors premier secrétaire du PS, après les premières décisions prises en juin 1978 par le Conseil constitutionnel dans l'examen du contentieux électoral — seules les élections d'un député communiste et d'un socialiste, M. André Colard, avaient à ce moment été annulées. Un second député socialiste et deux députés de la majorité devaient l'être un peu plus tard.)

« A décision politique, réponse politique. »

(M. Jean-Jacques Sarvan-Schreiber, après l'annulation le 29 juin 1978, de son élection en Meurthe-et-Moselle.)

« Le Conseil constitutionnel est une institution dont il faudra se défier. »

(M. Mitterrand, le 13 août 1978, à Condom, Gers.)

« Si je respecte l'institution, je ne respecte pas forcément les hommes qui la composent et celui qui la préside (...). Je suis très modéré par rapport à ce que je pense de M. Roger Frey. »

(M. Jacques Chirac, alors maire de Paris, le 28 septembre 1978, à Biarritz, commentant l'annulation de l'élection de M. Christian de La Melène, à Paris.)

« Jamais les grands courants de réforme ne se sont laissés arrêter par une Cour suprême, quelle qu'elle soit (...). L'usage des ces hommes auront conscience, en portant leur jugement (NDR : sur la loi de nationalisation), qu'ils doivent raisonner en magistrats de la Constitution et non pas en hommes éventuellement partisans. »

(M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, le 21 octobre 1981.)

« De deux choses l'une : ou bien la déclaration de M. Jospin n'a aucune signification (...), ou bien (...) elle exprime une volonté consciente de passer outre à la décision du Conseil constitutionnel (...). Tout cela est très grave. »

(M. Bernard Pons, alors secrétaire général du RPR, en réponse à M. Jospin.)

« Que dirait l'opinion publique si chaque fois qu'une loi est votée par la majorité, le Conseil constitutionnel devait être systématiquement saisi par les députés de l'opposition ? Il y aurait un abus... »

(M. Louis Mermeze, alors président de l'Assemblée nationale, le Monde du 13 janvier 1982.)

« Nous, nous représentons le peuple. Eux (...) représentent les hommes politiques de la majorité d'aujourd'hui. »

(M. Pierre Joxe, le 28 janvier 1982, après la première décision du Conseil constitutionnel sur la loi de nationalisation déclarant non conforme à la Constitution la méthode d'indemnisation retenue.)

« Le Conseil constitutionnel n'est pas l'instance objective et sage qu'on nous dit (...), elle est à droite. »

(M. Jospin, mêmes circonstances.)

LA DÉBAT SUR LA MODERNISATION DU PS

M. Pierre Mauroy : social-démocrate

M. Pierre Mauroy livre, dans le numéro de juin de la lettre de la Revue politique et parlementaire (RPP), « quelques réflexions sur la social-démocratie », à l'occasion de la préparation de la convention nationale du PS des 28 et 29 juin. M. Mauroy écrit notamment : « Quand on est socialiste, faut-il se classer parmi les idéalistes, abnégés par la construction de la société future, ou parmi les pragmatiques, préoccupés de gestion quotidienne ? Chacun répond à sa manière. Seule une synthèse, permanente et parfois difficile, entre ces deux démarches permet en fait de lier la modernité à l'idéal sans ignorer le réel (...). Car la modernité n'est ni un concept sociologique, ni un concept politique, ni même un concept historique. C'est un mode de civilisation, une démarche qui s'oppose à la notion de tradition. En ce sens, la gauche exprime la modernité face à la société bourgeoise qui s'est imposée au vingtième siècle et dont le gouvernement de Jacques Chirac exprime les appétits financiers et les phobies culturelles de manière caricaturale. »

A propos des débats sur le rôle et la nature du PS, M. Mauroy écrit : « Ces débats sont essentiels. Ils sont trop importants pour que nous y médions des ambitions personnelles, et en particulier les rivalités — par ailleurs légitimes — pour la future élection présidentielle. Or, à la veille comme au lendemain du scrutin législatif du 16 mars 1986, autour de notre congrès de Toulouse, l'indispensable clarification que nous devons effectuer à parfois sombre dans le petit jeu, traditionnel chez nous, des oppositions piégées : gauche-droite et archaïsme-modernité. »

M. Mauroy invite ensuite les socialistes à se montrer « scrupuleux dans l'usage du vocabulaire »,

notamment à propos du mot « social-démocrate ». « La notion de social-démocratie apparaît en effet comme devant être au cœur de nos échanges avant bien pour ce qui concerne nos références de principes que nos modes d'organisation. L'ancien premier ministre rappelle l'opposition bismarckienne, à gauche, entre les partisans d'un « renforcement » du système capitaliste et les partisans d'une « langue marche à travers les institutions ». M. Manroy poursuit : « Même si certains communistes hésitent encore et paraissent, aujourd'hui, vouloir rebrousser chemin, nous savons bien qu'entre bolchévistes et mencheviks l'histoire a tranché en faveur des seconds, du moins dans nos pays. »

« Mais pourquoi, dès lors, faire comme si ce débat n'avait pas notre propre courant de pensée, notre propre parti ? Oui, nous voulons rompre avec le capitalisme. C'est même l'élément constitutif de notre regroupement. Mais nous n'envisageons pas de résultat qu'au terme d'un processus démocratique, c'est-à-dire nécessairement long et contradictoire. C'est ce qui fait notre originalité de socialistes. »

A propos de la distinction entre socialistes et sociaux-démocrates, M. Mauroy écrit :

« Voyons les réalités en face. Notre congrès de Bad-Godesberg n'avait pas à faire, il est fait. Nous l'avons réalisé en juin 1982 en mettant en œuvre une politique de rigueur poursuivie jusqu'à la fin de la législature. Ne nous enfermons donc pas dans des oppositions artificielles et soignons plutôt reprendre à notre compte, en particulier en matière d'organisation, des règles et des méthodes qui nous rendront plus efficaces dans notre combat prioritaire : celui que nous devons mener contre la droite. »

M. Jospin : transcourant

Les animateurs des transcourants ont présenté, le jeudi 19 juin, leur contribution pour la convention nationale du PS des 28 et 29 juin. M. Jean-Yves Le Drian, député du Morbihan, a souligné que cette convention « engage véritablement la modernisation » du parti. Selon lui, cette échéance est « une occasion privilégiée pour une démarche transcourante », dans la mesure où elle n'est pas « le lieu et le moment de la détermination du pouvoir ». Selon M. Le Drian, il faut « sans doute moins un rafraîchissement de la déclaration de principes, mais davantage une modernisation du mode de fonctionnement » du PS.

De son côté, M. Alain Richard, député du Val-d'Oise, espère que cette convention sera l'occasion d'un « travail de regroupement et de mise en cohérence » des idées exprimées en ordre dispersé dans le parti. M. Richard ne voudrait pas que le parti se lance dans un « travail d'auto-critique qui durerait un an ou deux », car les transcourants pensent que « les affaires urgentes ».

M. François Hollande a précisé que les préoccupations des transcourants portaient avant tout sur « le contenu politique et l'unité du parti ». Il s'affirme en cela « totalement d'accord avec la démarche du premier secrétaire ». M. Hollande évoque la volonté de modernisation du parti affichée par M. Jospin pendant : « A la limite, s'il y a un transcourant, c'est bien le premier secrétaire. »

M. Hollande a encore précisé que l'« axe essentiel » de la contribution des transcourants est « le développement de la démocratie » et affirmé que « les courants sont nécessaires à la vie du parti », à condition qu'ils soient le lieu d'un débat politique et que, à l'inverse, ils « n'assèchent pas » tout débat politique qui se tiendrait dans le parti en dehors

d'eux. M. Hollande pense aussi qu'« il n'est pas bon qu'il y ait [dans le PS] des gens qui aient un projet politique et qui ne forment pas un courant ». M. Cécile Golder, sénateur de Paris, n'a souligné qu'il n'y a « plus aucune espèce de mobilité » dans les courants d'aujourd'hui. Elle souhaite que la démarche transcourante permette de revenir à cette mobilité « indispensable », notamment à l'égard des nouveaux adhérents déstabilisés par le système actuel.

LE « CAMARADE » STIRN

M. Olivier Stirn, fondateur de l'Union centriste républicaine (UCR), élu député de la Manche sur la liste socialiste, et qui vient d'adhérer au PS, a été reçu, le mercredi 18 juin, par le bureau exécutif du parti. M. Stirn a notamment présenté aux dirigeants du PS les thèmes que, selon lui, le PS pourrait développer, notamment en direction des électeurs centristes, sans pour autant renier son identité. Ces thèmes, au nombre de six, sont : la lutte pour une croissance « sélective » ; la défense des acquis sociaux ; la défense des libertés ; la défense et la promotion du service public ; la définition d'une « économie maîtrisée » ; l'adaptation et la révision de la notion de plan. Quant aux structures du parti, M. Stirn juge qu'un PS à vocation majoritaire devrait avoir des relations plus étroites avec les syndicats.

« Les Verts et l'Elysée. — Au cours du conseil national interregional des Verts, qui se réunira à Ecullly (Rhône), les 21 et 22 juin, les quatre-vingts délégués du mouvement écologiste, fondé en 1984, se prononceront sur le principe d'une candidature à l'élection présidentielle. »

Propos et débats

M. Jacques Chaban-Delmas : plus de chômeurs

M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, a estimé, le jeudi 19 juin, que M. Jacques Chirac « payait » actuellement dans les sondages « l'idée qui s'était répandue après la formation de son gouvernement qu'en quelques jours tout allait changer. »

Or, a déclaré le maire (RPR) de Bordeaux, sur Radio-Montecarlo : « Ce n'est pas avant la fin de l'année ou le début de l'année prochaine que l'on pourra juger la politique gouvernementale. »

A propos du chômage, M. Chaban-Delmas a estimé que « personne ne dément de recette miracle » et qu'il « aura davantage de demandeurs d'emploi au 1^{er} janvier 1987 qu'au 1^{er} janvier dernier. »

M. Barre : l'Europe

L'ancien premier ministre, M. Raymond Barre, continue de plaider pour le renforcement de la construction de l'Europe, notamment dans le domaine économique. « La construction européenne, a-t-il affirmé, ne sera solide que si elle recueille le soutien actif des Européens. »

Dans un éditorial de sa lettre mensuelle Faits et Arguments, M. Barre estime que, au moment où s'accroît le mouvement de privatisation en Europe, « on devrait réfléchir davantage à la possibilité de réaliser, dans des limites à définir, des croisements de participation dans le capital des entreprises publiques en cours de privatisation. »

M. Toubon : la collaboration

Au cours d'un entretien accordé à Paris-Match, M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, estime que l'opinion vit la cohabitation non pas comme une opposition mais comme une collaboration entre M. Mitterrand et M. Chirac. Se référant au dernier sondage SOFRES-Nouvel Observateur, M. Toubon estime que c'est le président, « qui ne fait que prescrire », qui tire tous les bénéfices de cette situation, alors que M. Chirac « ne profite pas de l'action du gouvernement qui est en cours et qui n'a pas encore donné de résultats. »

Les effets de l'action gouvernementale n'ayant pas encore porté tous leurs fruits, M. Jacques Toubon donne rendez-vous « aux présidentielles ». D'autre part, M. Toubon estime que le président de la République n'agit pas dans l'intérêt général mais pour maintenir l'essentiel de la politique socialiste, et cela malgré le vote du 16 mars et les mauvais résultats de cette politique.

M. Lecanuet : le social

Le président de l'UDF, M. Jean Lecanuet, a estimé, au cours d'un point de presse le jeudi 19 juin, que « la vocation sociale du gouvernement n'est pas assez affirmée » et que ce dernier souffrait « d'un manque d'expression et d'explication ». Il prend, a-t-il affirmé l'ancien ministre, de bonnes orientations économiques, mais il lui faut expliciter mieux la finalité sociale de son action. »

M. Lecanuet a d'autre part réaffirmé son « soutien tangible » au gouvernement de M. Chirac, souhaitant que les sondages actuellement favorables au chef de l'Etat au détriment du premier ministre s'inversent dans les prochains mois.

ERRATUM. — Nous avons attribué, par erreur, à M. Guy Hermier, membre du bureau politique du PCF, un mot qui n'a pas été prononcé au cours de la conférence de presse qui suivait la réunion du comité central (le Monde du 20 juin). Mot qui était repris dans le titre de l'article. M. Hermier a dit qu'il fallait « combattre la droite de la revanche », et non pas « de la réforme », sans pour autant avoir « la tentation de revenir à ce qui a été la gauche de la capitulation », mais, au contraire, faire « valoir les valeurs de gauche auxquelles nous sommes attachés, dans une perspective nouvelle, dans la perspective d'un socialisme à la française. »

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.

le
Badinter

50/50

L'ACTION DU GOUVERNEMENT ET L'OPINION

LA RÉPONSE DE M. CHIRAC AUX SONDAGES

Faire de la politique

Ainsi qu'il l'avait fait déjà la semaine précédente, M. Chirac a animé, le jeudi 19 juin, à l'hôtel Matignon, une réunion politique sur la communication du gouvernement. Entouré de ses collaborateurs chargés de ce secteur, le premier ministre a convié MM. Balladur et Juppé, ainsi que les ministres qui sont également des chefs de parti, MM. Léotard pour le PR, Méhaignerie pour le CDS, et Rossinot pour le Parti radical. A intervalles réguliers, d'autres réunions semblables auront lieu. Elles correspondent au souhait de nombreux ministres qui attendent du gouvernement qu'il « fasse de la politique » et qu'il ne se contente pas de la mise en œuvre législative de la plate-forme électorale de la majorité.

L'essentiel de la réunion du 19 juin a été consacré aux leçons à tirer des récents sondages d'opinion défavorables à l'action du gouvernement (le Monde du 20 juin).

Si M. Chirac a choisi de faire savoir l'objet de cette rencontre - alors que naguère il affectait de ne pas attacher de grande importance aux sondages - c'est qu'il ne veut pas feindre d'ignorer les mauvais baromètres, pour ne pas être, ensuite, accusé de ne rien dire que les bons. Il veut aussi prendre un geste sur l'avenir, dont il espère qu'il lui permettra de souligner une remontée de son image dans l'opinion. Il souhaite également montrer qu'il est attentif aux réactions des Français et qu'il est prêt à tenir compte de leurs déceptions ou de leurs attentes. Enfin, il veut rassurer ses partisans en décidant de lancer une campagne d'explication et, au besoin, en rectifiant certaines décisions maladroites. Il a entendu les reproches de certains de ses amis qui l'accusaient de n'avoir pas agi plus vite ni réformé plus profondément.

Tenir compte de l'opinion, c'est dire et faire dire à certains dirigeants politiques, comme les centristes, que les préoccupations sociales du gouvernement ne doivent pas être occultées par l'aspect technique ou économique des décisions prises. C'est dans cet esprit que M. Chirac a tenu à indiquer lui-même que le défaut de port de la ceinture de sécurité en ville ne serait pas possible d'une amende immédiate de cent francs comme cela

avait été annoncé, tout en annonçant une campagne plus active de prévention des accidents de la circulation.

En raison de ces diverses considérations, le premier ministre a chargé son porte-parole, M. Denis Baudouin, d'indiquer que, s'il n'avait enregistré les résultats des sondages avec « lucidité », il n'en avait pas été « ému ».

Selon lui, tout d'abord, les rôles du président de la République et du premier ministre ne peuvent être confondus car « l'un remplit sa fonction d'arbitre avec talent tandis que l'autre mène une action et prend des décisions qui provoquent des jugements ».

Tangage

Pour M. Chirac l'histoire montre que tout gouvernement qui s'installe prend des décisions difficiles et impopulaires mais qu'il juge importantes et qui provoquent « un peu de tangage ». Il reconnaît que la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, la réforme du droit de licenciement, la privatisation de TF1 entrent dans cette catégorie. Il admet même que la « technocratie », à l'occasion du changement de majorité, a tenté un retour. D'autres ministres sont, en privé, plus sévères que lui à l'égard de certains hauts fonctionnaires qui ont profité de l'expérience de quelques ministres pour faire passer des mesures sans se soucier du climat social et du contexte politique.

Toutefois, M. Chirac, assure que « l'actuel temps de houle n'est pas une compromission, car il est, dit-il, « toujours convaincu que la cohabitation durera jusqu'en 1988 ». Il veut donc être jugé sur la durée puisque « nous ne sommes pas en fin de législature, mais, vraiment ou début. Nous récolterons les fruits de notre action dans quatre ou cinq mois ou à la fin de l'année ». Des mesures concrètes d'application des lois votées par le Parlement seront prises avant la rentrée d'octobre, assure-t-il. Le premier ministre qui se refuse à préjuger les décisions du Conseil constitutionnel. Cependant, certains membres du gouvernement hésitent pas à prévoir que, en cas d'annulation de certaines dispositions ou de refus de

signature des ordonnances par le chef de l'Etat, des projets de loi de substitution pourraient être très rapidement votés par la majorité parlementaire, au besoin à coups d'article 49-3.

Il note avec satisfaction que les Français sont très favorables aux mesures « sécuritaires » prises par le gouvernement ainsi qu'au rétablissement du service militaire, même si ces décisions ne sont pas encore définitivement ratifiées. Cela le confirme dans sa conviction qu'il n'y a pas de rejet global de son action et que la confiance peut être rétablie.

Resté en effet pour M. Chirac à convaincre l'opinion de la justice de sa politique. Il a donc demandé aux chefs des partis de la majorité - sur la suggestion de M. Léotard, secrétaire général du PR - de « relancer sur le terrain l'action de leurs cadres et de leurs militants ». Le premier ministre s'est plaint de la démobilité qui a suivi la victoire électorale du 16 mars et qui, dans une certaine mesure, laisse le champ libre aux arguments de l'opposition. Il a invité les ministres à se déplacer davantage en province et à participer aux activités de leurs mouvements, notamment aux « universités d'été » ainsi qu'il le fera lui-même à l'occasion.

M. Chirac ne manque pas d'être parfois irrité par les soutiens restrictifs que lui apportent quelques membres de la majorité, dont les encouragements prennent la forme de critiques voilées. Il a enfin accepté l'invitation de l'Association des journalistes parlementaires de répondre aux questions de la presse politique au cours d'une conférence de presse, le 21 juillet, c'est-à-dire quatre mois après son entrée à l'hôtel Matignon. Par toutes ces actions, M. Chirac veut retrouver les moyens de stopper le désenchantement d'une partie de l'opinion pour éviter que, dans deux ans, elle ne fasse le choix d'une autre politique.

ANDRÉ PASSERON.

LA SUPPRESSION DE L'AUTORISATION ADMINISTRATIVE DE LICENCIEMENT EST ADOPTÉE PAR LE SÉNAT

L'effet Séguin

M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, a réussi à faire adopter dans la nuit du 19 au 20 juin son texte de suppression de l'autorisation administrative de licenciement, dont l'examen avait commencé la veille au Sénat. L'explication de la brève du débat, comparée à la longueur de ceux qui s'étaient déroulés à l'Assemblée nationale (la discussion avait duré du 29 mai au 3 juin), réside en grande partie dans le comportement personnel de M. Séguin. Certes, le ministre aurait préféré que son texte soit adopté conforme au palais de Luxembourg afin d'éviter son retour au Palais-Bourbon.

Mais la version approuvée par les députés recelait une lacune sur l'écroul de la lettre de licenciement qu'il convenait de combler. La nécessité d'un amendement aurait pu conduire à sa multiplication, d'autant que dans les rangs de la majorité la réalisation d'une promesse contrainte dans la plate-forme électorale RPR-UDF, ajoutée à la lettre mode d'emploi pour licenciement de M. Yvon Gattaz, provoquait quelques états d'âme. Ses doutes ont été vite balayés par les réponses de M. Séguin, qui en a appelé au respect de la négociation entre les partenaires sociaux et à la confiance dans un gouvernement prêt à combattre tout abus.

Après la réponse de M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi aux auteurs qui s'étaient exprimés la veille dans la discussion générale, le Sénat a commencé, le jeudi 19 juin, l'examen des articles du projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. Sur le premier article, 207 amendements avaient été déposés. Une fois repoussés les deux premiers (PCF et PS), qui tendaient à supprimer cet article, est adopté avec l'accord du gouvernement l'amendement de la commission des affaires sociales, ce qui a pour conséquence de « faire tomber » les 199 amendements restants, déposés par les socialistes et les communistes.

La nouvelle rédaction, exposée par M. Louis Sornet (ratt. adm. RPR, Doubs), vise à maintenir pendant la période transitoire (c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} janvier 1987, date à laquelle le système d'autorisation administrative de licenciement sera totalement abrogé) les dispositions du code du travail prévoyant l'envoi d'une lettre de licenciement avec le motif de rupture du contrat de travail du salarié menacé. Cette nouvelle rédaction précise également la nature des articles du code du travail qui disparaîtront à partir du 1^{er} janvier prochain.

Tout en reconnaissant la validité des arguments qui justifient deux amendements, visant à écarter des licenciements successifs « par paquets de dix », déposés par M. Claude Huriet (Meurthe-et-Moselle) et ses collègues de l'Union centriste ainsi que par trois sénateurs de la Gauche démocratique, M. Séguin obtient gain de cause : les amendements sont purement et simplement retirés après qu'il ait assuré que si des abus se produisaient le gouvernement en tiendrait compte.

C'est avec le même succès qu'il plaide pour le retrait de l'un des amendements de la commission qui avait pour objectif principal de préciser le contenu du futur projet de loi dont le dépôt est prévu avant la fin de l'année. M. Séguin indique que le gouvernement s'engage à respecter totalement la directive européenne de 1975 relative aux licenciements économiques.

Quant aux dispositions transitoires prévues à l'article 4, M. Jean Chérioux (RPR, Paris) explique qu'elles démontrent que le gouverne-

ment n'a pas l'intention de « soumettre les salariés à l'arbitraire des patrons ». Cette affirmation est vivement contestée par MM. Hector Vireo et René Martin, sénateurs communistes respectivement du Nord et des Yvelines, puis par MM. Georges Dagonia (Guadeloupe) et Charles Bonifay (Bouches-du-Rhône), tous deux socialistes, qui reprochent au gouvernement de retirer tous les éléments de protection et de garantie aux salariés.

Si le ministre ne s'oppose pas à l'adoption de deux autres amendements de la commission, conséquence de ceux approuvés précédemment, il combat ceux de la gauche en ayant recours à un double registre : soit ils anticipent sur le futur projet de loi qui devrait tirer les conséquences des négociations entre partenaires sociaux, soit ils sont superflus puisque les garanties demandées figurent déjà dans le code du travail. Quant aux 42 amendements communistes, dont il estime qu'ils sont « hors sujet », ils sont à sa demande jugés irrecevables par la majorité, les socialistes s'abstenant lors de ce vote.

Quant au scrutin final sur l'ensemble du texte, il a donné les résultats suivants : 206 pour (RPR, RI, Union centriste, non-inscrits et une partie de la Gauche démocratique), 102 contre (PC, PS et une partie de la Gauche démocratique). Trois sénateurs se sont abstenus : MM. Michel Durafour, Bernard Legrand et Max Lejeune, tous trois de la Gauche démocratique.

Le projet de loi-programme pour les DOM-TOM serait ajourné

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer, M. Bernard Pons, ne s'est pas rendu, mercredi après-midi 18 juin, devant la section du Conseil économique et social chargée des économies régionales et de l'aménagement du territoire, réunie en séance extraordinaire, à laquelle il devait en principe présenter son avant-projet de loi-programme pour les DOM-TOM. Il y a délégué son directeur de cabinet, qui a expliqué l'absence de son « patron » par la décision prise par celui-ci de reporter à l'automne le dépôt de ce texte à la suite des divergences intervenues entre les ministères des finances et des territoires d'outre-mer, et les ministères des finances et du budget. Selon les prévisions données au CES, les difficultés survenues entre M. Pons et ses collègues résulteraient essentiellement du coût

des mesures envisagées par le ministre des DOM-TOM, alourdies par certaines sous-estimations initiales. Le directeur du cabinet de M. Pons aurait souligné, en particulier, que les experts gouvernementaux se seraient trompés « du simple, au quadruple » dans leurs évaluations des incidences financières de l'application, outre-mer, d'une politique de « parité sociale globale » par rapport au régime métropolitain.

Si ce report était confirmé, il signifierait que le ministre des DOM-TOM, qui avait lui-même exprimé des craintes en ce domaine, au cours d'une conférence de presse du 10 juin (le Monde du 12 juin), n'aurait pas obtenu du premier ministre les arbitrages nécessaires à ses ambitions.

RÉUNIS EN CONGRÈS Les ex-maoïstes français se convertissent à l'autogestion

Le marxisme-léninisme pro-chinois, version française, n'en finit pas de faire sa « révolution culturelle » modernisée. Ces dernières années, son allégeant inconditionnel sur Pékin, après avoir troqué sa dénomination de parti communiste marxiste-léniniste (PCML) contre le sigle PAC (Parti pour une alternative communiste) en septembre 1985, la petite organisation de M. Pierre Baudy, secrétaire politique et porte-parole du PAC, va probablement poursuivre sa mutation. Trois maîtres-mots - « résistances, renouvellements et convergences » - sont au programme du sixième congrès de ce parti qui se tient, à huis clos, du 20 au 22 juin, dans la banlieue de Melun, en présence d'une « petite centaine » de délégués.

Dans une résolution en seize-quinze articles, le PAC fait une analyse de la situation politique, sans concession pour le libéralisme et sans complaisance pour la gauche et l'extrême-gauche, mais surtout, il théorise de nouvelles formes d'organisation qu'il souhaite voir adopter par son congrès. Ainsi, le PAC remet en cause la notion de « parti d'avant-garde » et rompt avec le « centralisme démocratique conçu et pratiqué comme hypercentra-

lisme, militarisé, avec hiérarchie descendante et cloisonnement ».

M. Pierre Baudy, qui prône « la recomposition du mouvement ouvrier », considère qu'il y a parallèlement un « approfondissement de la crise du communisme » et un « changement de période depuis le début des années 70 ». Selon le porte-parole du PAC, la crise de la gauche vient de « l'inadéquation des réponses apportées par le mouvement ouvrier à la nouvelle période » politique qui s'est engagée.

Affirmant que « le PCF est plus gauchiste que le PAC » et que « le PS est une force incontournable », M. Baudy estime que les socialistes, n'ayant plus ni « allié » ni « programme », devraient se poser la question de leurs alliances, idée à laquelle le PAC n'est pas hostile.

Volontairement très générale, la résolution présentée au congrès ne fait aucune référence à la Chine mais utilise, pour la première fois dans l'histoire de cette organisation, le mot « autogestion ». Le PAC compte, officiellement, « un peu moins de cinq cents militants » répartis dans trente à quarante départements.

O. B.

M. de Laportalière entre au groupe Express et crée « une fondation antibureaucratie »

Le libéralisme radical n'en finit pas, en France, d'attendre son heure. Vient-elle ? Printemps 86, groupe privé de réflexion ultra-libéral dont les conseillers politiques furent MM. Alain Juppé et Alain Madelin, qui obtient par encore deux mois après son entrée à l'hôtel Matignon. Par toutes ces actions, M. Chirac veut retrouver les moyens de stopper le désenchantement d'une partie de l'opinion pour éviter que, dans deux ans, elle ne fasse le choix d'une autre politique.

ANDRÉ PASSERON.

effort, d'être nommé par le président-directeur général du groupe. M. James Goldsmith, lui aussi directeur de réflexion ultra-libéralisme absolu, administrateur-directeur général du groupe. « Je suis là pour garantir la ligne libérale du

LE SOUFFLE LIBÉRAL

Les journalistes mis en cause par la direction de l'Express sont en fait Noël-Jean Bergeron, rédacteur en chef adjoint depuis 1981, chargé du service politique (il était auparavant chef adjoint du service politique du Monde), et Christian Favout, chef du service politique de l'hebdomadaire depuis 1981. L'un et l'autre ont été déchargés de leurs fonctions. Le premier devrait se voir proposer un autre poste à la rédaction en chef. Le second n'a plus sa place dans la rédaction. Motif de ces changements : « Le souffle libéral doit passer dans le service politique ». La liberté ne fait pas toujours bon ménage avec le souffle libéral.

J.-M. C.

Changement dans l'administration de l'Assemblée nationale

Le bureau de l'Assemblée nationale, le jeudi 19 juin, a nommé M. Jean-Louis Thomas secrétaire général de la questure, c'est-à-dire responsable de tous les services administratifs du Palais-Bourbon, et dans les faits numéro deux de la hiérarchie des fonctionnaires de la maison. Il entrera en fonctions en septembre 1986 lors du départ en retraite du titulaire actuel du poste, M. Georges Reverchon.

A priori une telle nomination n'aurait dû soulever aucune difficulté. M. Thomas est actuellement directeur du personnel. Directeur de service depuis 1971, il est le plus ancien dans le grade le plus élevé. Dans une administration où l'on privilégie les déroulements de carrière à l'ancienneté, sa nomination à ce poste important est donc parfaitement logique.

Une personnalité contestée

Pourtant les socialistes, en s'opposant à ce choix, ont empêché M. Thomas d'être désigné à l'unanimité des membres du bureau comme le veut la tradition de l'Assemblée. C'est que sa personnalité est contestée, et pas simplement parce qu'un directeur du personnel se fait, de par ses responsabilités, plus d'ennemis que d'amis.

Son « choix » par M. Jacques Chaban-Delmas, conformément à la proposition des deux secrétaires généraux actuels, apparaît surtout comme un désaveu d'une décision de son prédécesseur, M. Louis Mermet : en juillet 1985, les socialistes avaient refusé de suivre les propositions de la hiérarchie du Palais-Bourbon et de nommer M. Thomas au poste de collaborateur direct du

secrétaire général de la questure. Cette décision, liée à d'autres nominations, avait entraîné un mouvement de contestation parmi les hauts fonctionnaires du Palais-Bourbon.

Depuis le 16 mars, ceux qui, à tort ou à raison, s'étaient sentis brimés dans leur carrière sous la législature précédente, et dont la légèreté ne font pas mystère de leurs idées de droite, relèvent bien entendu la tête. Jusqu'à présent leurs tentatives pour prendre les places de ceux dont ils ont contesté les nominations ont été vouées à l'échec. Mais les socialistes - et les fonctionnaires qui sont proches d'eux - craignent que la nomination de M. Thomas ne soit que la préface à une remise en cause de la politique de gestion du personnel mise en place depuis 1981. Dans une petite maison (il n'y a que cent cinquante hauts fonctionnaires à l'Assemblée) où les postes de responsabilité sont peu nombreux, toutes les nominations sont étroitement surveillées ; les luttes de « clan » sont vives ; la contestation tourne facilement au psychodrame.

Il reste que les réformes de structure imposées par M. Mermet, pourtant bien moins importantes que ce qu'il aurait souhaité, pourraient bien être rapidement remises en cause. Or là comme ailleurs leur contestation camoufle, le plus souvent, des problèmes d'hommes.

Th. B.

[Né le 13 janvier 1924, M. Jean-Louis Thomas est licencié en droit. Entré à l'Assemblée nationale le 21 novembre 1946 comme administrateur, il a été en poste à la comptabilité et longtemps à la commission des finances dont il fut le chef du secrétariat. Chef de division depuis le 21 novembre 1960, il est chef de service depuis le mois de mai 1971.]

Louis Pauwels en renfort

Son créateur rêve pour elle d'un rôle analogue à celui qu'a joué aux Etats-Unis l'Heritage Foundation, le laboratoire d'idées du « Reaganisme ».

M. de Laportalière a brusquement accéléré ces derniers jours la mise en place de la fondation Liberté, qui lui rejoint « par ailleurs », indique la lettre qu'il a fait parvenir le 19 juin à deux mille souscripteurs potentiels et à un demi-millier de journalistes, « la direction générale du groupe Express ».

Le créateur de Printemps 86 puis de la fondation Liberté vient, en

groupe », dit M. de Laportalière, qui supervisera la diversification du groupe en un ensemble multimédia, où la télévision est appelée à jouer un rôle important.

M. de Laportalière n'a pas encore rejoint son futur bureau de l'avenue Foch. Un frémissement libéral, quelque peu fébrile, diversement perçu par la rédaction de l'Express, gagne cependant déjà la principale publication du groupe.

Dès le 19 juin, a été esquissé le regroupement en une unique unité rédactionnelle de l'hebdomadaire du service politique et de diverses rubriques (justice, éducation). Deux journalistes politiques ont été démis de leurs fonctions actuelles. L'un d'eux est exclu de l'Express. Le souffle libéral prend pour l'instant à l'Express des allures de tourbillon torride.

M. de Laportalière ne souhaite pas être « enfermé » à l'Express. Soucieux de ne pas laisser apparaître sa nouvelle création comme une émanation du groupe de M. Goldsmith, il fait entrer au conseil de surveillance de la fondation Liberté M. Louis Pauwels, directeur du Figaro-Magazine.

M. K.

société

DEVANT LE TRIBUNAL DE PARIS

« Le Monde » se défend, après une insertion publicitaire d'avoir fait l'apologie du crime de collaboration

Dans son numéro daté du 13 juillet 1984, le *Monde* publiait, sous la mention « publicité », un texte intitulé « François, vous avez le mémoire court ». Sous cette phrase que prononça Philippe Pétain, l'Association pour défendre le mémoire du maréchal Pétain et l'Association nationale Pétain-Verdun présentaient un plaidoyer en faveur de celui qui porta le titre de chef de l'Etat de juillet 1940 à août 1944 et fut condamné à mort par la Haute Cour de justice le 15 août 1945 pour intelligence avec l'ennemi. On y rappelait sa carrière depuis la bataille de Verdun en 1916 jusqu'à sa condamnation.

Il y était dit notamment qu'en 1940, après avoir obtenu l'armistice, « le pouvoir lui fut donné légitimement par les assemblées parlementaires » et qu'ensuite il protégea les Français « contre la toute-puissance allemande et sa barbarie au milieu des atrocités et des persécutions nazies ». Il était écrit encore que, poursuivi sur l'ordre de Charles de Gaulle pour avoir trahi la patrie qu'il avait tout fait pour sauver, l'accusation « utilisa, avec les plus hautes complications, un faux pour obtenir sa condamnation ».

Cette publication, sur une page entière, devait entraîner le dépôt par l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance (ANACR) d'une plainte avec constitution de partie civile pour apologie du crime de collaboration avec l'ennemi, délit prévu et réprimé par les articles 23 et 24 de la loi sur la presse. Il en résulta l'incrimination par le juge d'instruction, M. Claude Grellier, de M. André Laurens, alors directeur de publication du *Monde*, ainsi que celle de MM. Marie-François Lelievre et Hubert Bassol, présidents respectifs des deux associations signataires.

Il devait s'y ajouter celle de M. Jacques Isnori. Ce dernier, qui fut l'un des défenseurs de Philippe Pétain en 1945, s'était en effet déclaré, de lui-même, l'auteur du texte incriminé dans lequel on retrouvait d'ailleurs tous les thèmes développés, par lui-même, depuis quarante ans dans le combat qu'il mène passionnément pour obtenir la révision du procès Pétain.

A la fin de cette instruction, le parquet de Paris, dans son réquisitoire définitif, devait conclure à un non-lieu, considérant que le texte ne faisait pas l'apologie de la collaboration de Philippe Pétain puisqu'il le présentait au contraire comme un résistant et parlait d'ailleurs des atrocités nazies. Le juge d'instruction signa cependant une ordonnance de renvoi des quatre inculpés devant le tribunal correctionnel.

L'affaire était appelée, jeudi 19 juin, devant la dix-septième chambre du tribunal de Paris présidée par M. Emile Cabé, en présence des quatre prévenus.

La parole aux minorités

M. André Laurens, invité le premier à dire les raisons pour lesquelles le *Monde* avait publié ce texte, a expliqué qu'un organe de communication comme celui-là se doit de donner la parole à des minorités de tous horizons, que c'est là une façon de permettre des débats sur des sujets de société. Il a estimé qu'en la circonstance le directeur, la direction de la rédaction et certains journalistes consultés, ayant constaté que ce texte se faisait reprendre des arguments bien connus pour la défense de la mémoire de Philippe Pétain et qui n'avaient pas jusqu'à lui fait l'objet de poursuites, rien ne s'opposait à la publication.

M. Isnori a confirmé qu'il était bien l'auteur du texte et qu'il s'était aussitôt fait connaître comme tel lorsqu'il apprit que des poursuites étaient engagées. M. Lelievre, président de l'Association pour défendre la mémoire du maréchal Pétain, comme M. Bassol, président de l'Association nationale Pétain-Verdun, se sont, de leur côté, déclarés co-signataires en assurant qu'ils n'avaient jamais conscience de commettre un délit et qu'ils ne firent qu'exercer le droit d'expression reconnu à tout citoyen.

Avocat de l'ANACR et du Comité d'action de la Résistance, lui aussi constitué partie civile, M. Bernard Jouanneau a rappelé que M. Lelievre fut, pour sa part, un membre du gouvernement de Vichy.

Deux témoins étaient cités à la requête des parties civiles. M. Jean-Pierre Bloch, vice-président du Comité d'action de la Résistance et qui fut juré au procès Pétain, a dit : « L'ANACR et le Comité d'action de la Résistance ont eu tout à fait raison d'agir comme ils l'ont fait, car il n'est pas possible de laisser dire et répéter que l'ex-maréchal Pétain a joué le double jeu. Je considère qu'il n'y a jamais eu de double jeu. J'en ai trouvé, s'il en était encore besoin, une nouvelle preuve dans un récent livre de Jacques Benoist-Méchin, qui fut ministre de Vichy et qui a montré que l'ex-maréchal était prêt à mettre à la disposition de l'Allemagne notre armée d'Afrique du Nord ».

M. Pierre Bloch a ajouté : « Un autre de ses anciens ministres a déclaré, de son côté, qu'au moment de la promulgation par Vichy du statut des juifs, trois mois après juin 1940, et sans que les Allemands l'aient demandé, le plus rigoureux pour l'application de ce statut fut l'ex-maréchal Pétain. Or, nous montrons bien que l'homme du 18 juin, ce n'est pas le général de Gaulle mais Philippe Pétain ».

M. Marie-Madeleine Fourcade, en sa qualité de résistante, a dit : « Nous luttons sur un double front : celui de l'occupant et celui de Vichy. Car c'est bien Vichy qui nous traquait, nous arrêtait, nous torturait et nous livrait aux Allemands, à leur demande. Ce qui fait que, devant l'affirmation d'une résistance de Pétain à l'occupant, tout me porte à dire que c'est faux. Il y a là une offense intolérable à la mémoire de ceux qui sont morts. Le procès Pétain est jugé. Il n'y a pas à revenir dessus ».

Révision de l'histoire ?

Les avocats des associations partielles civiles ont plaidé. M. Gaston Amblard a dit : « tout le regret » qu'il avait à devoir s'exprimer contre son confrère Isnori dont il a souligné « le talent et le courage, lui qui n'a jamais été un partisan de Vichy, mais qui s'est dévoué à une cause qu'il croit juste ». Il a dit aussi qu'il éprouvait ce même regret face à

André Laurens : « Qu'est-il venu faire dans cette galère ?... mais on a dépassé les bornes en exploitant ainsi ceux qui ont aidé l'occupant et personne n'était encore allé aussi loin dans l'apologie du criminel ».

Plus longuement, M. Bernard Jouanneau s'est demandé s'il ne fallait pas voir dans la publication incriminée une action « qui s'inscrit dans les tentatives actuelles d'une révision de l'histoire », bien qu'il ne veuille pas mettre sur le même plan ni « faire un amalgame cruel » entre ceux qui nient l'existence des chambres à gaz ou cherchent à réhabiliter les chefs nazis et ses adversaires d'aujourd'hui. Lui aussi reconnaît à M. Isnori le droit de mener un combat pour la révision du procès Pétain. Mais ce qui peut être dit dans des requêtes à la chancellerie et même dans les livres de M. Isnori ne peut devenir l'opinion publique, appelé ouvert à l'opinion. « Je ne veux pas empêcher des combats, des discussions menées de façon loyale. Je veux simplement que l'on garde quelque décence. Présenter Philippe Pétain comme le premier résistant de France, c'est la négation même de la résistance ».

M. Jouanneau a invoqué aussi la jurisprudence qui dit que l'apologie du criminel entraîne l'apologie du crime. C'est que, pour lui, la condamnation par la Haute Cour, qui a aujourd'hui autorité de chose jugée, fait que Philippe Pétain, par la volonté populaire, a désormais l'image de l'homme qui s'engagea dans la collaboration puisque la Haute Cour de 1945 avait répondu à tous les arguments que ses partisans produisaient encore à présent en sa faveur.

On attend maintenant le point de vue du ministère public qui avait conclu à un non-lieu, ce qui ne simplifiera pas la tâche de son représentant à l'audience, M. Philippe Bilger. Après quoi, M. Isnori, pour lui-même, M. Druhligny et François Gibault, pour les présidents des associations signataires de l'apologie de M. Yves Baudouin, pour M. André Laurens et la SARL le *Monde*, répondront.

« Paris-Match » et Christine Villemin condamnés

La première chambre du tribunal civil de Paris, présidée par M. Huguette Le Foyer de Costil, vice-présidente, a rendu, jeudi 19 juin, un jugement par lequel Christine Villemin et la Société COGEDI-PRESSE, editrice de *Paris-Match*, sont condamnées à verser un total de 600 000 francs de dommages et intérêts à Marie-Ange Laroche et aux époux Bolle, parents de la jeune Muriel.

Paris-Match a consacré de nombreux articles à l'affaire Grégory, mais les poursuites ne venaient que trois d'entre eux publiés le 13 décembre 1985, le 24 janvier et le 7 février 1986. Le tribunal n'a retenu que les deux premiers. L'un, intitulé « Muriel en accusation : les parents révoltés », signé par M. Jean Ker, l'autre, intitulé « Christine Villemin : la complicité de certains organes d'informations pour désigner publiquement le ou les prétendus auteurs ou complices d'un crime. Enfin, ni la gravité des accusations portées contre Christine Villemin ni les souffrances morales qu'elle ressent ne suffisent à justifier des révélations aussi gravement dommageables ».

En conséquence, Christine Villemin et *Paris-Match* sont condamnées solidairement à verser 200 000 francs de dommages et intérêts à Marie-Ange Laroche et 100 000 francs aux époux Bolle en qualité de représentants légaux de leur fille mineure, Muriel. Aussi, solidairement, *Paris-Match* et le journaliste Jean Ker devront verser 200 000 francs de dommages et intérêts aux époux Bolle en tant que parents et 100 000 francs à titre personnel. Enfin, *Paris-Match* devra, lorsque la décision sera définitive, publier le jugement en page centrale, dans les mêmes caractères de titre et de texte que ceux utilisés dans l'article paru le 15 décembre 1985.

M. P.

« Maurice Joffo sera jugé en octobre pour recel de vols aggravés. » Détenue depuis le 30 novembre 1984, l'ancienne coiffeuse Maurice Joffo comparaitra le 9 octobre prochain devant la dixième chambre correctionnelle de Paris pour recel du délit de recel de vols aggravés.

A l'audience du jeudi 19 juin cette juridiction a rejeté la demande de mise en liberté présentée par ses défenseurs. M. Charles Robaglia et Jean-Yves Leborgne avaient soutenu que sa détention était le résultat de « pressions sur l'opinion publique » effectuées par le biais « de la plume dictatoriale de la presse ». Mais dans son jugement, le tribunal observe : « En regard des sommes qui sont susceptibles de lui être réclamées par le fisc et l'administration des douanes, il est à craindre que le prévenu ne tienne de se soustraire à l'action de la justice ».

La soutenance de thèse de M. Henri Roques

Le *Monde* a publié, dans son numéro daté du 20 juin, une lettre de M. Henri Roques, en application de la loi sur le droit de réponse. Rappelons que toute personne citée dans un journal peut exiger la publication d'une réponse à la même place et dans la même forme que l'article incriminé et de la même longueur, avec un maximum de 200 lignes.

Quoi que nous pensions sur le fond de la thèse de M. Roques, nous avons — à tort ou à raison — choisi de lui accorder ce à quoi la loi lui donnait droit.

Notre légalisme, peut-être excessif, ne justifie pas que nous ayons placé sa lettre sous la bandeau « Histoire ». Mais ast-il

besoin de préciser que nous ne pensions nullement, par ce rapprochement malheureux, à lui donner un label historique, à ce que Jean-Planchas qualifie, dans un éditorial publié à la « une » du *Monde* (daté 25-26 mai), de « mascarade ».

A. F.

Un jury et un public complices

Un jury pour une thèse historique ? Non : un quatuor d'universitaires nostalgiques réunis pour jouer devant un micro la sinistre comédie du révisionnisme, cette « école » qui prétend nier la réalité de l'holocauste des juifs et de son principal instrument : les chambres à gaz. Ainsi apparaît cet étrange l'atmosphère qui entoure la soutenance de la thèse de M. Henri Roques telle qu'on peut la revivre, un an après, à l'écoute de l'enregistrement intégral de la séance du 15 juin 1985 à l'université de Nantes.

Un enseignant de cette université, aujourd'hui à la retraite, M. Pierre Bridemouan, ancien déporté pour faits de Résistance (1), vient en effet de recevoir un colis anonyme contenant deux cassettes d'une durée totale de trois heures qui ne laissent aucun doute sur les intentions de propagande de l'auteur de la thèse et sur la complicité politique des membres de son jury. A propos de l'extermination des juifs et des chambres à gaz — presque toujours désignées par allusion — les mots de « rumeurs », « croyance », « mythe » et « légende » sont successivement utilisés, et l'on entend ricaner le jury et le public assez nombreux et complice semble-t-il et complice à l'évocation des monceaux de chaussures laissés par les suppliciés.

Pourtant, M. Roques assure d'emblée que sa thèse « ne prouve pas l'existence des chambres à gaz ». Pour cette tâche délicate, l'ingénieur agronome en retraite préfère s'en remettre à « des chercheurs plus qualifiés » que lui, et cite ses maîtres : Faurissin, en France, Stäglich, en Allemagne, et Butz, aux Etats-Unis, les trois « papes » actuels du révisionnisme (2). M. Roques évoque sa fascination depuis « près d'un quart de siècle » pour Paul Rassinier, le premier négateur des chambres à gaz en France. Mais, c'est récem-

ment, ayant pris sa retraite professionnelle, qu'il a pu remettre sur le métier son vieux projet : « Faire que l'école révisionniste se voie reconnaître un droit de cité dans l'Université », qu'elle « s'ouvre à ceux qui doutent », afin de « se débarrasser de croyances vieilles de quarante ans ».

La volonté de réhabiliter le nazisme perce derrière la stratégie du doute à propos des chambres à gaz. Elle semble même constituer le postulat de base posé par M. Roques, postulat que le vieux étudiant nostalgique énonce dès le début de sa présentation) : « Après la guerre, déclare-t-il, il y a eu un accord général des vainqueurs pour faire monter l'enfer sur la terre... Conséquences actuelles, selon lui : « La croyance au mal absolu secreté par le régime nazi est toujours tenace » et « nous sommes saturés de récits d'épouvante ».

Les responsables de la « mystification » ne tarderont pas à être désignés, lorsque, quelques secondes plus tard, le candidat fulminera contre « les grandes orgues sionistes ». Un membre du jury lui emboîtera le pas en lançant que dans les camps de concentration : « Ils n'étaient pas si malheureux puisqu'on leur apportait des cigares ». Un autre ricanera en affirmant qu'« on en sortait ».

Un « mythomane »

Pour appuyer son entreprise de banalisation du nazisme, le jury finit tout de même par se pencher sur la thèse qui lui est présentée. M. Roques y confronte minutieusement les six dépositions de Kurt Gerstein, cet officier nazi finit prisonnier en France à la Libération, qui témoigne de ce qu'il a vu au camp de Belzec (Pologne) en 1942 : le gazage de quelque 5 000 hommes, femmes et enfants dont l'agonie

dura plus de trois heures à cause d'une panne du moteur Diesel dont le gaz d'échappement était utilisé pour les tuer. Il relève les contradictions, entre les différentes dépositions notamment sur la dimension des chambres à gaz. Au nom du « bon sens », il ironise sur l'impossibilité d'entasser 700 à 800 personnes dans 25 mètres carrés comme Gerstein affirme l'avoir vu. M. Roques en conclut que l'officier nazi n'était rien d'autre qu'un « mythomane », et son témoignage rien de plus qu'une fable.

Poursuivant son raisonnement, qui passe sous silence cinq autres récits de témoins oculaires sur les chambres à gaz de Belzec, il laisse entendre que celles-ci n'ont existé que dans les hallucinations d'un détraqué, récupéré par les sionistes après la guerre.

Le jury réuni à Nantes accueille ces propos par un éloge des plus appuyés. M. Pierre Zind, professeur associé d'histoire au département des sciences de l'éducation de l'université Lyon-II, le religieux absent d'extrême droite, fait preuve comme tous ses collègues d'une connaissance approfondie des grades chez les SS et tergiverse interminablement sur chaque virgule de la traduction du rapport Gerstein. Mais il ne peut réprimer son admiration et se déclare « médusé (...) par la dynamique persuasive » de M. Roques. M. Jean-Paul Allard, président du jury, professeur de langue et littérature germanique à l'université Lyon-III, excelle du jury, a trouvé la thèse « excellente » et promet de la conseiller à ses étudiants. C'est lui qui a trouvé « cocasse » la description des tas de chaussures « qui jetaient dix étages » de haut. Si amusant qu'il souhaite les « mettre sous le nez de tous ceux qui croient encore (...) à de telles choses ».

Quant au rapporteur de la thèse, M. Jean-Claude Rivière, le seul

Nantais du jury, il applaudit lui aussi et se contente de remarques sur la forme. Et pour cause. Dans un moment de franchise, lui et M. Allard témoignent de leur totale incompetence à juger de la thèse Roques. Le président du jury avoue qu'il est germaniste mais « pas spécialiste de l'Allemagne du vingtième siècle » et de toute façon « pas historien » (il est professeur de littérature médiévale). Le rapporteur est encore plus embarrassé pour justifier sa présence, puisqu'il n'est « pas historien » et annonce en prenant la parole qu'il va « faire semblant de savoir un peu d'allemand ».

Cette mise en scène s'étire pourtant sur trois heures, trois heures débouchant sur une mention « très bien ». Trois heures qui permettent aujourd'hui aux révisionnistes de se targuer du sceau du jury universitaire. M. Rivière, qui a enregistré la soutenance, ira ensuite faire dupliquer les cassettes dans les locaux universitaires. Une série d'entre elles, qui ne contiennent que l'exposé introductif de Henri Roques, est même commercialisée par la Vieille Taupe, l'éditeur favori des révisionnistes.

Trois heures de propagande nazie dans une université française qui finit désormais planer sur elle le soupçon des lauriers dévoyés.

PHILIPPE BERNARD.

(1) M. Bridemouan a publié une autobiographie : « L'odeur du Jour de Buchenwald à Amnesty International ». Cerf, 1984.

(2) Dans le numéro de « Rivarol » du 6 juin 1986, M. Robert Fourcade attire l'attention sur l'ouvrage récent d'un auteur italien, Carlo Mattogno, qui a étudié, comme M. Roques les textes de Kurt Gerstein et apporte selon M. Fourcade, de nombreuses configurations à la thèse des révisionnistes.

Un ancien militant fasciste

L'affaire « Roques continue de susciter de vives réactions au sein de la communauté juive. Cette émotion est d'autant plus compréhensible que la soutenance de thèse controversée participe, en effet, d'un projet politico-culturel développé depuis la fin de la deuxième guerre mondiale par les milieux d'extrême droite, en France et ailleurs. La preuve en est non seulement que les antédécédents politiques de la mouvance Intellalectuelle d'extrême droite des universitaires qui ont cautionné les travaux de M. Roques sont difficilement contestables, mais, surtout, que les antédécédents politiques de l'auteur de cette thèse ont été occultés jusqu'à nos révélations faites à ce sujet par *Libération* dans son numéro du 18 juin.

Il se confirme, en effet, que M. Henri Roques n'est pas seulement un ingénieur agronome en retraite fier d'histoire contemporaine et occupant ses loisirs à enquêter sur l'existence des chambres à gaz dans les camps de concentration, sous le pseudonyme de Henri Jelin, M. Henri Roques a occupé, de 1955 à 1958, les fonctions de secrétaire général d'une association constituée, en vertu de la loi de 1901, sous le titre de Phalange française et qui exprimait ouvertement son racisme et son antisémitisme dans son journal mensuel *Fidélité* jusqu'à ce que le conseil des ministres prononce sa dissolution au lendemain des événements du 13 mai 1958 (1) (*Le Monde* du 10 juillet 1958).

Ce groupuscule d'extrême droite a contribué à la formation du courant des historiens dits « révisionnistes », dont le centre

d'activité principal se situe aujourd'hui aux Etats-Unis, derrière la façade de l'Institut de révision historique animé par M. David Mac Calden, alias Lewis Brandon, néo-nazi anglais émigré (2). Les travaux de ce centre de « recherches historiques », auxiliaires de M. Henri Roques participent aujourd'hui, visent essentiellement à « blanchir le nazisme de son crime majeur », selon une expression du Centre d'études et de recherches sur l'antisémitisme contemporain.

(1) Cette association, déclarée le 15 octobre 1955 et officialisée au JO du 15 novembre 1955, avait pour objet de « maintenir la tradition nationale, veiller à la sauvegarde du patrimoine national, œuvrer à la réalisation d'une Europe populaire et fraternelle ». Son président était un neveu de Marcel Déat, M. Charles Lucet qui se déclarait ouvertement fasciste et qui créa après la dissolution de Phalange française le Mouvement populaire français. Son siège était situé au 213, boulevard Saint-Germain à Paris.

Ce fut, selon le « Dossier néonazisme » publié aux éditions Ramsay par Patrice Chénoff (préface par René Kérivin et Simon Wiesenthal) « la seule tentative d'après-guerre de constitution d'un parti français authentiquement fasciste ». Ces indications sont confirmées dans le livre de Joseph Algray *La Tentation neo-fasciste en France*, paru chez Fayard.

(2) Sur l'apport des néo-nazis anglais aux thèses révisionnistes, lire notamment le *Système Le Pen*, de Joseph Loria, Karl Criton, Serge Dumont paru aux éditions EPO.

« Ce qu'en dit M. Le Pen. » Dans une interview publiée le 11 juin par *National hebdo*, l'organe de son parti, le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, évoquant la thèse de M. Roques, déclare : « Tous les gens raisonnables admettent, je crois, la mort en masse de juifs dans les camps nazis. Les historiens dits « révisionnistes », mettent, eux, en doute le moyen de cette extermination — les chambres à gaz — et son étendue. Les six millions. N'étant pas spécialiste, j'ai entendu comme tout le monde le chiffre de six millions, mais je ne sais pas exactement comment il est établi... Pour prendre le cas d'un autre génocide — le génocide ven-

08/01/86

Le ministre au Palais

Mme Monique Petit, présidente de la vingt-troisième chambre correctionnelle de Paris, n'a pas interrompu le sermon sévère qu'elle adressait à un jeune prévenu lorsque M. Alain Chalandon, ministre de la justice, garde des sceaux, est venu s'asseoir discrètement, dans l'après-midi du jeudi 19 juin, au dernier rang des bancs réservés aux avocats. Pourtant, l'absence de robe inquiète un garde du palais qui ne regagne sa place qu'après avoir été complètement renseigné sur la qualité du visiteur.

Pendant près d'une heure, le ministre a assisté à l'audience de cette chambre où l'on ne comparait que selon le processus de la procédure immédiate.

Les mots ont la vie dure. Prédicament baptisé « saisie directe », cette procédure reste, pour les habitués du palais, celle des « flagrants délits », terme qui désignait clairement les conditions de son application. Mais un projet de loi qui sera prochainement soumis au Parlement envisage de l'étendre à ceux sur lesquels « pèseraient des charges suffisantes ». Aussi le garde des sceaux était-il venu se rendre compte et sans doute

s'inquiéter des difficultés pratiques soulevées par le développement des comparutions immédiates. Mais hier, eux « flags », c'était, selon un magistrat, « un jour creux ».

A la dixième chambre correctionnelle, notamment spécialisée dans les affaires de coups et blessures volontaires et de terrorisme, le président Henri Malergue n'a eu que très peu de temps pour reconnaître le ministre de la justice, debout au fond de la salle. Il était déjà parti vers la huitième section du parquet afin de suivre l'itinéraire emprunté par les délinquants destinés à la vingt-troisième chambre.

Dans le bureau de M. Laurent Davenas, chef de la section criminelle du parquet, M. Chalandon s'est entretenu avec M. Michel Jaul, procureur de la République de Paris. A sa sortie, le ministre s'est déclaré satisfait de ses entretiens et instructifs pour mener de nouvelles actions, puis il a quitté le palais de justice sous l'œil d'un homme et de deux femmes attendant d'être défilés au parquet, enchaînés à des gendarmes.

MARC PORTEY.

UNE DÉCISION DE LA COUR DE CASSATION

L'un des participants au crime raciste du Bordeaux-Vintimille sera rejugué

La Cour de cassation vient d'annuler l'arrêt de la cour d'assises du Tarn-et-Garonne, qui avait condamné Marc Béani à la réclusion criminelle à perpétuité pour sa participation à l'assassinat du jeune Algérien Habib Grimzi, jeté du rapide Bordeaux-Vintimille le 14 novembre 1983 après avoir été roué de coups.

La chambre criminelle présidée par M. Jean Leduc et devant laquelle seul Béani s'était pourvu en cassation, a sanctionné « une violation au principe de l'oralité des débats ». Au cours du procès, à Montauban, un avocat d'une des associations parties civiles avait donné lecture d'un passage d'une déposition faite à l'instruction par un témoin avant que celui-ci, régulièrement cité et qui avait répondu « présent », ait été appelé à la barre pour déposer. Les défenseurs de Béani s'étaient fait donner acte de cet incident.

Pour la Cour de cassation, « il est de principe que, devant la cour d'assises, le débat doit être oral, et il s'ensuit, notamment, qu'il ne peut être donné lecture d'un procès-verbal d'audition à l'instruction d'un témoin présent qu'après qu'il a été reçu sa déposition orale ». Ce témoin devait être effectivement

appelé à déposer le surlendemain de cette lecture.

L'arrêt de la chambre criminelle ajoute : « La lecture de ses déclarations écrites avant sa déposition orale a eu pour effet d'introduire prématurément dans le débat des éléments d'appréciation qui ne lui appartenaient pas encore ».

Marc Béani sera donc rejugué, seul, par la cour d'assises de la Haute-Garonne, ses deux complices, aspirants légionnaires comme lui à l'époque, Xavier Blondel, condamné à vingt ans de réclusion et Anselmo Alvaro-Vidal, à la réclusion à perpétuité, n'ayant pas formé de pourvoi.

J.-M. Th.

Deux fournisseurs de faux papiers asiatiques arrêtés à Paris. — Marcel Malard, un serveur âgé de vingt-trois ans et Kanc Phang Phang, un Laotien de vingt-neuf ans, ont été appréhendés à Paris par la police pour trafic de faux papiers. Les deux hommes ont reconnu avoir aidé quatre-vingts immigrants venus clandestinement de Thaïlande et du Vietnam en leur fournissant des permis de séjour à l'aide de faux certificats de naissance laotiens. Ces clandestins travaillaient à bas prix dans la confection asiatique à Paris.

UNE ASSOCIATION DE DÉFENSE DES MÈRES PORTEUSES INTERDITE A STRASBOURG

(De notre correspondant.)

Strasbourg. — Le tribunal administratif de Strasbourg a confirmé, le mardi 17 juin, l'interdiction de l'association Les Cigognes décidée le 1^{er} mars 1985 par M. Christian Dabanc, commissaire de la République du Bas-Rhin (le Monde du 2 mars 1985). Les Cigognes se proposaient de défendre la « location d'utérus » et les mères porteuses.

Selon le préfet, l'association ne pouvait être inscrite au registre des associations, le droit local d'Alsace-Moselle ignorait la loi de 1901 sur les associations. S'appuyant sur cette loi, l'arrêt retenait le caractère illicite d'une association qui incite « à l'abandon d'enfants » et détruit la législation sur l'adoption. En outre, il s'appuyait sur l'article 353 du code pénal qui condamne « quiconque aura, dans un esprit de lucre, provoqué les parents ou l'un d'eux à abandonner leur enfant né ou à naître ».

Par son objet, explique le tribunal, l'association, nécessairement, se constitue en intermédiaire entre la femme stérile et la mère de substitution qui s'engage à abandonner, dès sa naissance, l'enfant qu'elle porte en faveur de la femme stérile. En clair, elle provoque l'abandon d'enfant.

JACQUES FORTIER.

Chirurgie cardiaque

487 JOURS D'AGONIE

M. Murray Haydon est mort, le 19 juin, à l'hôpital Lousville (Etats-Unis) quatre cent quatre-vingt-sept jours après l'implantation d'un cœur artificiel. Il a vécu cette période dans un service de réanimation hautement spécialisé et n'a jamais pu se passer de dispositifs de respiration artificielle.

Seul un autre « bénéficiaire » d'un cœur artificiel Jervik 7 survit à ce jour. Il s'agit de M. William Shroeder, opéré le 25 novembre 1984, qui est toujours hospitalisé et a fait, depuis l'intervention, des congestions cérébrales répétées qui l'ont considérablement amoindri. Le coût financier de ces survies est énorme, comme le sont aussi les souffrances qu'elles impliquent. On peut se demander si ce type d'expérimentation humaine n'est pas prématuré dans l'état actuel des techniques et des connaissances.

Mariage à Mount-Vernon

Gary Welp, trente-cinq ans, qui a bénéficié d'une greffe cardiaque en janvier 1984, et Susan Steffy, trente-quatre ans, greffée elle aussi depuis janvier 1983, se marient à Mount-Vernon, Illinois, le samedi 21 juin. Ils s'étaient connus dans un centre sportif pour greffés du cœur, à Saint-Louis, et ils ont chacun des enfants de mariages précédents. Les parents des « donneurs » sur lesquels les cœurs avaient été prélevés après leur décès seront présents au mariage.

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

PETITE question idiote et savante : l'article 49.3 de la Constitution est-il applicable aux articles 35 et 36 de ladite Constitution ? Traduction. L'article 49.3 est à la procédure parlementaire ce que sont les voies de dérivation pour les localités aux rues tortueuses. Depuis qu'il est au pouvoir, le gouvernement dérive à tour de bras. Au point qu'on pourra bientôt s'agiter systématiquement cette procédure à tout projet de loi du gouvernement. Au dernier conseil des ministres, deux nouvelles autorisations que le gouvernement se consent à lui-même pour se prémunir des droits du Parlement.

Les articles 35 et 36 de la Constitution concernent respectivement la déclaration de guerre (elle est autorisée par le Parlement, c'est-à-dire les deux Assemblées) et l'état de siège, qui fit son apparition pour la première fois en 1791. Celui-ci est « décrété en conseil des ministres », mais « sa prorogation au-delà de douze jours ne peut être autorisée que par le Parlement ».

Imaginez-t-on que, grâce à ce fameux 49.3, la guerre puisse être déclarée, l'état de siège proclamé, sans que le Parlement en débattenne ? Il semble bien que oui puisque cette procédure, qui commande au Parlement de dire la loi sans la lire, est applicable pour le « vote d'un texte », sans autre précision ni restriction.

L'hypothèse est d'école, bien sûr, et la question relève du divertissement juridique. Si l'hypothèse est cependant formulée, c'est par la faute des ruses de Paris et de quelques tutes notables clés. Il y a rencontré une telle abondance d'uniformes, quel que soit leur emballage, à pied, à moto ou en autocar, qu'il faut se demander si l'état de siège, celui qui prévoit l'article 36 de la Constitution, n'a pas été prononcé sans qu'on y prenne garde. Sinon, il le faut, pour mettre la loi en accord avec les faits.

CETTE profusion de gens d'armes a déjà été signalée ici, entre autres. Mais comme elle ne fait que croître et multiplier, il faut bien le redire, comme ça, histoire de ne pas se faire une raison. Sans pour autant faire preuve de mauvais esprit et se demander pourquoi un tel déploiement n'empêche pas les meurtres de vieillards dans la capitale : ces neurthes qui, avant le 18 mars, donnaient lieu aux envolées courroucées des opposants de l'époque.

A les en croire alors, la faute en revenait à l'inertie du gouvernement, au premier rang duquel figurait le ministre de l'intérieur. Ces mises en cause étaient absurdes, et c'est parce qu'ils l'ont compris que les ardeurs de droite ont renoncé à les pratiquer contre les successeurs de M. Joxe.

Cela ne veut pas dire que la police soit inerte. A preuve, cet exemple survenu voilà une vingtaine de jours. Un soir qu'il ne pleuvait pas, une escouade d'agents de police arrête un véhicule transportant trois jeunes femmes. S'ensuit par l'absorption de Ca H2 O (1), ladite escouade antiterroriste de contrôler les éventuelles contrevenances, non sans mêler la loi, que représente l'uniforme, et la puissante séduction qui s'attache traditionnellement à ce vêtement. Bref, on fait du gringue sous couvert de police.

Tant et si bien que l'une des trois dames perd patience et déclare : « Maintenant, ça suffit, je suis substitut au tribunal de Paris, mes deux amies sont aussi magistrats, arrêtez votre cinéma. » La réplique ne tarde pas : « Substitut, j'en ai rien à foutre. » S'ensuit l'altercation qu'on devine, mais les interpellées peuvent respirer.

Le lendemain, ayant encore sur le cœur sa mésaventure de la veille, le substitut téléphone au commissaire du quartier pour en conter le détail. Fatale erreur ou riche expérience, le plai-

gnant s'est proprement fait envoyer au bain par le représentant d'une institution dont elle est, le cas échéant, chargée de contrôler le fonctionnement. La sécurité, cela ne se partage pas.

Q'U'IL soit permis de rajouter un grain de sel à cette lumineuse idée de M. Chalandon qui consiste à faire bâiller par l'Amérique les prisons françaises : cette « solution de fortune », comme disait mercredi à l'Assemblée nationale le ministre, qui s'y connaît sur le sujet de la construction.

Son idée est triplement critiquable. D'abord parce qu'elle fait du « tout-répressif » un a priori politique et que son désir de construire « 20 000 places dans les deux ou trois ans » n'a pas nécessairement l'effet officiellement recherché : faire en sorte que les conditions de détention soient « dignes », alors qu'elles ne le sont pas, le garde des Sceaux l'a dit.

Uniformes

TOUTES ses prédécesseurs ont pu au contraire constater que les places supplémentaires conduisent à un désengorgement des établissements surpeuplés. C'est vrai pour les incarcérations avant jugement au même titre que pour celles qui résultent de condamnations. C'est pourquoi Robert Badinter n'avait pas tort d'étendre avec mesure la parc pénitentiaire français.

La deuxième critique est d'ordre moral, selon deux aspects. D'abord, les entreprises françaises sont-elles à ce point empothées qu'elles ne puissent faire aussi bien que les américaines ? La chose américaine n'est, par définition, pas favorable à l'économie française. C'est un choix.

La deuxième aspect, c'est celui qui consiste à faire, légalement et directement, du profit grâce au crime et à l'escamoter une extension de ce profit que si le crime augmente. Cotera-t-on bientôt en Bourse les maisons centrales et les maisons d'arrêt du secteur privé, les premières étant mieux appréciées des petits porteurs parce que distribuant de meilleurs dividendes, grâce à la stabilité forcée des occupants ? Verra-t-on les candidats à l'emploi de surveillance hésiter entre le filière privée et le filière publique, jouant leurs mérites respectifs en fait de carrière ?

La troisième critique que l'on peut émettre à l'égard de ces prisons privées tient à l'histoire de France, c'est-à-dire à celle de l'Etat. Déposé l'Etat de sa fonction répressive, ce n'est pas répondre à on ne sait quelle foi dans l'initiative individuelle, c'est un retour, à terme, à la répression privée, à la vengeance privée, avant de mettre la justice à l'encan, comme disait quelqu'un.

Or il n'est pas besoin d'avoir fait de grandes études pour savoir que l'Etat a prospéré en France (et avec lui la loi, et avec elle la liberté, puis l'égalité) en s'emparant d'abord de la guerre privée, puis de la justice et de la monnaie privée.

Il y a fallu des siècles de luttes contre les féodalités et contre l'Eglise ; au point que le résultat de cette lutte est devenu un attribut de l'Etat. L'an amputé, ce n'est pas réduire son emprise, c'est en vouloir à son existence.

C'EST un hasard, mais c'est ainsi : la mort de Stanislas Mangin a été connue un 18 juin, soit exactement quarante-six ans après un Appel qui, tout accessoirement, le libère d'une carrière militaire dont il ne voulait pas.

Mais quand on est le fils d'un général fameux qui n'aura de prendre la République et que seule la mort, en 1925, sauva de l'aventure ; quand on est le descendant (par sa mère) de la dynastie des Cevençonnais qui donneront à la France un conventionnel communiste aux armées (faisant même accusé d'avoir déserté une demoiselle Labarrière lorsqu'il se trouvait en mission dans les Pyrénées) ; un général qui réprima dans le sang la révolte des Parisiens en juin 1848 avant d'être balayé par le futur Napoléon III dans la course au poste de président de la République ; un autre oncle qui fut plusieurs fois ministre de la marine et de la guerre — quand, jeune homme, on a tout cela sur les épaules, on obéit à son papa et on entre à Saint-Cyr.

Telle n'était pas du tout l'ambition du jeune Stanislas, qui voulait faire du droit, être un intellectuel en quelque sorte, ce que le papa, Charles, général qui s'illustra à Verdun et sur les champs de bataille des colonies, trouvait totalement loufoque, scrogneux.

Lui, le fils, était plus sensible à l'ancêtre Jacques, qui présidait, avant de mourir, le mouvement en 1845, la Société des droits de l'homme. Encore que Stanislas ne détestait pas le baroud, qui lui allait comme un pant, parce qu'il était courageux et parce qu'il était beau. On l'imagine, légionnaire, lisant Thucydide au bivouac.

Prisonnier de la « drôle de guerre », bientôt évadé, il ira servir auprès de de Gaulle, ce qui lui permettra, par parenthèse, de rencontrer son futur beau-père, le toujours alerte René Plevin. Durant ces premières « années de plomb », il espionna pour le compte de la Résistance, et résista pour le compte de la France. Il vainc, quitta l'armée au son des derniers canons, et, après un passage à la direction de la DST, rentre, enfin ! au Conseil d'Etat en 1951, nimbé de la dignité de compagnon de la Libération. Il a alors trente-quatre ans. Il n'a pas encore l'âge d'écrire ses Mémoires mais il en a le matériau. Il pouvait passer le reste de sa vie à raconter sa vie.

Du tout. Trois ans plus tard, le conflit algérien le replonge dans la guerre. Il y voit trop de choses. Il demande à être relevé de ses fonctions. C'est une tradition chez lui de dire « non », de démissionner, de s'évader, d'aller ailleurs, mais en sachant toujours pourquoi.

En 1977, à l'âge de soixante ans, conseiller d'Etat depuis 1987, il résume la plus belle fonction de la République. Il lèche tout : les dures du Palais-Royal, le splendide appartement de la rue de Bellechasse, les quatre enfants qui sont maintenant élevés, et il part faire l'avocat dans un coin charmant et minable du XI^e arrondissement, au milieu d'étrangers de toutes les nationalités qui doivent encore se demander ce que venait faire chez eux ce grand bourgeois. Ce qu'il venait faire ? Donner l'exemple.

(1) La solution la semaine prochaine.

Henri Roques

Un homme de loi

ÉDUCATION

A Paris

SUJETS CONTESTÉS EN MATHÉMATIQUES

Des enseignants de l'académie de Paris contestent les sujets de mathématiques proposés aux candidats du brevet des collèges et de la série D du baccalauréat. Selon des professeurs de mathématiques, une erreur dans la partie C du sujet du brevet empêcherait les élèves de poursuivre logiquement le devoir.

M. Mooney, qui s'était rendu, jeudi 19 juin à la sortie d'un lycée parisien pour rencontrer des candidats qui venaient de passer l'épreuve de mathématiques (séries C et D) du baccalauréat, a été vivement interpellé par des enseignants.

Selon eux, le sujet de maths des séries D était plus difficile que celui des séries C. « Il m'a fallu deux heures pour faire le devoir sans le rédiger, alors que l'on considère qu'un enseignant doit pouvoir rendre une copie rédigée en une heure trente », a expliqué l'un d'eux.

BAC

dès ce soir

MINITEL

corrige vos copies

maths et sciences physiques

36.15.91.77

Code MNEF ou LIBE

Toutes académies, sections A, B, C, D, E

avec : MNEF, Banque Populaire

Europe 1, Hachette Éducation

DROIT

SCIENCES ECO.

Documentation sur demande

- Stage session septembre
- Stage de pré-rentree
- Soutien annuel

IPEC Enseignement supérieur privé
46, bd Saint-Michel, Paris 6^e
Téléphone : 46.33.81.23 / 43.29.03.71



sports

LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

Tollé général

Même au pays du football roi, il est des tarifications. Couvrez ce ballon que je ne saurais voir ! Voilà en effet ce qu'un publicitaire de Sao-Paulo s'est exclamé à grand coup d'encarts publicitaires dans les pages relatives, par le menu et sur le mode dithyrambique, les faits et gestes de l'équipe brésilienne depuis le début de la Coupe du monde.

« Le Brésil encaisse un but chaque fois qu'il s'arrête pour regarder le Mondial », a affirmé

très sérieusement Enio Mainardi dans un texte illustré par une photographie représentant deux pieds chaussés l'un pour la ville, l'autre pour le stade. Ce publicitaire entend par là dénoncer l'absurdité du comportement de ses compatriotes au moment où le pays doit faire face à d'énormes difficultés économiques et sociales. « Pourrait-on imaginer les États-Unis paralysés par un match de base-ball ? », a-t-il écrit pour dénoncer le fait

que le Brésil soit, comme par une grève générale ou un défilé national, quand l'équipe de Têê Santana dispute une rencontre.

Provocation d'un « fils de pub » ? En tout cas, à la veille du quart de finale Brésil-France, présenté comme une finale avant la finale, le tollé a été général. « Vouloir faire travailler les salariés un jour où l'équipe nationale joue serait un acte antidémocratique et socialement dangereux, car il s'agit d'un droit collectif », ont

répliqué en substance des chefs d'entreprise scandalisés par la prise de position du publicitaire.

Bien sûr, la France n'en est pas encore là à propos du football. Mais si jamais les Bênes se qualifient pour les demi-finales et si jamais les syndicats de la télévision maintiennent leur ordre de grève ce jour-là, les 25 millions de Français qui ont suivi France-Italie sur leur petit écran risquent aussi de faire un beau tollé.

STRATÉGIES AVANT LES QUARTS DE FINALE

La meilleure attaque, c'est la défense

De notre envoyé spécial

Mexico. — Brésil-France : c'était l'affiche dont tout le monde avait rêvé lors du Mondial 1982. Surtout pour une finale qui aurait alors opposé les deux meilleures attaques de la compétition. Mais ce rendez-vous, différé de quatre ans, risque d'être celui de la nostalgie entre deux équipes qui ont retenu les leçons du Mondial 1982.

Observateur privilégié de ce Mondial 1982, Pelé a noté l'évolution précoce de la sélection brésilienne qui occupait déjà cette fonction en 1982. « De toutes les équipes de ce Mondial 1986, le Brésil présente, désormais la meilleure défense. La seule qui n'ait pas encore encaissé de but en quatre matchs (1), suivie de très près par l'équipe de France qui n'a concédé qu'un but aux Soviétiques. En revanche, Danos et Soviétiques qui avaient été les plus efficaces lors du premier tour, avec neuf buts en trois rencontres, n'ont pu franchir le cap des huitièmes de finale.

Recul de l'offensive

Adoptés pour renforcer le caractère spectaculaire des rencontres, ces huitièmes de finale avec élimination directe du perdant ont bien rempli, dans l'ensemble, leur mission en obligeant certaines équipes à attaquer plus résolument, voire à se découvrir en défense pour tenter de remonter un handicap.

Le symbole de cet état d'esprit fut cette course poursuite à rebondissement à laquelle Belges et Soviétiques se sont livrés jusqu'au bout des prolongations à Lœn.

Ces matchs couperets ne doivent pourtant pas masquer le nouveau recul offensif constaté lors du premier tour. Avec 84 buts marqués pour les 37 premiers matchs (101 en Espagne en 1982), la moyenne des buts par rencontre (2,33) est la plus faible enregistrée depuis la création de la Coupe du monde en 1930. Un résultat logique lorsqu'on voit que toutes les équipes encore qualifiées d'opèrent plus qu'avec deux avant de pointe, voire un seul, ébargés de balayer tout le front de l'attaque.

Parmi ces derniers, on constate même la quasi-disparition des élastiques ailiers de débordement. Têê Santana a laissé au pays Marinho, Renato et Eder. Henri Michel, qui dispose de Bruno Bellone ou l'a toujours pas fait entrer en jeu. Leur football sont désormais tenus par les milieux de terrain excentrés, ou par les arrières latéraux les plus offensifs.

Si Têê Santana et Henri Michel font autant d'envieux chez les autres entraîneurs du Mondial 1986, c'est parce que la victoire en

football passe de plus en plus par la maîtrise du milieu de terrain. C'est à cet endroit que Brésiliens et Français disposent de leurs meilleurs atouts. Le renforcement de ce secteur de jeu n'est certes pas récent, mais une nouvelle évolution peut être constatée à l'occasion de cette compétition où plusieurs équipes alignent désormais cinq éléments en milieu de terrain soit la moitié de leurs joueurs de champ.

Ce renforcement s'est, bien sûr, effectué le plus souvent au détriment des attaquants. Do 4-2-4 (quatre défenseurs, deux milieux de terrain et quatre attaquants) lancé par la grande équipe de Hon-

éléments à vocation plus défensive (Tigana et Fernandez). Le couronnement de l'Euro 84 avec cette formule ne pouvait que conduire Henri Michel à poursuivre dans la même voie. Admiratif devant le travail et l'efficacité de ce milieu face à l'Italie, le Polonais Boniek disait après le match : « La force de la France, c'est surtout Fernandez et Tigana, qui ratissent un nombre incroyable de ballons et sont quelques instants plus tard capables de prêter main forte à leurs attaquants, voire de tirer eux-mêmes au but. »

Quelle que soit l'importance des systèmes de jeu, Michel Hidalgo estime, en effet, qu'ils passent au second plan, derrière les joueurs chargés de les appliquer. « On parle beaucoup trop de tactique. Il est important d'avoir une assise mais il faut surtout parler des hommes, peut-être serons-nous copiés, mais il faudra sans doute attendre des années avant de trouver un ensemble de joueurs possédant les mêmes qualités que le milieu de terrain français actuel. »

Il faudra aussi attendre encore un peu pour savoir si Sepp Piontek, Michel Hidalgo ou Bora Milutinovic rejoindront au panthéon du football ceux qui ont innové et laissé leur nom dans l'évolution des tactiques : Herbert Chapman, le manager d'Arsenal de Londres, faux inventeur du légendaire WM des années 30 à 60, mis au point quelques années plus tôt par l'écossais Johnny Hunter dans le modeste club de Motherwell ; l'Autrichien Karl Rappan, qui a créé en 1935 le « verrou suisse » en plaçant un arrière volant derrière ses défenseurs (un système perfectionné dans les années 60 par Heleno Herrera, grand prêtre du cadencaccio avec l'équipe de Hon-

grie dans les années 50 et imposé au sommet par le Brésil pendant la Coupe du monde 1958, la mode est passée après l'intermède très défensif du cadencaccio italien, au 4-3-3 ébauché par les Brésiliens en 1962 et consacré par les Anglais dans la Coupe du monde 1966, puis au 4-4-2 généralisé lors du Mondial 1982.

Au cours du championnat d'Europe 1984, Sepp Piontek l'entraîneur du Dacemarc avait fait œuvre de pionnier en plaçant un défenseur et le remplaçant par un cinquième milieu de terrain. C'était le 3-5-2. Après l'indisponibilité d'Yves Le Roux et faute de disposer d'un autre spécialiste au poste de stopper dans son effectif, Michel Hidalgo avait opté pour ce schéma tactique — un peu sur la pression des joueurs — lors de ce même Euro 84, contre la Belgique puis la Yougoslavie, avant de revenir à un 4-4-2 qu'il jugeait « plus classique mais mieux équilibré ».

Milieu de terrain

À la fin de l'année 1986, d'autres entraîneurs ont aussi choisi d'allier un cinquième milieu de terrain, mais en sacrifiant un avant de pointe. C'est le 4-5-1 appliqué par le Mexique de Bora Milutinovic qui utilise Hugo Sanchez comme seul attaquant ou encore de l'Espagne de Miguel Muñoz avec son buteur Emilio Butragueño. L'avenir dira s'il s'agit de tactique de circonstance pour jouer plus groupé et limiter les effets de l'altitude et de la chaleur ou si ce sera une nouvelle étape vers le renforcement des milieux de terrain.

Cette recherche de la maîtrise dans ce secteur de jeu correspond à la volonté des entraîneurs de voir leur équipe prendre, puis conserver le ballon. Cette possession étant encore le meilleur moyen de se défendre, puis d'attaquer. Au-delà des schémas, ce renforcement peut, en effet déboucher sur une tactique plutôt défensive ou plutôt offensive, selon l'état d'esprit et les capacités des joueurs, les consignes de l'entraîneur ou les circonstances d'un match.

La révélation, après le Mondial 1982, de Luis Fernandez, avait incité Michel Hidalgo à revenir à un milieu plus classique avec deux joueurs plus spécifiquement offensifs (Platini et Giresse) et deux



Maxime Bossis (n° 6) et Patrick Battistoni (n° 4) : la bonne distribution des rôles dans la défense française.

Marché noir, grâce à quelques louables passeurs d'informations assez sûrs d'eux pour ne point risquer le ticket.

Alain Giresse est de ceux-là. Alain Giresse a parlé pendant plus d'une heure, avec passion et intelligence du futur Mondial, de ce Brésil qu'il a rêvé mais qu'il n'a jamais rencontré. Et il a résumé d'une phrase très jolie, tout le match à venir. « La seule chose que je craigne vraiment avec les

ans encore. Puis il quittera le maillot, comme on change de peau. Vers une autre vie, d'autres horizons. Fini le football, ses pompes, ses cravates et son saint sacrement.

Le cas Bossis est intéressant. Une enfance rurale et vendéenne. Du petit Maxime, alors pré-nommé parce que son père s'appelait Maximin, de cet enfant de famille nombreuse — sept frères et sœurs — seul surdoué du ballon, de cet écologiste avant la lettre,

effort prolongé. Cette diminution est compensée par l'apparition de la sensation de fatigue, qui peut être masquée, non sans danger par l'utilisation d'anabolisants.

La testostérone étant en quelque sorte à la fois l'hormone du désir sexuel, mais aussi un médiateur de l'agressivité et de la combativité, on conçoit donc qu'il puisse exister une sorte de compétition entre l'instinct sexuel et l'instinct d'agressivité mis en jeu lors d'une manifestation sportive. Ce qui, à l'évidence, impose à l'athlète d'établir une hiérarchie des urgences.

Il n'en reste pas moins vrai, pour en revenir au Mondial, que médicalement parlant, l'idée d'autoriser les femmes des joueurs à « cohabiter » pendant quelques jours avec leurs maris, est plutôt une bonne chose. Pourtant, les mythes ont la vie dure. Récemment l'entraîneur hongrois se disait persuadé que « le sexe affaiblit les jambes ». L'entraîneur canadien estimait pour sa part — et des précédents pourraient lui donner raison — que la présence des épouses risquerait « de créer des histoires ».

Même chose pour les entraîneurs soviétiques et portugais. Autant d'équipes qui ne se sont pas qualifiées pour les quarts de finale. Comme un fait exprès, outre les Français, les Belges et les Allemands ont eu aussi le loisir de voir leurs épouses. Et ils se sont qualifiés.

FRANCK NOUÏLI.

(1) Plusieurs informations contenues dans cet article proviennent d'une étude du docteur Tordjman publiée dans les Cahiers de sexologie clinique (volume XI, n° 64, 1985), sous le titre « Sport et Sexualité ».

La chasse au piranha

(Suite de la première page.)

Il a dit des choses bigrement intéressantes, quoique pas vraiment inédites. Que le Brésil était une équipe forte. Que la France était forte aussi. Donc, conclusion, le match sera indécis. Une sorte de finale avant la lettre.

Il a confié aussi que l'entraînement aurait lieu à 11 heures, à moins que ce soit à 13 heures, et que la composition de son équipe serait connue le moment venu. Henri Michel est la providence de la presse. Les joueurs, ce jeudi, avaient consigné de ne point parler.

C'est ainsi, le journalisme avec tickets de rationnement ; un jour sans, et un jour avec. Et avec son

Brésiliens, c'est de m'arrêter au milieu du match pour les regarder jouer.

Professionnalisme avancé

Et puis, il y a Maxime Bossis. Il avait dit 18 h, ce fut 18 h pile, au clocher de Chapala. Ni une minute avant, ni une minute après. Politesse certes. Professionnalisme assuré. Maxime Bossis est un cas intéressant de professionnalisme avancé, et en même temps détaché. Le football est son métier.

Il n'est pas sûr que ce soit une passion. Il est certain que ce n'est pas son obsession. Maxime Bossis est footballeur. Il le sera à la perfection, tant qu'il le voudra. Trois

évoquant « en un milieu plutôt pollué », on pourrait risquer un portrait rural de l'union footballistique, type Bossis, de la lampe à pétrole aux spots de la renommée. Et se tromper totalement.

L'homme est réservé, taciturne, sans excessives illusions sur les êtres et les modes. Il a l'art de banaliser le superlatif, d'effacer les souvenirs. « Vous savez, je n'ai pas trop de mémoire en ce qui concerne les choses du football. » De l'exploit, il fait de l'andouille, de l'évidence sa fascination secrète.

Il y a un an, Maxime Bossis subit une campagne de presse. Il l'a très mal vécue. En partant à trente ans jouer en deuxième division au Racing-Club de Paris, chez M. Lagardère, pour un gros salaire, le meilleur arrière de France prenait un risque. Il le savait, mais il ne pensait pas qu'on pouvait lui faire reproche de cette apparence et fausse retraite dorée : « Du jour au lendemain, et sans même que j'ai encore joué, on m'a dénié toutes mes qualités, toute valeur. On m'a exclu a priori, de l'équipe de France. Comme ça, sans appel. Sans le moindre fondement. Tout ça ne fait que confirmer ce que je pensais du monde qui gravite autour du football. J'étais sans beaucoup d'illusions. Pourtant, je m'en suis sorti difficilement. Plus enduré peut-être, plus motivé encore. »

L'homme des espaces

Maxime Bossis « n'est pas aigri ». Il affirme n'en plus douter : « Dans la vie, il y a toujours une justice. » Même s'il ne dut qu'à lui-même que cette justice lui fut rendue.

Il ne vit « ni de rancœur, ni de rancune ». Même s'il affirme : « Je sais que je n'oublierai pas. » Il est un homme fier et secret, qui a accepté au Mexique, de jouer non à son poste habituel, libero, mais à celui de stoppeur. Contre son goût, « de la liberté et des espaces », contre sa nature.

Il le fait « pour la collectivité », et en quatre matches il est devenu, aux dires de ses adversaires brésiliens, le premier stoppeur du monde.

Si on le lui répète, il balaise cela d'un geste de la main, comme pour dénoncer la vanité d'une flatterie. Si on lui fait savoir ce que tout le monde affirme, qu'il a tué ses derniers adversaires, il finit par admettre « que ça provoque, malgré tout, une certaine jouissance ».

Maxime Bossis est un tueur propre et plutôt génial. Depuis son arrivée en équipe de France en 1976, le même jour que Michel Platini, il n'a jamais reçu un carton jaune pour brutalité ou incorrection. Il expédie l'adversaire en finesse, pièce centrale d'une défense française très efficace depuis quelques matches. Il est en somme devenu un hyper-professionnel à l'américaine. Et c'est peut-être, c'est sûrement, parce qu'elle dispose de joueurs comme lui que la France aura sa chance samedi contre le Brésil.

Et tout cas, Maxime Bossis n'en doute pas. Et ce ne sont pas des paroles rituelles pour journaliste.

PIERRE GEORGES.

LIBERO

Il joue libero. Il joue stoppeur. Dans les deux fonctions, Maxime Bossis fait merveille. Pourtant les tâches du joueur sont différentes. Le stoppeur est un arrière central, chargé de surveiller l'avant de pointe adverse ; son rôle est aussi de conquérir le ballon ou de le dégager vers les ailes. Joueur de l'arrière du terrain également, le libero est celui qui, dégagé du marquage individuel, se rend disponible (libre) afin de pouvoir manœuvrer en attaque comme en défense.

SUSPENSIONS

La commission de discipline de la Fédération internationale de football (FIFA) a suspendu, le 19 juin, pour les quarts de finale trois joueurs qui avaient reçu deux cartons jaunes depuis le début de la compétition. Il s'agit de : Oscar Garra (Arg.) ; William Ayache (Fr.) et Andoni Goicoetxea (Esp.).

LES AVERTISSEMENTS

Après les huitièmes de finale, les avertissements adressés aux joueurs se décomposent ainsi : 109 cartons jaunes et 6 cartons rouges pour 44 matches. Ils ont été attribués de la façon suivante :

● CARTONS JAUNES. — Uruguay (11) ; Irak (9) ; Angleterre et Italie (8) ; Argentine et Corée du Sud (6) ; Ecosse, France, Irlande du Nord, Maroc, Mexique et Paraguay (5) ; Bulgarie, Danemark, Espagne et Pologne (4) ; Belgique et Brésil (3) ; Algérie, Canada, Portugal et RFA (2) ; URSS (1) ; Hongrie (0).

● CARTONS ROUGES. — Uruguay (2) ; Angleterre, Canada, Danemark et Irak (1).

مركزاً من لاصل

Le Monde

sans visa



LIBERTÉ, LIBERTY... CHÉRIE

par
Bernard Guetta

LE plus académique des peintres n'aurait pu composer meilleure allégorie des relations franco-américaines. Président côte à côte les fêtes du centenaire de la statue de la Liberté. M. Reagan et M. Mitterrand vont mettre en scène les vraies dissensions et les fausses concordances entre l'Amérique et la France, leur connivence tenace et leur profonde incompréhension. La somme des idées reçues et largement justes, néanmoins, sur ce couple bicentenaire dont l'amour n'aurait d'égal que la haine.

Au centre, la statue. Pourtant, historiquement, la liberté signifie pour les nans romantisme et contestation de l'ordre établi, alors que pour les autres elle est l'ordre, foudroyant voulu et vénéré d'un système social dont la légitimité n'est que marginalement mise en doute.

Le président français est un « littéraire » nourri d'histoire et d'humanité, tandis que celui des Etats-Unis est un acteur au talent si bien rodé que même ceux qui n'aiment pas son texte apprécient son jeu. Le premier excelle dans la période, et si le second s'y noie et son auditoire avec lui, il n'a pas son pareil, en revanche, pour la réplique qui force le rire et l'enchaînement.

La durée et l'instant, la continuité et le changement, la cérémonie lenteur de l'expérience et la rapide efficacité du sang-ne : plus différents donc que ces deux hommes, il n'y a pas.

Comme tout au long de deux siècles leurs peuples, M. Reagan et M. Mitterrand auront pourtant été solidaires sur l'essentiel - la bataille des euromissiles - depuis qu'ils sont arrivés au pouvoir en même temps.

A se souvenir de la victoire commune que l'artisan du renouveau socialiste et celui de la révolution conservatrice ont remportée là contre l'URSS et les glissements neutralistes de l'Europe du Nord, à les imaginer chanter à l'unisson la liberté dans les émotions, l'exubérance et les dollars des 3 et 4 juillet, le sentiment de permanence l'emporte. Sans rien qui appartienne en commun à ces deux pays seulement, le tête-à-tête dure. Privilegié, mystérieux, autrement dit passionnel.

Et comme la célébration d'un centenaire n'aurait pas suffi à en donner la preuve, le hasard vient de la fournir avec le raid américain sur la Libye. Sur la carte qu'an soir de ces bombardements le secrétaire à la défense, M. Weinberger, montrait aux téléspectateurs, on voyait très clairement que les F-111 partis de Grande-Bretagne n'avaient pas dû contourner que la France mais aussi l'Espagne.

Si les Français avaient été pour les Américains de quelconques Européens, ils n'auraient pas été, seuls, cloués au pilori par la presse. Un journaliste français aurait pu, trois semaines plus tard, demander son chemin à une vieille dame de Houston sans s'entendre dire : « Je ne vous blâme pas personnellement, mais... » Le standard de l'ambassade d'Espagne aurait, lui aussi,

Offerte par les Français aux Américains, la statue de la Liberté a cent ans cette année.

Le 3 juillet prochain, le président des Etats-Unis et celui de la République française ouvriront ensemble, dans le port de New-York, des festivités qu'on a préparées, outre-Atlantique, avec ferveur et magnificence.

exploré, et telle institutrice de Washington ne se serait pas sentie obligée d'expliquer devant une classe franco-américaine que l'Amérique et la France n'étaient désormais plus alliées.

A ce niveau d'excès, cela s'appelle du dépit, et qui dit dépit ne dit pas indifférence. Mais alors pourquoi tant de flatteur et redoutable intérêt ? M^{me} Jeane Kirkpatrick, ancienne ambassadrice de M. Reagan à l'ONU et notoirement francophile, cite avant toute chose La Fayette. Chaque écolier aux Etats-Unis apprend son nom en même temps qu'on lui parle du soutien de la France à la révolution américaine. Plus tard, ajoutée-elle, ceux qui continuent leurs études découvrent que la France avait des intérêts qui n'étaient pas ceux de l'Angleterre. Mais cela ne change rien aux sentiments.

Presque à l'autre bout de l'échiquier politique, le sénateur Gary Hart, qui devrait à nouveau tenter, en 1988, d'obtenir l'investiture démocratique pour l'élection présidentielle, parle lui aussi d'une « fascination historique » et de liens « plus anciens et plus profonds qu'envers aucun autre pays ».

Histoire encore : celles des deux pays, dit Stanley Hoffmann, directeur du Centre d'études européennes de Harvard, « s'entre-lacent » depuis leurs combats communs de la première guerre mondiale.

Histoire toujours, Tom Bishop, professeur à l'université de New-York et grand observateur de la « chimie » franco-américaine, note que la France, en 1917, a permis le « dénoisement » d'une génération de ses compatriotes avant de devenir, dans les années 20, le terrain d'une florissante culture américaine.

Et, bien sûr, même si Roosevelt a beaucoup plus contrecarré que soutenu de Gaulle et s'il a tardé (presque autant que les Français...) à désespérer de Vichy, il y a la victoire commune contre le nazisme et le débarquement en Normandie, qui font aujourd'hui partie de la mythologie des Etats-Unis. Quarante ans après, beaucoup d'Américains ont gardé de cette époque quelques mots de français et l'on ne se sent pas bête de leur dire simplement : « Merci ».

De la fin du dix-huitième siècle à la fin du vingtième s'est ainsi

créé ce que Robert Darnton, le pénétrant historien de Princeton, appelle d'un élan d'œil une « cohabitation mythologique » avec la France, qui s'est constamment renforcée du formidable prestige dont la culture française continue de bénéficier aux Etats-Unis. Faites par exemple observer à Tom Bishop que cette culture n'est pas de nos jours à proprement parler époustouflante, et il en sera presque choqué. « Ce n'est peut-être pas un grand moment du roman et de la dramaturgie », répond-il, mais c'est comme les pluies récentes : elles ne modi-

fient pas fondamentalement le niveau des grands réservoirs. » Paris, autrement dit, reste toujours perçue comme une capitale de l'esprit, le français comme une « langue de prestige », et si les noms de Daby et de Le Roy-Ladurie sont presque aussi connus aux Etats-Unis qu'en France, ceux de Foucault, de Derrida, de Deleuze ou de Guattari suscitent aujourd'hui sans doute plus de révérence dans les universités d'Amérique que sur les rives de la Seine.

(Lire la suite page 14.)

**EN TUNISIE
BONNES VACANCES
ÇA SE DIT :
RÉPUBLIQUE TOURS**

1 semaine au départ de Paris ou Lyon par vols spéciaux en demi-pension, sports (30 courts de tennis, équitation) inclus au CAP CARTHAGE :

2500F

REPUBLIQUE TOURS

1, avenue de la République
75011 Paris
Tél. : 43.55.39.30

22, rue Guille
69002 Lyon
Tél. : 78.37.72.38

L'enquête

LES NOUVEAUX DU NOUVEAU MONDE

Aux Etats-Unis, l'histoire de l'immigration se confond avec l'histoire tout court. Ellis Island, porte du Nouveau Monde.

Par Manuel Lucbert

AMERICA! America! C'est l'histoire de millions d'émigrants à l'approche de la terre promise. America! Rêve d'aventuriers avides de fortune, et de respectabilité, refuge de proscrits et de déshérités venus d'Europe hier, d'Asie ou du sud du continent aujourd'hui. America! Mirage de toutes les libertés, deuxième chance offerte aux intrépides, foyer d'accueil des laissés-pour-compte de la modernité et de l'industrialisation du Vieux Continent.

Peu de pays symbolisent autant que les Etats-Unis d'Amérique (avec Israël, sans doute, mais de façon nécessairement restrictive) la volonté d'une communauté d'hommes, à l'origine disparates, de forger, à partir de rien, un destin collectif. Lyman Abbott, pasteur et théoricien d'un christianisme social, a résumé cette expérience fascinante d'une formule souvent citée : « Avant sa découverte par Christophe Colomb, l'Amérique était une grande contrée ; les Américains en ont fait une grande nation. »

Il ne viendrait pas à l'idée d'écrire une histoire de France sous l'angle de l'immigration. Pour les Etats-Unis, l'entreprise est tout à fait concevable, l'histoire de la colonisation, puis celle de l'immigration étant étroitement liées à l'histoire tout court. Le mot « immigrer », qui apparaît pour la première fois dans l'ouvrage de J. Edgar Morse *American Geography*, n'est-il pas un apport américain à la langue anglaise ?

Pour traverser l'Océan avec pour seule destination l'inconnu, il

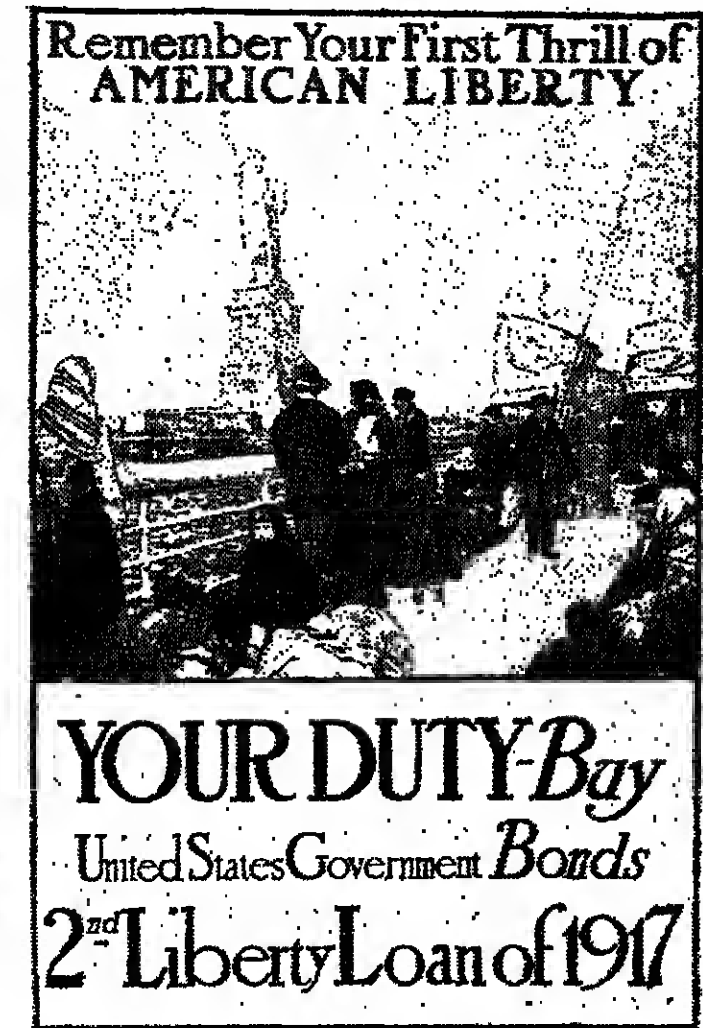
fallait de fortes motivations ou de puissantes contraintes. Du dix-septième siècle jusqu'au vingtième siècle, la foi religieuse, sous des formes diverses, fut l'aiguillon qui poussa les candidats au voyage vers le salut. Fondateur de la colonie puritaine et premier gouverneur du Massachusetts, John Winthrop rappelle à ses ouailles, un dimanche de 1630, à bord de l'*Arbella*, les raisons de leur exil : « Le but est d'améliorer nos vies en servant mieux encore le Seigneur. »

A côté de la recherche du succès matériel, l'élément religieux fut primordial dans la formation du peuplement et du consensus social américains. Tocqueville l'a dit : « C'est la religion qui a donné naissance aux sociétés anglo-américaines » — et avant lui, avec la ferveur qui était la sienne, Thomas Paine, l'auteur de *Common Sense* : « Le Nouveau Monde a été l'asile des amants persécutés de la liberté civile et religieuse de toutes les régions d'Europe. »

L'idée américaine, l'américanisme, au sens original du terme, cette force capable de lancer à travers des étendues encore sauvages des groupes d'hommes à la poursuite d'une chimérique frontière, n'est-ce pas aussi, en fin de compte, une autre forme de religion ? Pour bâtir et défricher, colons anglais, paysans italiens et scandinaves, ouvriers irlandais, prolétaires juifs est-européens, ne devaient-ils pas être animés d'une ardeur quasiment religieuse, d'une volonté presque mystique de changement et de transformation ?

Fusion ou exclusion

Cet idéal commun a beaucoup contribué à donner naissance au mythe fusionnel du creuset, du « melting-pot », marmite bouillonnante d'où serait sortie, après brassage, « une nouvelle race d'hommes », pour reprendre l'expression de John Crevecoeur. Mythe porteur d'une ambition culturelle et nationale, mais qui s'est heurté à la réalité d'une Amérique vouée à l'espace, sans



« Souvenez-vous de votre premier frisson de liberté américaine. Votre devoir : acheter des obligations de l'Etat américain. » Affiche du deuxième emprunt de guerre (1917). In le Livre du centenaire, de Christian Blanchet et Bertrand Dard. Edition Comot, 1984.

tradition centralisatrice et où le principe dominant n'est pas celui de la fusion mais de l'exclusion. La prolifération et la survivance des sectes en sont à la fois l'illustration et la caricature.

Les Etats-Unis sont-ils, comme nombre d'hommes politiques se sont plu à le dire, une nation d'immigrants ? Irlandais, Italiens, Scandinaves, Européens de l'Est n'ont pas débarqué sur les rives du Nouveau Monde avec une mission exploratrice. Pionniers et colons anglais avaient déjà tissé un cadre dans lequel il leur fallait s'insérer. L'immigration était per-

due par les descendants des Pères fondateurs comme une bonne chose, à la condition que les immigrants se convertissent aux lois de l'Amérique. Un processus qui fut parfois douloureux, et qui, pour certains groupes humains, n'a jamais été complet, loin s'en faut.

Il fallait déjà, avant d'arriver à bon port, vaincre les affres de la traversée. Nombre de témoignages laissés par les nouveaux arrivants donnent la mesure des périls qui guettaient ceux qui se lançaient dans ce qui fut, jusqu'au dix-neuvième siècle, une expédi-

tion à hauts risques. En 1847, un passager sur six mourait de maladie pendant le voyage ou immédiatement après. Dans son remarquable petit livre sur « Trois siècles d'immigration aux Etats-Unis (1620-1920) » (Gollimard), Jeanine Brun rappelle que, « à l'origine, les émigrants constituaient seulement un fret de retour pour les bateaux anglais qui allaient chercher du bois au Canada et du coton aux Etats-Unis ». Les pires bâtiments étaient ceux qui portaient d'Irlande et qui étaient enregistrés à la Lloyd's comme « impropres au transport de chargements secs, mais parfaitement optes au transport, sur n'importe quelle distance, de chargements que leur nature ne rend pas sensibles aux dommages de l'eau de mer ». Les premiers navires de ligne ne firent leur apparition qu'à partir de 1818. Mais il s'en faut de beaucoup que même après cette date le franchissement de l'Océan fut une partie de plaisir.

L'erreur serait de croire que les tourments prenaient fin avec le voyage. L'inspection médicale organisée à partir de 1892 sur l'île d'Ellis Island pour tous ceux désirant entrer aux Etats-Unis par New-York était particulièrement redoutée. Une épreuve que le poète juif Avrom Reizen a décrite d'un trait acéré : « Un inconnu qui nous accueille / Dur, nous demande : « Et la santé ? » / Il nous examine. Son œil / Comme des chiens nous a scrutés. / Il étudie en profondeur / Les yeux et la bouche. A coup sûr / S'il avait pu sonder nos cœurs / Il y aurait vu — la blessure. »

Xénophobie et nativisme

Si, malgré tout, la politique officiellement suivie fut le plus souvent celle de la porte ouverte, à différentes reprises, des tendances protectionnistes ou xénophobes se manifestèrent, donnant jour à des législations restrictives. Ce fut en 1798 les Alien and Sedition Acts, inspirés par la crainte de la contagion jacobine française, et qui freinèrent les naturalisations tout en réglemen-

tant plus strictement l'activité politique des nouveaux venus.

L'accélération du rythme d'arrivées à partir de 1865 (200 000 à 500 000 candidats à l'intégration de 1865 à 1900, 500 000 à 1 200 000 de 1900 à 1914) allait déboucher sur des dispositions beaucoup plus sévères fondées sur le principe des quotas. En 1924, une nouvelle loi limita le nombre autorisé pour chaque groupe ethnique. La crainte du catholicisme, représenté en masse à partir du milieu du dix-neuvième siècle par les Irlandais, joua un rôle important dans le succès, dans la société protestante de l'époque, du mouvement nativiste, un nationalisme teinté de xénophobie. Il s'y mêlait aussi la frayeur de voir s'introduire les idées anarchistes et socialistes venues d'une Europe toujours regardée avec une certaine méfiance.

L'Immigration Act, signé symboliquement, en 1965, au pied de la statue de la Liberté par le président Johnson, devait assouplir ce système, supprimant notamment le concept d'« origine nationale », remplacé par celui de « pays natal » pour les candidats à l'installation sur le territoire américain. En 1978, les quotas par pays étaient finalement remplacés par un chiffre global de 290 000 entrées par an autorisées pour l'ensemble du monde.

Malgré sa virulence, le nativisme n'avait pu empêcher 17 millions de personnes d'accéder au continent nord-américain par le guichet d'Ellis Island. On compte aujourd'hui aux Etats-Unis 70 millions de citoyens, dont l'un des ancêtres est passé par « l'île des larmes », comme l'ont appelée les immigrants. La fermeture relative des portes du « paradis » américain, après la première guerre mondiale, n'a rien pu finalement contre le fait que les catholiques forment aujourd'hui, aux Etats-Unis, le principal groupe religieux organisé (près de 50 millions de croyants) et que New-York est la plus grande ville juive du monde.

DEUX PRÉSIDENTS POUR RANIMER

La « dame » était un peu fatiguée. Cent ans... On vient de lui refaire une santé et on lui prépare pour le 3 juillet la fête du siècle.

Par M. Ambroise-Rendu

LE week-end américain le plus long de l'année, celui de la Liberté, commencera comme une superproduction hollywoodienne. Jeudi 3 juillet à 20 h 30, alors que la pénombre masquera la baie d'Hudson, Ronald Reagan apparaîtra sur le pont du porte-avions *John F. Kennedy*. A côté de lui, François Mitterrand. Le président américain déclenchera alors un très étonnant spectacle.

Partant du porte-avions un éclair lumineux court dans l'eau et va frapper la statue de la Liberté, qui, par degrés, s'illumine. Un orchestre symphonique et trois cents choristes attaquent

America the Beautiful. Au même instant, sur Ellis Island, l'île des immigrants, et en vingt autres points des Etats-Unis, vingt-cinq mille nouveaux arrivants reçoivent leur brevet de citoyen américain. Là-bas la torche brandie par Miss Liberty flamboie à son tour sous les projecteurs. Mugissement des sirènes de bateau.

Puis, jusqu'au dimanche soir, New-York va vivre dans la fête et les festivités. C'est à bord du *Lower*, le plus gros cuirassé naviguant encore, que Reagan, salué par sept cents coups de canon, passe en revue l'escadron international. Vient ensuite la parade des derniers grands voiliers accourus des cinq continents, dont le trois-mâts français *Belem*. Vendredi soir, un feu d'artifice musical de 40 000 pièces éclaire la nuit de Manhattan. Dans Central Park, le New York Philharmonic s'offre aux foules, tandis que sur un écran apparaît l'Orestes de Paris, qui lui donne la réplique de l'autre côté de l'Atlantique. Dans toute la ville, des danseurs, des chanteurs, des groupes, des orchestres se produisent. Enfin, dimanche soir en clôture, près de vingt mille chanteurs, musiciens et comédiens donnent un spectacle de trois heures au Giants Stadium.

Ce centième anniversaire de la statue de la Liberté, l'Amérique s'y prépare depuis six ans. Tout a commencé par une restauration du monument lui-même. Des ingénieurs français du Centre technique de l'industrie mécanique l'ont ausculté centimètre par centimètre avant de nourrir un ordinateur de leurs observations.

Le diagnostic a été à la fois rassurant et inquiétant. Rassurant parce qu'il a confirmé que Gustave Eiffel avait fait preuve de génie en imaginant une structure capable de défier un siècle de tempête. Tout est supporté par un pylône central constitué de quatre colonnes métalliques entrecroisées — une mini-tour Eiffel en somme. Là-dessus se greffe une sorte de cage aux barreaux plats sur lesquels les plaques de cuivre de la peau furent rivetées. L'ensemble résiste avec souplesse aux assauts du vent, de la chaleur et du gel. La statue, dont le modèle fut la propre mère du sculpteur Bartholdi, « respire » sur son support comme un être vivant.

Une inquiétude, tout de même : parce que soumise aux embruns, aux pluies acides et aux exhalaisons des deux millions de visiteurs annuels, la cage de fer était profondément corrodée. Pour ne pas compromettre la solidité de l'ensemble, il a fallu remplacer un

par un les mille huit cents barreaux par des pièces en acier inoxydable, puis intercaler du téflon isolant avant de retendre la peau tenue par trente mille rivets. C'est ce travail de fourmi qui a été le plus long et le plus coûteux. On en a profité pour corriger la seule erreur d'Eiffel : un mauvais montage de l'épave droite qui plaçait le bras levé en porte à faux.

La fameuse torche et sa galerie circulaire qui peut recevoir dix personnes (mais que, pour des raisons de sécurité, on ne visite pas et qu'on ne visite pas) était en piètre état. En cent ans, elle avait été bricolée à six reprises sans vraie réussite. Ce sont des artisans français — les Métalliers champenois, de Reims — que l'on a fait venir pour la restaurer complètement. Mal reçus par les syndicalistes américains qui craignaient la concurrence, les ouvriers rémois se sont imposés par la qualité de leur travail. Œuvrant comme les bronziens de la Grèce antique, ils ont entièrement refait la flamme en cuivre repoussé selon les plans retrouvés dans les archives. Robert et Fabrice Gohard, deux artisans parisiens, l'ont ensuite dorée à la feuille. Pesant près de trois tonnes, haute de cinq mètres, la torche avec sa

galerie ornée de feuilles d'acanthé et de gerbes de blé a été hissée glorieusement au sommet de la statue où elle scintille à nouveau sous le soleil ou le feu des projecteurs.

Quant à la peau, épaisse comme une pièce de dix francs, elle était en si bon état que seules quelques feuilles un peu piquées ont été remplacées. Un brouet de sulfate de cuivre et de sulfide d'ammonium leur a redonné la patine nécessaire. En revanche, l'intérieur de la statue a subi une sérieuse modernisation. On a élargi les escaliers — mais conservé les cent soixante et onze marches qui permettent d'accéder dans la tête. — refait les ascenseurs et installé un musée.

Deux ans durant Miss Liberty s'est vue enveloppée dans un échafaudage d'aluminium. Trois cents ouvriers appartenant à une trentaine d'entreprises différentes s'activèrent à l'abri de ce rempart. L'été, il y faisait aussi chaud que dans un hammam, et l'hiver on arrêtait tout dès que le vent soufflait à plus de 40 km/h. Le chantier, dont les matériaux arrivaient par bateau, a vécu au rythme des coups de tabac et des marées, comme un phare. Mais les restaurateurs de la statue ont tout supporté sans broncher : « Nous faisons le boulot du siècle », disait

l'un d'eux. Les métalliers champenois, eux, sont devenus la coqueluche des reporters américains. Leur savoir-faire a fait une telle impression qu'ils ont décidé de créer une succursale de leur entreprise dans le New Jersey.

Assurées que le lifting de la Great Lady serait achevé pour son centième anniversaire, en juillet 1986, les autorités américaines se sont préoccupées des cérémonies marquant celui-ci. Une affaire politiquement importante car elle était l'occasion pour le président de mobiliser l'Amérique autour d'un thème patriotique et populaire. Un seul homme pouvait garantir la réussite : David L. Wolper. Ce producteur d'Hollywood collectionne plus de cent cinquante Oscars et récompenses gagnés comme organisateur de spectacles. Il a la confiance totale de Ronald Reagan. C'est lui qui a réglé comme une revue de Broadway les cérémonies d'ouverture et de clôture des Jeux olympiques à Los Angeles en 1984.

David Wolper a réuni à New-York depuis plus d'un an l'équipe selon lui « la plus imaginative jamais rassemblée pour un événement que l'on veut historique ». Programme : quatre journées de réjouissances. Mot d'ordre : « Amusez-vous, souvenez-vous,

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

FAUSSE FILIATION

Il y a dans la relation des Etats-Unis à l'Europe une hésitation permanente entre le sentiment de filiation et le souvenir du rejet.

Par François Furet

QUE la France et les Etats-Unis aient une appartenance commune, celle de la démocratie, l'histoire du vingtième siècle n'a cessé de le manifester, à travers les deux guerres mondiales, le plan Marshall, l'alliance atlantique. Pourtant, dans la réalité quotidienne du rapport franco-américain, dans sa trame élémentaire, presque affective, que d'incompréhension, que d'animosité ! La France d'après-guerre, peuplée de communistes et de gaullistes, en témoigne à sa façon. Mais le phénomène n'est pas moins évident si on l'examine de l'autre côté de l'Atlantique. Car pour cette Europe hors d'Europe que sont les Etats-Unis, c'est la France qui incarne par excellence ce que les vagues d'immigrants ont fui : le despotisme de l'Etat, l'intolérance, le poids de la hiérarchie sociale. Il y a dans la relation des Etats-Unis à l'Europe, comme il est naturel, une hésitation permanente entre le sentiment de filiation et le souvenir du rejet. Mais c'est l'Angleterre surtout où s'investit le premier, alors que la France reste l'objet privilégié du second.

Pourtant, les Etats-Unis ne sont pas seulement la réussite la plus spectaculaire de la Révolution anglaise du dix-septième siècle. Un siècle après, ils ont eu un lien puissant avec la France. Les deux histoires, la nôtre et celle des Etats-Unis, ont été proches, presque sœurs, dans ces quelques années de la fin du dix-huitième siècle qui servent de référence inusable aux célébrations diplomatiques de l'amitié franco-

américaine. Ces années où la République naissante s'émancipe de la tutelle anglaise avec l'aide de la France de Louis XVI, et où elle sert de modèle à l'opinion éclairée de la vieille monarchie à la veille de sa chute. Car elle incarne la réconciliation de la nature et de l'histoire ; ce recommencement de l'Europe sur une terre vierge est la première figure d'une société constituée selon la raison.

Mais la deuxième de ces figures, c'est la Révolution française, qui efface très vite, dans l'opinion publique, la référence américaine. Non pas seulement parce qu'elle s'y substitue, en termes simplement chronologiques, un événement chassant l'autre. Plus profondément, parce qu'elle y substitue quelque chose de très différent, sinon de contradictoire, masqué sous la similitude du label « révolutionnaire ».

Les droits de l'individu

Les treize colonies s'étaient émancipées de la domination anglaise au nom de la tradition anglaise. Leur révolution avait pour objet de restaurer des libertés bafouées par la Couronne, mais constituant l'héritage par excellence du peuple anglais, des deux côtés de l'Atlantique. Il est vrai que, survenant à la fin du dix-huitième siècle, elle avait mêlé à ce patrimoine les idées de la philosophie des Lumières, et à la *common law* des juristes le droit naturel des philosophes. Mais l'extraordinaire syncrétisme intellectuel qui caractérise la Révolution américaine, et qui associe le dix-septième et le dix-huitième siècle, tradition constitutionnelle et droits de l'homme, religion et politique, fabrique, en plus de la victoire, un consensus national, une constitution sacrée, une société où la citoyenneté prend sa source dans les droits de chaque individu.

1789, aussi, a voulu fonder cette société nouvelle. Mais les Français, sans tradition de liberté, avaient pour ce faire à renverser un monde : la monarchie absolue, l'aristocratie, l'Eglise catholique. L'histoire ne leur offrait qu'un



« ancien régime », figure antagoniste de la régénération de l'homme, conçue comme un arrachement au passé par la force de la souveraineté du peuple. La Révolution française s'est pensée comme un avènement, ou comme une réinstitution du social sur un homme régénéré, à la façon de Rousseau. Comme dans le

Contrat social, elle butte sans cesse sur l'extraordinaire difficulté qu'il y a à passer de l'homme privé, défini et corrompu par ses intérêts, au citoyen égal et libre de la démocratie moderne.

Cette difficulté n'existe pas dans la culture politique anglosaxonne, dont Rousseau est le

d'un peuple avec sa tradition et sa religion ; elle fonde la nation sur des institutions revêtues de ce double sceau, et entourées d'une admiration révérencielle.

La Révolution française est l'arrachement d'une histoire à ce qui l'avait jusqu'à constituée, une guerre civile et religieuse, une

cascade d'explorations successives du principe démocratique aux prises avec l'ancien monde.

A qui veut comprendre à quel point les deux expériences historiques sont différentes, il suffit de relire les grands auteurs du dix-neuvième siècle, et par exemple Burke ou Tocqueville. Le premier défend la Révolution américaine avec la même énergie qu'il mettra un peu plus tard à attaquer les idées françaises de 1789 : la première est à ses yeux conservatrice des fondements de l'ordre social, les secondes le menacent ou le détruisent. Quant à Tocqueville, l'exemple américain lui sert à comprendre le travail de la démocratie dans une société qui n'a pas eu à renverser préalablement l'ancien monde, à l'opposé du cas français. En lui permettant d'isoler ainsi, *a contrario*, ce que la démocratie française doit à ses origines révolutionnaires, il implique que le concept de « révolution » n'a pas de sens, à ses yeux, dans le cas américain. Si bien que le plus grand penseur que la France et les Etats-Unis aient en commun — à vrai dire, le seul — est aussi celui qui a construit son œuvre sur la différence radicale des deux héritages démocratiques.

Là, il me semble, gît la source du malentendu. La France et les Etats-Unis ont été les deux nations-berceaux de la démocratie, et la célébration de cette origine est constitutive de leurs identités nationales respectives. Mais, pour reprendre un mot d'Alain Clément, c'est ce que les deux histoires ont en commun qui les sépare. Elles sont tout juste assez proches pour que l'une résonne chez l'autre ce qui ne lui ressemble pas. Etrangères l'une à l'autre, elles auraient pu se nourrir d'emprunts réciproques. Nées de la même mère, chacune se suffit à elle-même et jalouse, ou déteste, ce que l'autre a fait de l'héritage partagé.

Ainsi, la vie de tous les jours est faite de leurs soupçons et de leurs piques. Il n'y a que les grands malheurs qui les rassemblent. Ou, encore, et toujours, le souvenir entretenu de ce mariage fugace, entre la Déclaration des droits de 1776 et celle de 1789.

TS POUR RAN

LA FLAMME

rajeunissez-vous. » Moyens : quelques millions de dollars assurés par la vente des places et des droits de télévision. « Je veux que le spectacle parvienne dans chaque foyer américain et au-delà dans le monde entier. » Mais attention : pas un cent n'a été prélevé sur les 260 millions de dollars destinés à restaurer la statue fé-

L'équipe Wolper a composé son programme en misant sur tous les tableaux à la fois. Une fois assurée de la présence effective du président on a mobilisé l'Etat fédéral et notamment les ministères de l'intérieur et de la marine. Le premier fournit les garde-côtes. Le second déplace une escadre entière autour de ses mastodontes le porte-avion *Kennedy* et le cuirassé *Iowa*. Mais aussi une escadrille de l'aéronavale, celle des célèbres *Blue Angels*.

Fort de ses finances restaurées, le maire de New York Edward Koch n'a fait voter un budget de 5,7 millions de dollars pour le week-end de la Liberté. A présent bien tenus en main, ses vingt-sept mille copes sont sur le pied de guerre avec des vedettes rapides, des hélicoptères et même des caméras de surveillance braquées

sur les points sensibles et reliées à un PC central. Du 3 au 6 juillet le métro sera gratuit et le sud de la presqu'île de Manhattan entièrement réservé à une gigantesque kermesse dont les piétons seront les rois. Deux espaces verts dont un coin de Central-Park sont exceptionnellement ouverts aux campeurs.

Wolper a battu le rappel du show biz américain. « Personne ne sera payé ni même dédommagé, a-t-il annoncé, mais c'est pour la Liberté. » Des centaines d'orchestres populaires, des milliers de chanteurs, de comédiens, de stars du cinéma et de la télé et du sport ont répondu OK. On verra donc en vrac Frank Sinatra, Elizabeth Taylor, Gregory Peck, les Harlem Globe-Trotters, Shirley Mac Laine, Plácido Domingo, le chef d'orchestre Zubin Mehta et bien d'autres célébrités.

Partant de là le metteur en scène n'a fait inviter par le département d'Etat toutes les nations maritimes du monde libre. Une quinzaine d'entre elles — au premier rang desquelles évidemment la France — font cingler vers l'Hudson des unités de leur flotte de guerre ou de grands voiliers d'autrefois.



« La couverture TV du « Week-end de la Liberté » a été vendue en exclusivité à la chaîne ABC pour 10 millions de dollars. » (Dessin paru dans l'International Herald Tribune du 17 juin 1986.)

Un semblable plateau mais aussi la puissance du mythe et l'annulation de nombreux voyages en Europe ont attiré sur New York une marée de visiteurs. Pour ces quatre jours il n'y a plus un oreiller de libre dans les 45 000 chambres d'hôtel de la ville. « Tous est retenu depuis des mois », dit Daniel Coccoli, le directeur du Novotel, dont les 400 chambres surplombent Broadway. C'est l'Amérique pro-

fonde qui arrive. J'ai la moitié d'un village du Middle-West parmi mes clients. »

Tout ce qui vogue à des milles marins à la ronde — vedettes, voiliers, barges, ferry-boats — est prêt à appareiller pour l'Hudson. Les bureaux et même les immeubles en construction qui donnent sur la baie sont pris d'assaut. Bien entendu le commerce profite de l'aubaine et de mille objets évo-

quant la statue dont lancés sur le marché. Cela va de la montre en or de Tiffany à 1 500 dollars (épuisée) à la gomme pour écolier à un dollar. Le grand succès : un kit de 112 pièces. « Construisez vous-même votre statue de la Liberté », à 7,95 dollars.

Soucieux de conserver une certaine dignité à tout cela, les organisateurs ont refusé des licences à d'astucieux marchands du temple qui voulaient mettre en vente une casquette officielle en forme de diadème, une boîte de nourriture pour chiens, un couvre-siège de W.C., des fusils et même des dessous féminins commémoratifs. Il est vrai qu'au moment de la souscription franco-américaine d'il y a cent ans il en avait été de même. Bartholdi avait montré l'exemple en vendant des milliers de mini-statues. Puis étaient venus les lampes, les thermomètres, les savonnettes et les huiles de bain.

Cet extraordinaire engouement patriotique et commercial s'explique par le caractère hautement symbolique de Miss Liberty. Vailante, robuste, maternelle et protectrice, c'est l'équivalent féminin de l'Oncle Sam. Mi-déesse tutélaire, mi-star hollywoodienne, la statue représente plus que jamais l'Amérique montrant le chemin

de la liberté au reste du monde... et lui garantissant par sa puissance cette liberté. C'est aussi un souvenir familial pour un bon nombre de citoyens américains actuellement vivant dont un ancêtre est passé jadis au pied du monument avant de se présenter aux services de l'immigration sur Ellis Island. « Pour eux ce week-end est une célébration, explique David Wolper. C'est aussi une flamme d'espoir pour des millions d'hommes qui cherchent à échapper aux chaînes de l'oppression partout dans le monde. »

Toute symbolique a ses limites. Les Asiatiques qui débarquent en Californie, les Portoricains arrivant par la Floride et surtout les Noirs venant d'Afrique fers au pied sont peu sensibles à la liesse des anciens Européens. Wolper affirme que toutes les composantes de la société américaine sont représentées dans les cohortes d'artistes ayant accepté de se produire gratuitement pour le week-end. Il n'empêche ; il y a une ombre au tableau. « Ce sont les immigrants blancs qui font la fête, dit le révérend noir Jesse Jackson. Pas les descendants des esclaves. »

► Vient de paraître : la Statue de la Liberté. Bertrand Lemoine. Collection Archives. Mardaga éditeur, 244 francs.

L'enquête

LA GENERAL MOTORS, NÉE EN BOURGOGNE

Français et Américains ne sont pas toujours sur la même longueur d'onde. Pourtant, plusieurs grands noms américains ont leur origine en France.

par
Lowell Bennett

L'INFLUENCE française sur le développement économique et culturel des Etats-Unis a été à la fois très variée et beaucoup plus importante que ne le suggère le nombre de Français qui s'y sont expatriés. En voici quelques exemples généralement peu connus.

Eleuther Irénée du Pont de Nemours, fils de l'économiste Pierre Samuel du Pont de Nemours, fonda une poudrerie près de Wilmington, dans le Delaware, au début du dix-neuvième siècle. Pendant plus de cent cinquante ans, la compagnie resta entre les mains de la même famille. Et quelle compagnie ! La gamme de ses produits concerne presque tous les aspects de notre vie quotidienne : la chimie, les fibres synthétiques, les films, les peintures, les insecticides, l'antigel, une variété de plastiques, des composés pharmaceutiques...

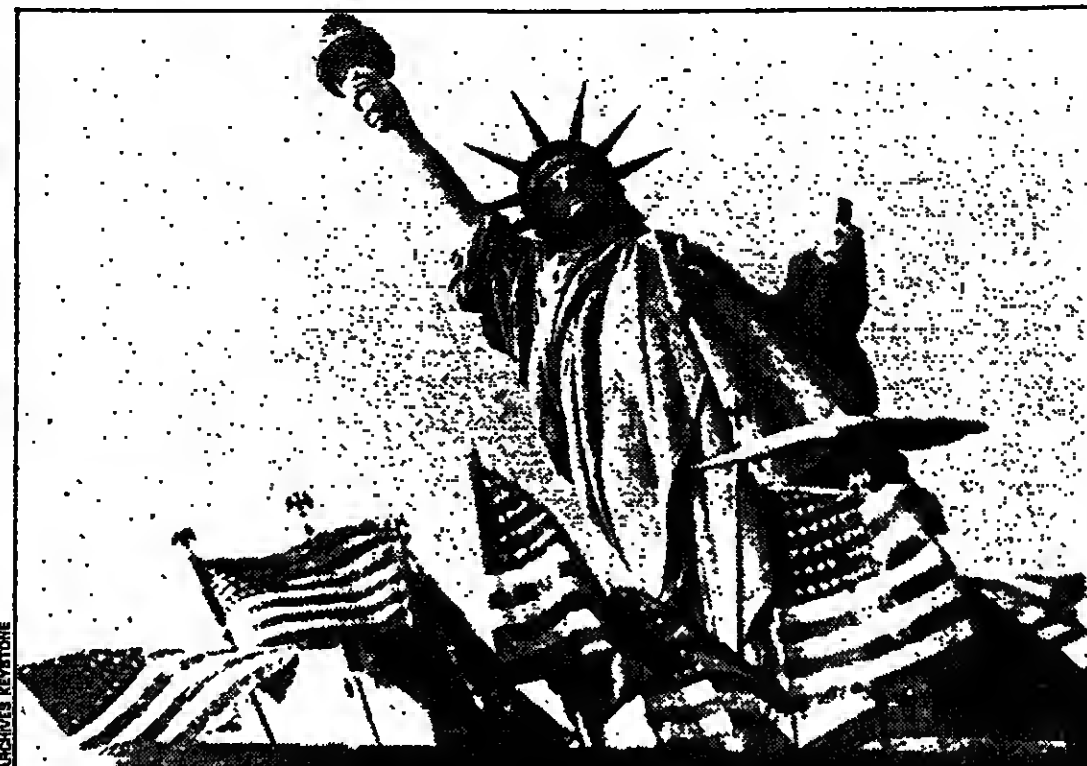
Il y a cinquante ans, par une décision de la Cour suprême, du Pont s'est vu refuser la permission d'absorber dans son empire - afin d'éviter qu'il ne devienne un cartel redoutable - une certaine firme américaine... qui n'était

autre que la General Motors. Les origines de cette dernière société ont un côté assez romantique. Une riche Américaine voyageait en Bourgogne, au début de ce siècle, avec sa fille, qui était plutôt jolie. La jeune personne tomba amoureuse d'un Français qui gagnait sa vie à réparer des bicyclettes, mais dont les rêves étaient peuplés de voitures à moteur. Cela se passait à Beaune, et, aujourd'hui encore, on peut voir dans cette ville l'atelier où travaillait cet ouvrier.

La riche Américaine ne donna son consentement au mariage qu'à la condition que son futur gendre accepte de s'établir près de Detroit, dans le Michigan. Et c'est ainsi que Louis Chevrolet fut amené à fonder, avec l'Américain William Durant, la société qui allait devenir la fameuse General Motors.

L'apport de Louis Pasteur à la santé des Américains a été considérable sans que celui-ci ait jamais mis les pieds aux Etats-Unis. Sait-on qu'outre-Atlantique le lait est pasteurisé depuis le début du siècle, alors que le procédé ne s'est généralisé en France qu'en 1945, à la faveur de la présence en Europe de trois millions de GI ? Bien que grands buveurs de lait, ceux-ci se refusaient à acheter le lait français s'il n'était pas pasteurisé. Un tel marché exigeait que soient prises les mesures qui convenaient.

Un autre Français a eu, aux Etats-Unis, un rôle peu connu, mais tout à fait remarquable. Pharmacien à Nancy dans les années 20, Emile Coué avait observé que la guérison de ses clients dépendait autant sinon plus de leur imagination que des médicaments qu'il leur vendait. Cela l'avait amené à inventer le



slogan : « Tous les jours, dans tous les sens, je vais de mieux en mieux ». La méthode connut un grand succès en France.

Le succès fut encore plus grand aux Etats-Unis, lorsque Coué y apporta ses conceptions en matière de psychothérapie. Des millions d'Américains eurent à améliorer leur état en répétant ce slogan plusieurs fois par jour. Coué a certainement contribué à renforcer l'optimisme foncier des Américains et leur conviction que l'être humain et la société qu'il construit autour de lui ne peuvent que devenir meilleurs.

Sur le plan culturel, cela a certainement été pour le peuple français une épreuve plus rude que pour tout autre de voir surgir outre-Atlantique un autre peuple puissant, d'un grand rayonnement, issu pour l'essentiel de petits Européens expatriés.

Pour certains Français, il s'ensuit que l'Amérique est d'abord une concurrence, un défi. Dans le domaine de la langue, pour commencer et pour s'en tenir à ce seul exemple. Mais alors que l'on parle d'invasion linguistique de l'anglais, il serait peut-être utile de se rappeler que 40 % de

cette langue est d'origine française. Les Normands de Guillaume ont tout simplement imposé le français en Angleterre, d'où les Anglais l'ont ensuite diffusé dans le monde, y compris aux colonies, en Amérique du Nord.

Pourquoi donc les Français, qui ont répandu leur langue un peu partout, s'émouvent-ils quand quelques mots d'anglais s'insinuent dans leur langage courant ? Chacun son tour. Il faudrait être *fair play*.

Il est vrai que malgré ces échanges entre les hommes et les cultures des deux pays, Français et Américains ne sont pas tou-

jours sur la même longueur d'onde. Nos façons de voir les problèmes et d'essayer de les résoudre sont parfois assez dissemblables. Peut-on dire, pour simplifier peut-être excessivement, que l'Américain préfère une réponse simple à des questions compliquées et que le Français pèche pour une réponse compliquée à des questions simples ?

La taille même et la puissance de l'Amérique rendent difficile, il faut l'admettre, une coopération à parts égales. Danser avec un géant, qui n'est pas toujours lui-même un bon danseur, risque de faire mal aux pieds...

Il y a aussi chez les Américains une volonté d'agir, une impatience à obtenir des résultats concrets. L'action semble préférable à l'attente. Cette attitude est interprétée par certains Français comme de l'impétuosité. Il est vrai aussi que cette impatience conduit les dirigeants américains à ne pas toujours apprécier l'utilité de consulter en profondeur leurs amis avant de se lancer dans des entreprises qui peuvent avoir des retombées fâcheuses.

Mais tout cela ne vient-il pas, au fond, de ce que les Américains sont assez peu armés pour jouer un rôle de leader ? La structure du gouvernement et la nature du peuple sont plutôt réfractaires à l'idée de leadership. Traditionnellement, les cinquante Etats sont relativement souverains. L'Etat fédéral s'impose beaucoup plus de nos jours que dans le passé, mais l'idée demeure que chaque collectivité est indépendante et « *self-governing* ». Comment s'attendre, donc, à ce qu'un tel peuple soit apte à guider les actions des autres nations ?

► Ancien journaliste et diplomate américain.

LIBERTÉ, LIBERTY... CHÉRIE

(Suite de la page 11.)

Robert Darnton : « La France représente un autre monde esthétique et politique. Dans l'esprit de beaucoup d'étudiants, les cabarets des années 30, Edith Piaf, Maurice Chevalier, le col roulé de Sartre et sa cigarette constamment accrochée au bec, tout cela se mélange un peu. Dans notre société où la culture de masse écrase tout, le petit Français, astucieux, un peu méchant, qui soit dire non, qui est de gauche et qui s'écroule, fascine énormément la jeunesse. » Contrairement à ses étudiants, Robert Darnton est, lui, passionné par l'évolution de la gauche depuis 1981 : par « l'abandon du dogmatisme qui avait eu tant d'influence », et par cette « nouvelle ouverture d'esprit » à ce que peuvent apporter les universitaires américains.

Et si la gauche comme les libéraux trouvent des raisons de rester à l'écoute des mouvements idéologiques français, la droite est loin d'être en reste. Dans ses rangs, le prestige posthume de Raymond Aron ne cesse de croître. Jean-François Revel est le maître à penser révérent des intellectuels de l'équipe au pouvoir auprès desquels Camus, pris comme l'anti-Sartre, est en train de réussir une formidable percée car anticomuniste, mais Français et de gauche. Il représente une telle panacée que M. Reagan lui-même (ou ceux, en tout cas, qui écrivent ses discours) le citait tout récemment.

Tom Bishop : « Quand un Américain va en Europe, il va dans son pays d'origine et en France. » Jim Hoagland, chef du

service étranger du Washington Post et inébranlable sur la vie politique française : « Quand vous avez appris le français à Aix-en-Provence, l'Angleterre devient ennuyeuse. » Traduisez : la France n'est pas seulement un pays de vieille civilisation, elle est aussi, pour un Américain qui, par définition, appartient au monde anglo-saxon, l'école d'un art de vivre - les terrasses quand on a vingt ans et toutes les caresses de l'hédonisme quand on est plus riche.

Disons-le puisque les Américains le proclament : bien manger aux Etats-Unis, c'est manger français ; bien boire, c'est boire français ; bien s'habiller, c'est s'habiller français, et le luxe des snobs, comme des vrais amateurs, c'est une tournée des grands restaurants français de France, comme d'autres font le tour des musées italiens. Cela peut devenir grotesque, humiliant à l'occasion. On aimerait entendre plus souvent parler d'Ariane, du Concorde, du métro, du TGV, de l'Institut Pasteur et même de l'Exocet. Outre les avantages économiques qu'apportent « chefs » et couturiers, ils font pourtant de la France un modèle de vie quotidienne et la rendent ainsi, sous un jour flatteur, formidablement présente.

Tout devrait donc n'être qu'harmonie si une profonde rivalité ne compliquait pas tout. L'empire français peut avoir vécu, ce n'est pas le cas de l'influence française à travers le monde. Immense au Maghreb et dans toute l'Afrique, forte tout autour de la Méditerranée, non

négligeable en Asie et au Canada, existante dans le Pacifique et jusqu'en Amérique latine, importante dans les pays est-européens, elle demeure un facteur d'autant plus déterminant des relations internationales que Paris est une locomotive politique de l'Europe occidentale.

Les Etats-Unis ont un adversaire (l'Union soviétique), des amis économiquement menaçants (l'Allemagne fédérale et le Japon), mais n'ont qu'un seul allié cultivant des prétentions mondiales et, à l'occasion, gênant : la France. Du temps de de Gaulle, c'était le défi permanent, général et traumatisant.

Un partenaire, pas un « yes-man »

Au rythme presque exact du développement et de la consolidation de l'Ostpolitik allemande, les choses ont, du point de vue américain, tendu à constamment s'améliorer depuis. Fin 1984, tandis que la Maison Blanche et le département d'Etat ne trouvaient plus de mots pour chanter les louanges de l'Elysée socialiste, l'influente revue *Foreign Affairs* attirait même l'attention de ses lecteurs sur le « nouveau réalisme » de la France, en clair sur l'abaissement de ses prétentions.

L'auteur de cet article, Anton DePorta, connaît son sujet. Tout en prédisant que la tendance va se confirmer, il ajoute aujourd'hui que la France, « même dans ses démarches les plus conciliantes, a le talent d'aiguiser ses différences », qu'elle a « le potentiel d'un leadership alors que les Etats-Unis aimeraient sans doute

décider pour tous » et que le « défi français est vu comme sérieux ».

Bref, la France reste le pays dont le président socialiste et le premier ministre conservateur tombent naturellement d'accord pour refuser - au nom d'une politique arabe nationale et d'intérêts propres en Afrique - le survol du territoire par des bombardiers américains. Le temps des éclats n'est pas fini. « Contrairement à tous les autres », dit un fonctionnaire du département d'Etat, les Français ne nous flotent pas. » Tom Bishop : « On admire, car on ne peut pas ne pas admirer un partenaire qui n'est pas seulement un « yes-man ».

On admire et on déteste. On ne supporte pas le désaccord, mais il a au moins la vertu de forcer le débat. On s'intéresse à la France autant qu'elle horrifie parce qu'elle a non seulement une indépendance (elle n'est pas complètement la seule), mais aussi un poids.

Conclusion : le jour (qui, vu de Washington, semble parfois pointer) où elle aurait rejeté l'existence d'une volonté nationale en même temps que ses derniers restes d'anti-américanisme, le jour où elle confondrait réalisme et renoncement, elle n'aurait pas alors plus de poids que...

Inutile de froisser M^{me} Thatcher, mais les Français ne seraient pas seuls à y perdre : c'est l'Europe qui serait perdante. Et, avec elle, le monde et l'Amérique.

BERNARD GUETTA.

PDG et patriote

M DONALD MODEL, secrétaire à l'intérieur, n'est pas rancunier. En février, il avait démis M. Lee Iacocca, PDG de Chrysler, de ses fonctions de président de la très officielle Commission pour la restauration de la statue de la Liberté. L'impétueux homme d'affaires avait alors traîné dans la boue le ministre, dénonçant la décision comme étant « à la limite de l'anti-américanisme ». M. Iacocca n'en aare pas moins au premier rang, aux côtés de M. Hadal, au moment des grandes fêtes de juillet. Il est resté, il est vrai, à la tête de la Fondation de la statue de la Liberté et d'Ellis Island, un organisme privé.

Comment les autorités auraient-elles pu ignorer la dynamique menager qui a réussi à réunir près de 260 millions de dollars pour la restauration de Miss Liberty « échevrent la mande » à l'entrée du port de New-York. Ce remarquable succès a largement résolu nombre de problèmes de conscience des quelques esprits chagrins qui ont éprouvé un certain malaise devant la commercialisation de ce monument historique considéré presque comme un haut lieu de l'histoire américaine.

Les clubs ont été associés à cet effort patriotique, mais indirectement. Ils ont acheté les produits des firmes ayant reçu le droit exclusif d'utiliser l'image de la statue à des fins de promotion commerciale en contrepartie d'un engagement financier allant de 3 à 10 millions de dollars. Ils ont également participé à des concours, à des manifestations promotionnelles.

Ainsi Miss Liberty, cette grande dame qui fait partie du patrimoine national, a été mise à l'encan par la fondation qui, dans ses relations avec ses « clients », a su mêler habilement et avec succès l'appel au patriotisme et l'attrait d'une occasion exceptionnalle de gagner de l'argent. Tout cela ne s'est pas fait sans heurts ni litiges. Ainsi un tribunal a estimé que l'image de la statue était du domaine public, une décision actuellement en appel, mais qui pourrait remettre en question le droit de vendre en exclusivité l'emploi de cette image. Il y a eu aussi l'incident de parcours pénible des factures du Comité franco-américain pour la restauration de la statue, jugées exagérées par les Américains.

M. Lee Iacocca, cependant, a le droit d'être satisfait. Il a accompli une mission « patriotique » sans négliger pour autant la promotion de sa propre compagnie, Chrysler. Ni peut-être ses intérêts politiques. A la lumière des derniers sondages, il nourrit, dit-on, des ambitions présidentielles.

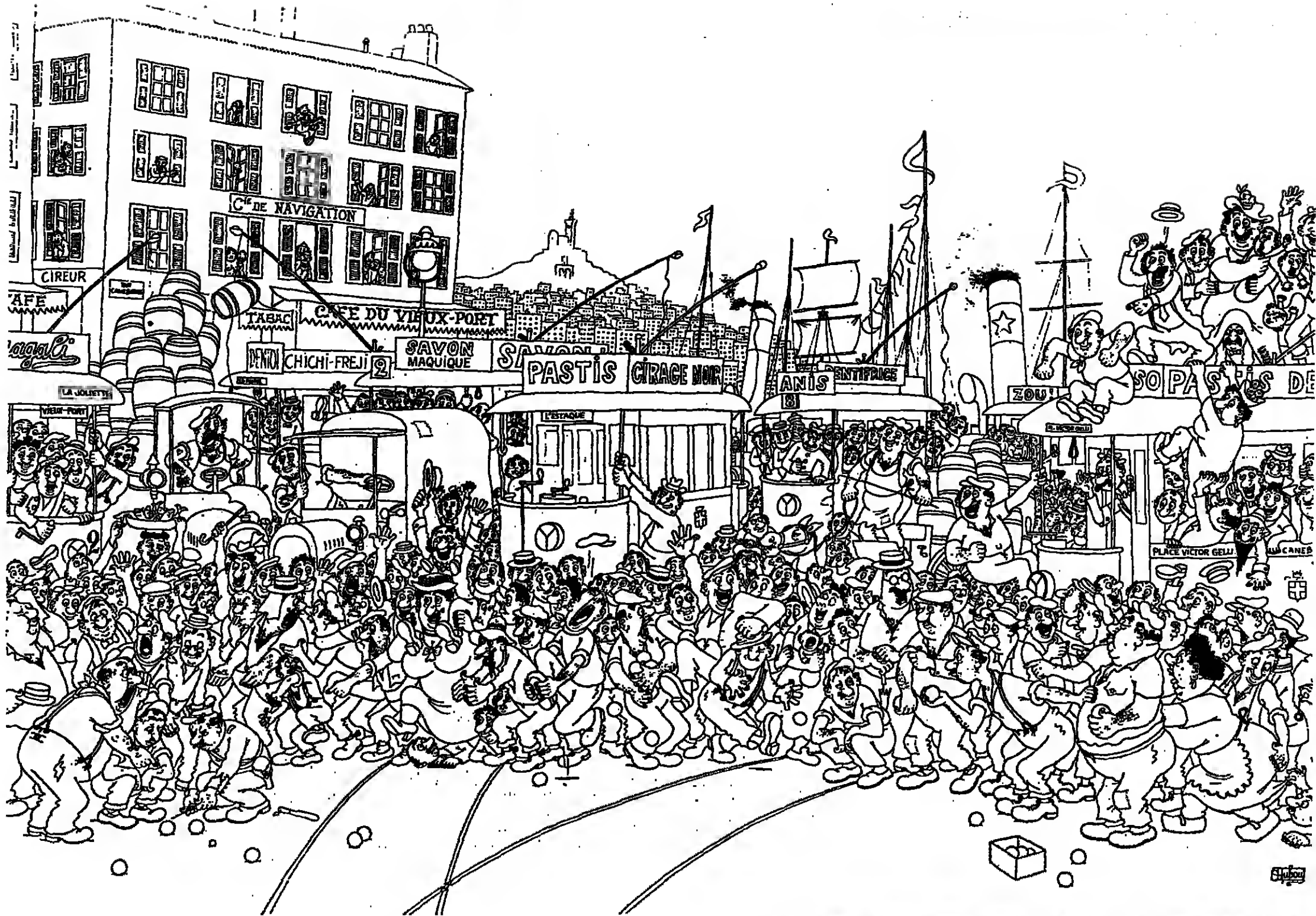
Néanmoins, il n'a pas réussi à convaincre les autorités de faire d'Ellis Island, l'île voisine de celle où se dresse la statue et où débarquèrent des millions d'immigrants - à commencer par ses propres parents - une sorte de village ethnique. Curieusement, ce champion du secteur privé s'est égaré, mais sans succès, contre la privatisation, décidée par les autorités pour des raisons de rentabilité, de l'île où sera bâti un centre de conférences avec un grand hôtel de luxe. On ne peut pas gagner sur tous les tableaux...

HENRI PIERRE.

مرکز اطلاعات

BOURGOGNE

Voyages



DUBOUT : « LA PÉTANQUE SUR LA CA NÈMÈSE ». ILLUSTRATION POUR FANNY, DE MARCEL PAGNOL. ÉDITIONS DU LIVRE, 1948.

PDG et patrie

PÔVRE DE NOUS !

par
Claude Klotz

LE coup du chapeau de Def-ferre, ça m'a escagassé. Devant la mairie, par grand soleil, les paroles tombent dans le Vieux Port et se noient dans les plaques de gaz oil, les bouchons de liège et les bouteilles de plasti-que ; ce sont des mots pitoyables de politiques, des gens qui préparent tout, les hommages, les remercie-ments, les nécrologies... Et puis, tout à coup, on a parlé du chapeau, et tout a vibré, des tours de la Major jusqu'aux rochers du Rocas Blanc. C'est vrai qu'il y a un demi-siècle, juste en face, de l'autre côté du bas-sin, on enterrait une autre grande figure : Honoré Panisse, maître voi-lier du port de Marseille. Étonnant d'ailleurs comme Charpin ressem-blait à Gaston... Il était aussi ques-tion de chapeau : en quittant le bar de la Marine, César s'était trompé et avait emporté le feutre du défunt... Grosse rigolade sur le chemin du cimetière, on se souvient de la répli-que finale de la scène : « Si ce pau-vre Honoré nous voit de là-haut, il doit bien plus rire que nous... »

Marseille a triomphé une fois de plus. Malgré le ramassis de Parisiens qui, en ce matin d'obsèques, occupe pavés et paroles, c'est Pagnol qui gagne, lui qui inventa Marseille à l'usage du voyageur, et qui fut sans doute le truqueur le plus splendide qui soit entre la Belle-de-Mai et les Baumettes, aussi splendide que Gas-ton Defferre, réunis tous les deux dans la plus belle arnaque du siècle : l'un parvenant à faire croire que Marseille, c'était Raimu, la manille, le pastis et la pétanque, l'autre que l'antique Phocée était une place forte

du socialisme. Marseille socialiste ! Pôvre de nous ! Pas plus que RPR, UDF ou patin-couffin...

La particularité du monde politi-que est de penser que les explications ultimes sont politiques, alors qu'il suffit de se balader dans l'odeur des merguez de la rue des Chapeliers, ou de respirer la mer violette dans une anse de la baie des Singes pour se rendre compte que la vie là-bas est tellement vivante qu'elle ne peut être réduite à autre chose qu'à elle-même. Violence du vent et de l'été, écrase-ment des avenues sous la chaleur, halte sous les platanes, rues qui mon-tent avec l'horizon blanc et bleu des collines et du ciel... Des rues noires de crasse où meurent les dernières vieilles Provençales en chignon gris et tablier à petites fleurs ; on les aper-çoit les mois d'été, par les croisées entrouvertes de leurs rez-de-chaussée, derrière les barreaux épais de leurs fenêtres. La ville la plus ouverte est aussi la plus fermée.

J'y ai mon itinéraire, j'y avance d'un pas fatigué - peuchère, que ça grimpe. Mon premier cinéma, c'était l'ancien Cinéac, sur la Canebière, on y donnait des films où Bogart était encore troisième couteau ; arrê-chez le pâtissier de la rue de Bruys où la chantilly se vendait au litre, et je ren-trais chez moi, rue Saint-Pierre, dans la maison du boulanger. Le matin du dimanche, on y entend chanter la Tosca par les fenêtres ouvertes, la rue est fraîche, le linge suspendu aux fenêtres fait de l'ombre... Le monsieur qui vocalise a un vibrato qui ressemble à celui de Gigli, mais il faiblit à l'approche du contre-ut, il le tente quand même, ma mère dit : « Té, il va encore caguer... » Le monsieur a cagué pendant des années, depuis, lorsque j'entends le Lamento,

même avec Pavarotti, j'ai toujours peur qu'il cague, c'est plus fort que moi...

Dédales de rues, rue des Bons-Enfants, rue des Minimes, les toits sont roses et blancs dans le soleil du matin... L'après-midi, je vais au bal-loo voir jouer les minots de l'Olympi-que... Le plus beau stade du monde, il est loin, tout là-bas, après le Prado, tout au bout des rails du tramway. Quand Beo Barek, De Mareville, Dard ou Anderson marquent un but, quand les maillots blancs déferlent, la Vierge de la Garde brille plus fort. On rentre par la Corniche, dans le cochant, les îles Frioul et le château d'If tournent aux cailloux d'or dans la grande flaque cuivrée de la mer... Grand badigeon sanglant du crépus-cule sur la ville-sultane qui grimpe toujours de nouvelles collines, et en même temps s'éternise dans ses racines ; sur le port, les mêmes vieux faux marins tapent le carton dans les bistrotts où dorment les galériens des anciens vaisseaux de la Marine royale. Marseille, c'est hier et aujourd'hui, c'est le progrès et la parodie du progrès.

ALEXANDRE DUMAS a dû l'aimer à la folie pour condamner son héros au pire supplice qui soit : l'enfermer des années durant à quelques encablures du rivage bém. Sopplice de Tantale : du fond de la prison, Edmond Dantès imagine les toits et les rues coulant comme un fromage jusqu'aux pre-mières vagues de la côte proche.

Il a dû l'avoir le mythe du caba-non, celui-là, gonflé jusqu'à l'hyper-trophie ; « Le cabanon, c'est toute notre vie », disait la chanson ; disons qu'il se trouvait au centre des grands

moments de la vie marseillaise, accroché comme une arapède ou une favouille aux roches blanches comme du sucre. On y venait en famille y manger l'aïoli, à l'ombre des canisses, dans le bruit frisé des vagues mai-gres qui s'enfoncent dans les calan-ques...

Si on ferme les yeux, on y sent encore mieux l'odeur de safran, de fraîcheur mouillée, d'anis et de sueur, le cabanon c'est la sieste, le bonheur des ronflettes d'après-midi au moment de grosse chaleur...

MÊME dans son hôtel parti-culier co bordure du bois, le comte de Monte-Christo a la nostalgie de ces heures douces où, enfoncée dans le roc par la punaise du soleil, la cabane du pêcheur s'écodort dans la fournaise de Médi-terrannée... Si Fanny y avait traîné Marius, par un beau dimaocbe-canicule, il n'aurait plus eu l'oevie d'aller faire le couillou là-bas, aux Amériques, ou aux îles Sous le Vent...

Les filles n'ont parfois pas beau-coup d'idées, même celles qui ven-dent des coquillages sur le quai de Rive-Neuve... Mais il est vrai qu'au long des comptoirs des bistrotts de la rue Thubaneon, dans les ruelles du Panier, sur les chemins de Sainte-Marthe et les grilles de la Joliette, il rôde d'étranges messieurs au profil romain, costard blanc, godasses croco, feutre cassé et foulard de soie... Ils s'appellent Allibert, Berval, Sardou père ou Andrex, c'étaient les gangsters du château d'If, princes du cran d'arrêt et rois de l'opérette, surin et roucoulade, Borsalino et Vin-cent Scotto. Pèpé le Moko fut un avatar ultramarin de ces bandits

immaculés, qui, au bout de la course, se retrouvent sous les remparts du fort Saint-Jean, légionnaires burioés au passé rempli d'orages et d'amours...

A Marseille, le gangster se pro-once ganstère, et il a du goût pour la parade et les brucos replètes qui font de l'or dans les bars à matelots ; elles ont la jupe fendue, le rire soore, s'appellent Mirielle ou Hono-rine, et mettent le fichu sur la tête pour la messe du dimaocbe, aux Réformés ou aux Charteux...

Et si l'on vous dit que les travestis ont chassé les filles du cours Bel-zuocce, qu'après l'ère Guérini et celle de Zampa des clans de malfrats peu spectaculaires se quadrillent les quar-tiers, vous êtes libres de le croire, mais il arrive par ici que le faux soit plus vrai que le vrai et inversement. Comme les bons mythes sont culi-oaires, n'hésitons pas à affirmer que la bouillabaisse est à éviter dans les neuf dixièmes des cas. Sappe indus-trielle réservée au touriste fada, qui ignore que le plat se mange sous les pins acrobates des falaises de vertige, entre le vallon des Auffes et Cassis, et que ce qu'il contemple dans son assiette, c'est deux mille ans de culture, la Grèce et Rome, les pirates de l'islam, les Phéniciens, et toute l'histoire de ce coin de monde bleu, tout entière conteuse dans l'odeur des épices et le carnage des pois-sons...

► Claude Klotz a passé son enfance à Marseille avant de devenir professeur. Ecrivain sous son nom ou celui de Patrick Cauvin, il a signé une trentaine de romans, avec une prédilection pour le fantastique et le roman noir. Il est notamment l'auteur de *Passes-temps* (1980), *Les Appelés* (1982) chez Lattès, de *Laura Mars* (1984) et de *Haute-Pierre* (1985) chez Albin Michel.

guide

VOYAGER AVEC ASSURANCES

Temps libre, vacances, évasion, aventure. Mais l'époque est dangereuse. Personne n'est plus à l'abri d'un « accident de parcours ». Comment s'assurer et quelle confiance doit-on accorder aux multiples organismes qui nous sollicitent pour nous protéger ?

QUI dit voyage dit aussi, parfois, coups durs. Telle est la raison d'être des compagnies d'assurance qui, depuis plus de vingt ans, proposent à leurs clients les moyens de faire face à toute éventualité. Pour le vacancier, l'assurance, ce peut-être le rapatriement d'un enfant malade ou d'une personne accidentée, la prise en charge de frais médicaux ou d'hospitalisation à l'étranger, l'envoi de pièces détachées pour un véhicule, l'avance d'une caution pénale ou les frais d'avocat. Parallèlement, l'assurance apporte des garanties financières en cas de retards d'avion, de risques de guerre, de pertes de bagages, d'annulation d'un voyage, voire une extension du capital décès ou d'invalidité.

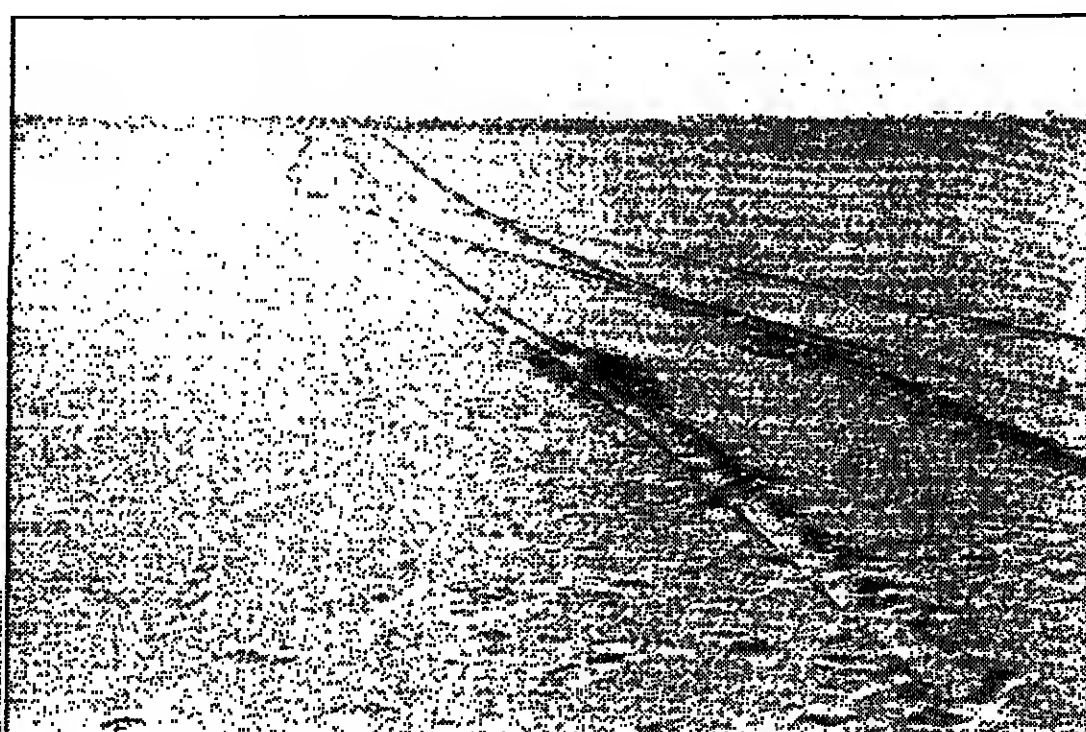
Encore faut-il que le candidat au voyage soit en mesure de déterminer exactement ce qui lui convient. D'autant qu'il bénéficie souvent, déjà, des garanties offertes par sa propre mutuelle, compagnie d'assurances carte agréée, ou agence de voyages. Pour parer au pire, les voyageurs prémunissent en effet leurs clients, par l'intermédiaire de contrat assurance-assistance. Mais si l'on passe au crible les différents catalogues, on constate

que certains prix incluent l'assistance, mais pas l'annulation ; d'autres les deux, voire proposent un contrat annulation-assistance facultatif.

Quand on sait que la chambre d'hôpital aux Etats-Unis revient à 2 450 francs par jour, l'évacuation sanitaire à partir du centre de l'Afrique à 300 000 F, les frais de recherche et l'évacuation en hélicoptère dans le massif de l'Evereest à 15 000 F, et que le prix du kilo de bagage perdu par une compagnie aérienne est estimé à 92 F, on comprend qu'il est important d'examiner attentivement les termes des contrats proposés (plafonds de remboursement, zone géographique, certaines compagnies assurent le Liban ou le Vietnam, d'autres pas) en fonction des risques inhérents au voyage effectué, afin de choisir les meilleures garanties.

■ ANNULATION

Elle permet d'annuler jusqu'au jour du départ. Souscrit indépendamment ou avec le contrat d'assurance, elle garantit le remboursement des sommes retenues par l'agence de voyages dans les cas nommément prévus. Aucun barème fixe : selon la date d'annulation, l'agence retiendra de 25 %



à 90 % du montant du voyage. L'organisateur se réservant toujours le droit de facturer les frais engagés pour effectuer les réservations.

« Tout ce qui est exclu n'est pas garanti », explique-t-on à la Concorde. Sont dans ce cas les maladies préexistantes, les accidents de grossesse et ceux résultant de la pratique d'un sport dangereux. Dans la réalité, le champ d'annulation a été élargi à des cas de licenciement, à la convocation à un examen universitaire de rattrapage, au vol et aux dégâts des eaux et aux incendies du domicile. Même la bête noire des assureurs, la grossesse, jusque-là non garantie, a été incluse dans les contrats par TMS et Elvia, ce dernier allant même jusqu'à garantir la femme jusqu'à sept mois et

demi et à inclure les maladies chroniques préexistantes.

Dans le domaine de l'annulation, c'est la CEA (Compagnie européenne d'assurance) qui offre les garanties les plus larges : maladies préexistantes stabilisées depuis un mois, annulation pour les incidents concernant la personne chargée de la garde des enfants, la grossesse, le licenciement, la mise en quarantaine, les actes de piraterie aérienne. L'annulation d'un membre de la famille ou d'une personne accompagnante. Chez Gesa, certains contrats de groupe sont assortis de garanties originales, telle que l'assistance « stop annulation » qui permet de partir en pouvant bénéficier, pour la durée de son voyage, d'une assistance médicale

ou domestique éventuelle au domicile, du gardiennage des biens sinistrés et de la transmission des messages entre les voyageurs et la personne immobilisée. Quant à l'assistance « Joker », elle offre à l'assuré qui, dans les huit jours précédant son départ, ne peut quitter l'hôpital : un billet aller et retour pour la destination prévue, afin de rattraper le groupe, ou un séjour de remplacement dans les six mois suivant la sortie de l'hôpital, à concurrence du prix du voyage annulé.

■ SANTÉ

Destinée à tous, mais particulièrement utile aux cardiaques, hémophiles, diabétiques, allergiques, la carte médicale annuelle de Mondial Assistance (249 F par an) est une véritable carte d'iden-

tité médicale où sont enregistrés tous les antécédents médicaux et chirurgicaux susceptibles d'éclairer le médecin soignant. Pour les Etats-Unis et le Canada, la carte santé souscrite par AVA (Assurance voyage automatique) auprès de la New Hampshire Company garantit une prise en charge immédiate, le remboursement des frais médicaux et d'hospitalisation (jusqu'à 450 000 F) moyennant une cotisation de 23 F par jour. Elle prévoit également le rapatriement en cas d'urgence, le retour anticipé, en cas de décès d'un parent, les frais de retour de l'enfant accompagnant, l'assistance juridique et la caution pénale. Sur une durée plus longue, cette compagnie a mis au point deux produits d'assistance : le plan AIDE, qui garantit aux jeunes de moins de vingt-six ans, outre une assistance rapatriement et une assurance responsabilité civile et individuelle accident, pendant trois mois à un an selon le contrat, des frais d'hospitalisation à concurrence de 200 000 F et les frais médicaux jusqu'à 100 000 F ; et le PSI (Plan de santé international), qui propose, pour les plus de vingt-six ans et pour des durées de six mois à un an, l'assistance et les mêmes garanties médicales et d'hospitalisation que précédemment. En ce qui concerne les enfants restés en France pendant le voyage de leurs parents, ELVIA les assiste en cas de maladie, d'accident, ou si la personne qui en a la charge est victime d'un accident, voire décède.

■ SPORT

Les compagnies d'assurance ne garantissent pas les sports dangereux comme l'alpinisme ou le parachutisme. AST (Assurance sport et tourisme) et Europ-Assistance les garantissent, à

VACANCES VOYAGES

HÔTELS

Montagne

JURA

JOLI JURA VERT - 84-48-30-09
Pension complète 1 sem. 71 compris.
999 F. 1/2 pens. 116 F. Forfait enfant.
Animaux acceptés.

Hostellerie L'HORLOGE
RN 78, 39130 PONT-DE-POITTE.

05490 SAINT-VÉRAN (Htes-Alpes)

HOTEL LE VILLARD
Tél. 92-51-03-31.
Chamb. et duplex 2 à 6 pers. Juin et sept.
depuis 50 F pers./jour. TENNIS.

Italie

VENISE

HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc.
Ambiance intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservation : 41-52-32-333 VENISE.
Tél. : 411150 FENICE I.
Directeur : Dante Apollonio.

Suisse

LEYSIN (Alpes vaudoises)
A 4 h 30 de Paris par TGV
Lausanne. L'été sur l'Alpe.
Plaisirs au choix :
Promenades, sports, détente. Piscine,
tennis, mini-golf : GRATUIT. La qualité
de l'accueil suisse. Forfaits 6 jours en
1/2 pension dès 1 680 FF.
Renseignements et offres :
OFFICE DU TOURISME, CH-1854 LEYSIN.
Tél. : 19-41/25/34-22-44.

HOTEL SYLVANA ***
Hôtel familial, situation panoramique.
Son restaurant « Le Refuge » avec ses
spécialités. Pens. compl. des 65 FS, y
compris, tennis, mini-golf, patinoire.
Fam. L. BONELLI T. 19-41/25/341136
CH-1854 LEYSIN

HOTEL CHALET LA PAIX **
Confortable, familial, tranquille et gourmand. Panorama. 7 jours pens. compl.
1800 FF. av. double/m.-c.
T. 19-41/25/341135 - CH-1854 LEYSIN

HOTEL MONT-RIANT **
Vacances à l'air pur et vivifiant des montagnes. 40 lits. Confort. Cuisine de haute qualité. Pens. compl. 55/77 FS
(env. 210/295 FF).
Tél. 19-41/25/341235, CH-1854 LEYSIN.

LAC MAJEUR - LOCARNO
GRAND HOTEL
COMPLÈTEMENT RENOVÉ.
Nouvelle piscine. Tennis. Au sein d'un
grand parc au centre de la cité.
Cuisine soignée. Dir. A. COTTI.
Téléphone : 1941/93/92-62.
Tél. : 846 143.

TOURISME

PARC NATUREL DU QUEYRAS
Stages tennis. Randonnées et raids.
HOTEL GITE D'ETAPES
LA MAISON DE GAUDISSART
05390 MOLINES - Tél. (1) 92-45-83-29.

RANDONNÉES POUR TOUS
« VIVRE A PIED » CET ÉTÉ
En Lozère, Causses, Cévennes, M.-Blanc.
ACCUEIL A LA FERME, DAINAT, guide.
19, av. Saint-Lazare, 34 MONTPELLIER.
Tél. 67-72-16-19.

COTE ATLANTIQUE
BAIE D'ARCACHON
VILLAGE VACANCES grand confort
CAMPING-CARAVANING
LE ROUMINGUE - 33138 LANTON
Tél. 56-92-97-48

Pension complète et demi-pension
(vin compris) - Self-service - Buffet
DÉTENTE - REPOS - ANIMATION
Distractions variées adultes et enfants.
Plage priv. et sur. - Mini-golf - Tennis
Initiation planche à voile - Excursions
Soirées dansantes - Ciel - T.V. - Pêche
Réductions en juin et septembre.

Seehotel Pilatus
CH-6052 HERGENSWIL
AM
VIERWALDSTÄTTERSEE

- Maison la plus moderne
- Piscine couverte 18 x 9 m
- Sauna, solarium
- Port et plage privé
- Site tranquille
- Régime, et prosp. fam. Fuchs, propri. tél. 154141/921555 tél. 72527

Grand Hotel San Juan
1 Call. - 60022 GUILANOVALLIO - Abruzzo/Italie - Face à la mer
Vier et plage propre - Tranquille - Très confortable - Prix convenables
- Plage privée - 2 tennis - Grande piscine - Climatization - Eau de mer chauffée - Parking privé - Restaurant, bar, discothèque - Animations pour les enfants - Tél. 183065/807341 - Tél. 600061

VACANCES FABULEUSES

CHARTERS LOS ANGELES ou SAN FRANCISCO

5 270 francs

aller et retour

Renseignements et réservations chez votre agent de voyages ou au (1) 42-46-93-64

OFFREZ à votre personnel le bien-être et la détente que procure une séance de yoga et de relaxation qu'il vous rendra en bonne humeur et en efficacité

SARAH MAIA
Tél. : 46-34-06-91

AVENTURES...
12 aventures inoubliables.
A pied, en canot, en 4x4, en hélicoptère. Des paysages sublimes au village himalayen, des plages de l'Arctique aux volcans sur la mer.

NOMADE
50, Avenue des Ternes - 75017 PARIS
Tél. : 42-29-09-80/117-20

POUR 1.865 F* SEALINK VOUS OUVRE LES FERMES D'IRLANDE.

Irlande Embarquement immédiat dans votre agence de voyages.
* Prix par personne, sur la base de 4 personnes par voiture, pour 8 nuits, petit déjeuner inclus.

SEALINK FERRIES SNC

Entre Paris et Me il ne manque plus que 3 km d'autor (voir photo).

SICILE

مركز من الامارات

Dossier établi par Isabelle d'Erceville

l'exception des compétitions autorisées, généralement couvertes par une licence ou une affiliation à la fédération spécialisée. A noter que certaines activités pratiquées dans le cadre d'un club de vacances doivent faire l'objet d'une assurance particulière (responsabilité civile).

■ AVENTURES

Pour les globe-trotters, les sociétés d'assurance, et compagnies d'assistance ont mis au point un certain nombre de produits «longue distance» : Assistance-Assurance-Voyage propose le plan «Marco Polo» (de quatre mois à un an) qui, outre les garanties classiques (rapatriement, frais d'hospitalisation, frais médicaux...), peut être complété par de nombreuses options ou extensions touchant au montant des frais d'hospitalisation, à l'infirmité permanente, aux accidents du travail, au yachting, à la planche à voile en haute mer, à l'utilisation d'avions privés, de motos de plus de 50 cm³ et à la pratique de sports dangereux, moyennant un supplément. Les tarifs sont en fonction de l'âge, du sexe et de la durée du séjour.

Chez SCK, un contrat «Globe-Trotter», mis au point avec SOS-Assistance, offre un rapatriement sanitaire pendant un an pour 926 F. Pour 450 F, OTU-Assistance propose une assistance qui couvre les déplacements hors de France, sans limitation de durée, frais médicaux et d'hospitalisation exclus. Pour 240 F par personne ou 440 F par famille, l'OTU offre les mêmes garanties pour tous les déplacements n'excédant pas soixante-quinze jours.

Ceux qui randonnent jusqu'à 3 000 mètres ou parviennent au moins à trois, du Groenland à l'Himalaya en passant par la cordillère



des Andes, et qui détiennent la carte évasion (80 F) du Camping-Club de France, sont couverts pour leur responsabilité civile jusqu'à 2 millions de francs maximum pour les dommages matériels. Cette carte permet aussi d'assurer le matériel de camping et rembourse les frais de sauvetage jusqu'à 10 000 F.

■ PREMIERS SECOURS

Vous faites une chute dans la face nord de l'Everest ou vous êtes atteint d'une péritonite en plein désert : où commence l'assistance et à qui incombe la charge des premiers secours ? Les compagnies d'assistance ne garantissent pas les premiers secours, sauf rares exceptions : frais de traineau

chez UAP assistance jusqu'à 1 000 F ; frais de recherche et de sauvetage jusqu'à 4 000 F dans la garantie «platine», et jusqu'à 5 000 F dans le contrat «Hermès» chez CEA. Les voyages organisés (aventures ou expéditions) les comprennent en général dans leur contrat assurance-assistance, mais c'est votre guide ou chef d'expédition qui sera seul juge et responsable de votre évacuation, dont il avancera les frais en attendant que la compagnie d'assistance vienne vous prendre en charge à l'hôpital le plus proche.

■ ÉMEUTES ET TERRORISME

Si, dans la pratique, les compagnies d'assistance rapatrient leurs

assurés dans le cas de catastrophes naturelles, qu'en est-il en cas d'émeutes, d'attentats ou de risques de guerre ? Les émeutes récentes du Caire ont conduit certains voyageurs et certaines compagnies à prendre position. Ainsi Jet Tours (avec TMS) proposait à ses clients un rapatriement gratuit ou une poursuite du circuit avec remboursement des prestations supprimées, et, avant le départ, la possibilité de reporter son voyage.

Du côté des assureurs, ELVIA envisage un véritable plan ORSEC pour couvrir à tout moment le voyageur. D'ores et déjà, et à partir de 64 F par an, la carte AVA garantit, en plus de l'accident individuel, un capital décès de 300 000 F à 1 million en

cas de prise d'otages, de guerre civile ou d'acte de terrorisme. Chez Diner's, un contrat «risque de guerre» prévoit pour 281 F un capital décès et invalidité, jusqu'à 600 000 F pour, par exemple, un séjour d'une semaine au Koweït.

■ BAGAGES

Le vol, la perte ou les dommages causés par le transporteur peuvent être assurés auprès de nombreuses compagnies d'assurances. Reste que, dans la plupart des cas, les remboursements ne couvrent que 50 %, voire un tiers seulement du capital assuré. AST propose des primes «bagages et appareils photos» qui permettent de s'assurer au prix du matériel et pour le nombre de jours de déplacement. Chez CEA, le contrat «Hermès» comprend une garantie «retard bagages» (limitée à 500 F) et couvre, en plus de la perte des bagages, celle des papiers d'identité ou du permis de conduire, qui sont remboursés à leur prix. Diner's, dans une assurance «Voyage Mondiale» garantit le retard d'avion (remboursement à concurrence de 1 000 F des dépenses de première nécessité), les retards des bagages supérieurs à quatre heures (remboursement à concurrence de 5 000 F des achats de première nécessité).

■ REMBOURSEMENT

Quelle qu'en soit la nature, il doit être accompagné de justificatifs : bulletin d'inspiration, certificat médical, déclaration de vol, bulletin d'irrégularité du transporteur en cas de retard, perte, dommages ou vol des bagages, factures des objets précieux et imprimé E 111 de la Sécurité sociale en ce qui concerne les frais médicaux.

REPÈRES

- EUROPE ASSISTANCE, 23-25, rue Chapuis, 75445 Paris 07. Tél. : 42-85-85-85.
- ELVIA, 51, rue de Ponthieu, 75008 Paris. Tél. : 45-82-84-84.
- MONDIAL ASSISTANCE, 8, place de la Concorde, 75008 Paris. Tél. : 42-85-39-42.
- TMS ASSISTANCE, 11, bd de la Tour-Maubourg, 75007 Paris. Tél. : 45-50-34-44.
- GESA ASSISTANCE, 67, bd Hausmann, 75008 Paris. Tél. : 42-85-93-23.
- ASSISTANCE ASSURANCE VOYAGE, 94, rue St-Lazare, 75009 Paris. Tél. : 42-85-29-29.
- ASSURANCE VOYAGE ET ASSISTANCE, 26, rue de La-Rochefoucauld, 75009 Paris. Tél. : 48-78-11-88.
- ASSURANCE SPORT ET TOURISME, 7, rue Bourdaloue, 75009 Paris. Tél. : 42-85-26-61.
- FSI ASSISTANCE, 38, rue Tronchet, 75009 Paris. Tél. : 42-85-50-00.
- UAP ASSISTANCE, 13, bd Bourdon, 75004 Paris. Tél. : 42-74-22-21.
- OTU ASSISTANCE, 137, bd St-Michel, 75005 Paris. Tél. : 43-29-12-88.
- CONCORDE, 5, rue de Londres, 75008 Paris. Tél. : 42-80-66-00.
- CEA, 60, avenue Poincaré, 75116 Paris. Tél. : 45-53-69-10.
- SCK, 7, rue Guichard, 75016 Paris. Tél. : 45-25-94-96.
- CAMPING CLUB DE FRANCE, 218, bd St-Germain, 75007 Paris. Tél. : 45-48-30-03.
- DINERS ASSURANCES, 18-20, rue François-1^{er}, 75008 Paris. Tél. : 47-23-78-06.

Entre Paris et Messine il ne manque plus que 3 km d'autoroute (voir photo).



Le détroit de Messine. Toutes les 15 minutes une navette relie Villa S. Giovanni (Calabre) à Messine (Sicile), ici vous retrouverez l'autoroute et commencez votre découverte de la Sicile. Ne des merveilles : temples grecs, catacombes romaines, chef d'œuvres de l'architecture arabe et normande, masques byzantins ; mais aussi les plages blanches bordant la Méditerranée (la saison balnéaire se prolonge jusqu'en novembre), les savoureuses spécialités culinaires siciliennes. Ce pays enchanteur vous attend au terme d'un voyage qui à lui seul est déjà un enchantement. Les vols charter et de ligne pour Catane et Palerme. La Sicile est en programme chez les plus importants tour operators. Veuillez vous adresser auprès de votre agence de voyage.

Renseignements, départs et carte routière de la Sicile : Office National Italien de Tourisme (ENIT), 23, Rue de la Paix, Paris 75002

La Sicile est la seule île de la Méditerranée accessible depuis le Nord de la France sans quitter l'autoroute. Seul les 3 km du détroit de Messine. Une navette la franchit toutes les 15 minutes.

SICILE

Innsbruck

Un nouveau style de vacances

Fin la routine de vacances

Les sports d'abord : Golf, tennis, natation, promenades à vélo, randonnées avec guide gratuit, ski d'été, etc.

La sympathique vieille ville ensuite : Boutiques, cafés, bars, discothèques, etc.

Enfin, la culture : Musées, théâtres, concerts et, du 24 juin au 19 août 86, «Musique et Danse des Nations» - programme international au Palais des congrès.

Les atouts d'Innsbruck-Igls : son programme et ses prix.

Comment adhérer au Club-Innsbruck ? De nombreux rabais vous attendent. FVV Innsbruck-Igls, Burggraben 3, A-6021 Innsbruck Tél. 19 43 / 52 22 / 2 67 71-5 00 Demandez nos renseignements - une carte postale suffit.

C'est grand, c'est loin, l'Australie. Il faut prendre son élan et ne pas manquer de souffle, mais le voyage réserve de la surprise.

PAS facile de présenter un pays qui, à en croire l'un des siens, ne sait pas où il va parce qu'il n'a aucune idée d'où il se trouve et imagine à peine d'où il vient... Prenez une pièce australienne de un dollar. D'un côté, la reine Elizabeth II, de l'autre, des kangourous. Deux grilles de lecture que l'on peut, tour à tour, plaquer sur ce pays où l'on atterrit la tête en bas.

Côté kangourou, il y a, bien sûr, ce pays-continent, millionnaire en kilomètres carrés (7 686 000) et qui serait, dit-on, le plus vieux de la planète avec, au cœur du désert rouge, ces populations aborigènes venues de la nuit des temps.

Côté *Queen*, il y a les liens avec la Couronne britannique, empreints d'une affection respectueuse. « *Un très bon anniversaire, madame* », titrait un quotidien le 21 avril, jour des soixante ans de Sa Majesté.

Côté *Queen*, encore, un cadre et une atmosphère, une façon de vivre très « *british* », avec ces quartiers victoriens de Sydney, ces juges à perruque, ces fonctionnaires se rendant à leurs bureaux en shorts et chaussettes blanches, et ces collégiens en uniforme en route vers l'une de ces *public schools*, privées et confessionnelles, antichambres obligées du

Côté kangourou, il y a l'Australie de l'outback, du bush, de la brousse. Terre des chercheurs d'or, des « médecins volants » et

des *cattle stations*, ces fermes grandes parfois comme un département français. 22 millions de vaches et 133 millions de moutons. Royaume des *stockmen*, ces cow-boys australiens qui troquent volontiers le cheval contre la moto, la Jeep ou l'avion.

Retour aux sources de l'Ouest. Le vrai. Celui où l'on mange de la poussière et où l'on patauge dans la boue du central. Comme chez Sam, à une centaine de kilomètres d'Allice Springs. Feutre à gauls bruns, visage brûlé, une langue à la Gary Cooper. *Cool* malgré la sécheresse qui, depuis trois ans, grille l'herbe et creuse le flanc du bétail. Sam qui, en plein désert, écoutera, debout avec les siens, la sonnerie au mort jouée à la radio le jour où la nation se souviendra des 60 000 volontaires tombés en Europe au cours de la première guerre mondiale. Sam qui préserve aussi, coûte que coûte, autour de sa maison, son carré de pelouse. Histoire de rappeler que, derrière les cow-boys, il y a également la tondeuse, le congélateur et le barbiere.

Quinze millions d'habitants ; deux au kilomètre carré. Mais six millions à Sydney et Melbourne... contre trois millions travaillant dans le bush, d'où ils tirent 80 % des recettes du pays grâce à l'exportation de produits agricoles et de minerais. Les autres administrent et consomment.

Joli paradoxe que ce lieu de punition — en 1788 débarquaient ici une poignée de forçats, quelques prostituées et de la soldatesque pour accompagner les nouveaux colons — et de rédemption par le travail, devenu ainsi une espèce de Terre promise, de paradis d'une classe moyenne qui passe la plupart de son temps dans son jardin, au pub, à la plage, au stade ou devant la télé. Une social-démocratie avec le soleil en plus.

Société presque sans classe, voilà un pays qui a depuis longtemps, semble-t-il, décidé que le travail était avant tout un moyen



Militaire d'époque (1850) en faction dans la reconstitution d'une ville minière, près de Sydney.

et non une fin en soi. Un état d'esprit qui, ajouté à une politique d'immigration longtemps fort restrictive, (1), n'a guère favorisé l'initiative et l'imagination. Avec, pour résultat, une atmosphère très provinciale à laquelle n'échappent ni la plus somptueuse des capitales

artificielles, Canberra, ni le plus bel opéra du monde, celui de Sydney, symbole des aspirations culturelles d'un peuple qui voudrait tant ne plus être réduit au rang de buveur de bière. Avec, pour seule aristocratie, les surfeurs et les sauveteurs qui règnent sur les plages.

Un pays assis entre deux chaises. D'un côté, bonne conscience britannique et rigorisme victorien des émigrants volontaires qui rêvaient d'un nouveau départ. De l'autre, la rudesse des forçats émancipés, des « durs » prenant possession d'un pays brut. D'un côté, une société fascinée par la respectabilité, interdisant les gros mots à la télé et fermant les pubs longtemps avant minuit. De l'autre, des massacres de chevaux sauvages et de kangourous, des fêtards se complaisant dans une vulgarité

Jeune pays comblé, déjà blâsé, « gâvé de bonheur et de sécurité », l'Australie ressemble à un adolescent qui, devant un avenir sans surprise, cherche des raisons de vivre. D'où la réhabilitation du passé et de la culture aborigène, et la revalorisation de l'image des forçats fondateurs. Parfois même la tentation d'un retour *à bush* perçu comme une terre d'aventures et de dangers. Seulement, si esté pionniers, désfricheurs d'espaces et chercheurs d'or, la légende est au rendez-vous, côté aborigènes, ça grince vite. Une civilisation est passée par là, en laissant dans le sillage (2).

laminés, s'excuse et compense, sans lésiner sur les crédits. Une situation qui peut susciter un certain malaise chez le visiteur étranger, témoin et complice d'une récupération touristique plus ou moins subtile.

Pas facile en tout cas de croiser les regards de ces déracinés dans les rues d'Alice Springs. Hier noirs, nus et libres; aujourd'hui noirs, vêtus de jeans et condamnés à une lente assimilation. Pathétique, cependant, cette mauvaise conscience collective d'une nation qui ne peut plus grand-chose pour ces naufrages d'une histoire dont il est impossible d'inverser le cours. Pas plus qu'elle ne peut empêcher que la réhabilitation en cours ne s'accompagne d'une exploitation touristique contestable, même si chacun, à sa façon, en tire parti.

Pays trop neuf, encore à la recherche d'une identité. Pays trop grand, trop vide et auquel une population blottie frileusement dans ses banlieues de bord de mer semble tourner le dos. Mais qui, aujourd'hui, piaffe et s'affirme à la face du monde.

(1) En 1901 fut votée une loi visant à interdire totalement l'immigration de couleur. Cette politique - « *Keep Australia White* » - sera reconduite jusqu'en 1972 puis désavouée officiellement. En un siècle, l'Australie est ainsi passée d'une politique ouvertement raciste à l'accueil de plus de quatre-vingt mille réfugiés asiatiques.

(2) Avec l'arrivée des colons, en 1788, la population aborigène chutera de trois cent mille à cinquante mille un siècle plus tard, à la suite d'affrontements interraciaux et des effets de l'alcool de la pauvreté et des maladies.

► De 1977 à 1984, les visiteurs français sont passés de 5 000 à 11 000. Encore loin des 160 000 Américains, des 150 000 Anglais et Irlandais, et des 34 000 Allemands. Mais avec un dollar australien qui, en un an, a chuté de 7,50 F à 5,20 F, cette

► **TRANSPORTS.** Noter qu'on peut aborder l'Australie aussi bien par l'ouest que par l'est, et par plusieurs villes. Ce peut être l'occasion, aussi, de faire le tour du monde. On peut également inclure dans son itinéraire international traversant l'Australie un kilométrage important de vols intérieurs, et cela sans supplément. De Paris, l'UTA est la seule compagnie proposant un vol hebdomadaire vers Sydney via Bahrein, Singapour et Djakarta, dont il faut visiter la

cinq heures. Inutile, par conséquent, d'ajouter l'escalate de Nouméa, à moins de vous arrêter en Nouvelle-Calédonie. Le tarif « excursion » (vingt et un jours/six mois) s'élève à 12 375 F aller-retour, 15 500 F du 1^{er} septembre au 31 janvier. En classe « Galaxy », il vous en coûtera 35 000 F, mais laa gourmets aéront eu septiéma cial. UTA, 3, boulevard Malesherbes, 75008

► **FORMALITÉS.** Visa nécessaire. Il peut être obtenu auprès des services consulaires australiens (4, rue Jean-Fey, 75015 Paris. Tél. : 45-75-50-47) an trois semaines maximum. Fournir un passeport, deux photos et une demande d'autorisation de séjour court, ou vous précisez que vous ne souffrez ni d'une maladie dangereuse ni d'une maladie mentale,

n'avez été ni condamné ni déporté, disposez de capitaux suffisants et d'un billet de retour, et n'avez pas l'intention de vous installer en Australie. Prudence, prudence.

... LIVRES. Chaz Ramsay, un excellent « état des lieux » du journaliste Bernard Cohan (185 F). Remarquable numéro hors série d'Autrement (avril 1984, 70 F) avec, notamment, une contribution de Pierre Grundmann, également auteur du Guide A, publié par l'« Aschote des Kildas bleus », 63 F. L'« Aschote » de la traduction consacrée à l'Australie dans la collection « Des pays et des hommes » (Larousse, 11 F la numérol). Sur place, si vous le désirez l'anglais, ne ratez pas la livraison féroce d'un humoriste britannique, The Whingeing Pom's Guide to Australia, de Stewart

JUSQU'AU 5 OCTOBRE 1986

**Prenez des vacances sur l'Adriatique
à SOTTOMARINA (Venise)**

*Départs individuels chaque semaine par train-couchettes 2^e classe.
Retour chaque lundi.*

Prix : de 2 970 F à 3 620 F au départ de PARIS.

Possibilité de départ de toutes les gares SNCF.

Séjour en pension complète. Logement en hôtel 2 étoiles.

Nombreuses excursions possibles.

RENSEIGNEZ-VOUS

- dans les agences de **TOURISME SNCF**
- dans les gares du **RET**
- dans les gares **SNCF** de **PARIS**
- par correspondance : **BP 62-08, 75362 PARIS CEDEX 08**

**LA FRANCE
EN DOUCE**

**100 IDEES DE VACANCES
DIFFERENTES A PARTIR DE :
910 F PAR SEMAINE**

PRIX DEMI-PENSION. ACTIVITES COMPRISES

**S'ADRESSER A V.V.T. Tél. 43 20 13 66
ET DANS TOUTS LES BUREAUX DU CREDIT AGRICOLE
CORRESPONDANT AGENTS DE L'OKAGE CONSEIL**

Vacances lyriques à MARINA VIVA

En partant avec Tourisme SNCF à MARINA VIVA (Corse) du 29 juin au 6 juillet 1986, vous pourrez vous détendre et profiter du soleil et de la mer, assister à des concerts d'opéra, d'opérette et à un récital de piano par Maître Brian STANBOURGH.

- Par train + bateau : 2 536 F au départ de Paris (dépôt possible de nombreuses autres gares)
- Par avion : 3 510 F au départ de Paris. Possibilités de départ d'autres aéroports. Séjour en demi-pension.

Et jusqu'au 12 octobre MARINA VIVA vous accueille...

RENSEIGNEMENTS-VOUS

- au bureau de Tourisme SNCF Paris et province
- dans les gares du RER
- dans les gares SNCF de Paris
- par correspondance : BP 62-08, 75382 PARIS CEDEX 08

DJERBA, L'E oasis
C'est dans cet éden du Sud tunisien que *Regenes Litté* a sélectionné l'hôtel *Dau Djerba*.
La qualité et les prix.
Ce vaste complexe est à lui seul un petit village tunisien avec grand-piscine, boutiques et longue plage.
Les chambres à air conditionné sont toutes pourvues d'un jacuzzi.
Sports et Loisirs
4 Pitches - 10 Courts de tennis
Fianches à voile
Départ tous les samedis du 28 juin au 26 juillet
Prix par personne (au départ de Paris) :
semaine-pleine pour une personne : 2 900 F
Semaine supplémentaire : 1 250 F
Téléph. : 32.000.111 / Tunisie
Wegas, rue du Quatre-Septembre

**VACANCES
FABULEUSES**

Renseignements et réservations
chez votre agent de voyages

ou au (1) 42-46-93-84

RÉSIDENT

LA ROCHELLE
10 minutes centre ville.

Lowé juillet, à la semaine, grand meuble
standards 5 personnes sur parc paysager
avec piscine.

**les Antilles
en
Concorde
pour 98 élus**

C'est le nombre de places pour ce vol supersonique exceptionnel avec Air France. Noël ou jour de l'An et 9 jours passés à l'hôtel Méridien de Guadeloupe (★★★★ NN) à partir de 18950 France. Aïroom, 93, rue de Moncau, 75008 Paris. 45-22-36-46.

CATTOLICA (ADRIATIQUE/ITALIE)
HOTEL BEAUVISAGE ***
Tél. 183081 - Téléc. 550803
Adm. - J. (H.B. Place dans une ex-
cellent. panorama, direct, bord plage, l'hôtel
Beauvisage offre, à sa client., les conf., les plus
mod. et une cuis. raffin. av. spéc. rég. buff.
serv. part. et cœc. Soir. à la lim. des boug.
Prix pension complète à partir de 145 F.
Demander-nous catalogue illustré.

Dans le désert rouge

► **ALICE SPRINGS.** Au cœur du centre-rouge. Au bout de chaque rue, 2 000 kilomètres de désert. Une oasis avec un hôtel, très confortable — la Sheraton, — un casino et même un golf. A visiter : le QIG des célèbres « médecins volants », la non moins célèbre « School of the Air » (l'école assure, par radio, l'éducation des enfants isolés dans de longues gorges), et le musée consacré à The Telegraph Station. On peut se dispenser de la balade à dos de dromadaire et de la désertisation d'un domaine viridole des environs.

Reste le show à 46 dollars proposé par Rod Steiner, un cow-boy écologiste qui exhibe quelques spécimens d'aborigènes — ses associés — amenés de la ville et dispersés dans les buissons. Un étonnant camelot du bush qui pousse la conscience professionnelle jusqu'à se détecter de chenilles vivantes et aux yeux brillantes, et joue, avec brio, les conférences technologiques en confectonnant un gâteau des savanes et en taillant son thé du pionnier.

Une mise en scène et des propos qui nous ont plutôt mis mal à l'aise. Il paraît que nous n'avons rien compris. A vous de juger...

► **AYERS ROCK.** Un rocher mégalite très visité : 150 000 personnes par an. A environ 500 kilomètres d'Alice Springs, cet imposant monolithe mérite le voyage. D'abord parce qu'il permet une belle balade dans le désert et un bon aperçu des 360° du rocher. Ensuite, parce que les kangourous, les veaches et les pneus. Ensuite parce que le tourisme y apparaît sous son aspect le meilleur (un très intelligent copiste situé à l'écart avec un hôtel de luxe), mais aussi le plus moutonnier, avec le rassemblement rituel et minuté d'une foule au coude à coude pour admirer les couleurs changeantes du rocher au crépuscule.

Enfin, parce que l'ascension de ses 348 mètres est loin d'être évidente : 1,6 kilomètre d'une pente parfois très raide (une chaise a été disposée dans la section la plus difficile) qui contraignent souvent les victimes du tour de chaise-tour à se faire prendre à la longe. Ce qui, au départ, souligne le caractère dangereux de l'escalade : cinq plaques scellées dans le roc témoignent que toute chute y est mortelle. Ne pas hésiter, on revanche, à vous offrir un survol en Cessna d'Ayers Rock et des Monts Olga voisins : le désert en cinémascope pour 35 dollars.

[illegible]

la table.

ENSEIGNE

CE CHINON QUI RESTE VRAI

Tout ce qu'il ne faut pas faire, on ne le fait pas à Chinon. « Bourguet et Chinon font partie de ces rares régions viticoles de France qui n'ont pas perdu la tête dans la dernière décennie, qui ont échappé à la tentation de vendre le plus de vins possible et qui s'en tiennent à des rendements de 40 à 50 hectolitres par hectare tandis que d'autres vignobles ont atteint ou dépassé les 100 hectolitres, avec les conséquences désastreuses que l'on connaît. » Dix nouvelles années ont passé depuis que Pierre-Marie Doutriaux, lucide défenseur des traditions culinaires françaises et témoin sans complaisance des ravages causés par les incroyables falsifications qu'on commet en leur nom (le pire étant la destruction systématique du goût chez le consommateur), écrivait ces lignes dans son premier livre, *Les Bons Vins et les Autres* (le Seuil). Le jugement flatteur, et rassurant, qu'elles contiennent, vigneron chinonais et bourguetillais continuent, pour notre plaisir, à le mériter. Dans un climat à la douceur plus tourangelles que nature, le cabernet franc, un des plus illustres cépages, qui atteint ici la limite nord de son extension géographique, fait merveille.

« Fey ce que tu voudras », tout ce qu'on veut faire, on le fait bien à Chinon. Et le vin, et la fête du vin que célèbre, dans ses chapitres tenus aux quatre saisons, la Confrérie des bons entonneurs rabelaisiens de Chinon. Celui qui vient d'avoir lieu disposait, il faut le dire, d'un étout de grande classe. Pierre Couly, le grand maître, et

ses confrères peuvent être heureux de le curé 1985. Revêtus de la robe écarlate le temps d'en boire, pour leur intronisation, un verre d'une honnête contenance (pas loin d'un demi-litre selon toute apparence), les nouveaux chevaliers, l'acteur Daniel Gelin, natif d'Angers, parmi eux, eurent trop peu de mal à se convaincre de son excellence.

La fidélité au métier, c'est aussi savoir tirer parti de la technique moderne quand elle est en mesure de conférer aux anciens procédés l'efficacité qu'ils n'avaient jamais eue avant elle. La fermentation s'opère dans d'immenses cuves d'inox munies d'une sorte de palette en étoile dont les mouvements assurent le fouillage mieux que ne le faisait le pied de l'homme. Mais le vin mûrit dans des barriques de bois, faites, sur le conseil de Jacques Puisais, le grand oenologue, des chênes à grain très fin des forêts avoisinantes. Le vin est ainsi affiné, comme lissé.

Si les vins de primeur qu'on boit jeunes, vins de Pâques, sont issus des grappes sables situées en bordure de la Vienne, ceux qui proviennent des sols argilo-siliceux et surtout des coteaux et plateaux argilo-calcaires vieillissent magnifiquement bien. Il en est qui ont cinquante ans d'âge. A Chinon, on ne sacrifie à aucune mode — « il ne faut pas que le bois pèse devant le vin », c'est pourquoi on ne prolonge pas la période passée en barrique. La vieillissement se fait sous verre.

PAUL FABRA.

AUTOUR D'UN PLAT

LE POISSON PAS CHIC

par La Reynière

« E LLE avait été coiffée par un coiffeur du genre merlan », dit

quelque part Balzac, nous donnant ainsi une leçon d'argot. Eh oui ! il évoquait le temps des perruques poudrées, où les perruquiers étaient tout blancs de poudre comme le merlan prêt à frire l'est de farine !

Las ! du merlan, on n'en trouve plus que rarement au restaurant ; ce n'est pas un poisson chic ! D'ailleurs, regardez son nom savant : *merlangus vulgaris* ! Il y a « vulgaire » là-dedans. Et c'est un gadid, cousin de la morue, qui plus est ! Alors, quoique très facile à digérer (mais, il est vrai, de mauvaise conservation : si vous l'achetez, choisissez-le très brillant, de taille moyenne et ferme sous le doigt !), de chair et de goût très fins, il est de bon ton de faire la petite bouche devant ce « merle de la mer », selon l'expression de Grimod de La Reynière. Et lorsqu'on le trouve sur les cartes, c'est en filets, bien entendu.

Alors que le merlan, de toute éternité gourmande, semble avoir été créé pour la friture. A l'huile d'arachide. Oui, pour ce poisson délicat, l'huile d'arachide rigoureusement neutre vaut mieux que l'huile d'olive.

Les degrés caloriques de la friture sont connus : moyennement chaude (une feuille de persil jetée dedans la met au travail), ébauge (elle crêpe si la feuille est un peu humide), très ébauge (elle fume et frotte l'odorat). C'est dans l'huile très ébauge qu'il faut frire le poisson. Seulement plus l'huile est ébauge, plus vite il dore, et il ne faut pas qu'il dore trop, atteignant la couleur bronze signe de brûlé. Il faut donc l'y laisser le moins de temps possible, et voilà pourquoi votre fille est muette... pardon ! pourquoi si souvent votre merlan frit, au restaurant, est mal cuit, de chair encore trop rose autour de l'arête.

En vérité, il y a un truc que les chefs connaissent et que les marmitons veulent ignorer pour aller plus vite : il faut ciselet le poisson.

Une fois vidé, paré, à l'aide d'un couteau pointu, le long de l'arête dorsale, ciselez légèrement mais profondément, puis trempez dans le lait, puis farinez... Il paraît alors sur le carte sous le nom banal de merlan frit, plus précisément de merlan Colbert, amusant de merlan en colère, voire, fantaisiste, de merlan en lotgnette.

Mais ce sera quasi le même délicieux merlan frit, entouré seulement de persil également frit (là encore, c'est rare le bon persil frit, friable, nullement gras, abondant comme un légume) et d'un citron. Indispensable.

Je connais quelques adresses parisiennes où ce merlan frit, quo-

tidienement à la carte, est devenu pour moi plus qu'une attraction, un rendez-vous d'amis.

Il y a le merlan frit du *Fouquet's* (99, Champs-Élysées, Tél. : 47-23-70-60), qui est le clin d'œil canaille tout-parisien par excellence.

Il y a le merlan frit des copains traditionnalistes chez *Paul Chêne* (123, rue Lauriston (16^e), Tél. : 47-27-63-17).

Il y a le merlan frit sagement provincial de *Morès* (10, avenue de New-York (16^e), Tél. : 47-23-75-11).

Il y a enfin le merlan des barrières, présenté en hors-d'œuvre à tête de veau, et c'est aux *Deux Taureaux* (206, avenue Jean-Jaurès (19^e), Tél. : 46-07-39-31).

D'autres sans doute, que j'oublie, mais laissez-moi, pour mon bonheur et selon l'humeur du moment, me régaler de celles-là !

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

CHAMPAGNE Claude DUBOIS A la propriété LES ALMANACHS VENTEUIL 51200 EPERNAY. Tél. 26-58-48-37 Vin vieilli en foudre. Tarif sur demande.

MERCUREY A.D.C. Vente directe 12 bouteilles 1982 : 440 F TTC franco dom. TARIF SUR DEMANDE - Tél (03) 47-12-94 Louis Modrin, viticulteur, 71580 Mercuray.

GASTRONOMIE

Rive droite

la main à la pâte

AUX ROSES DE BLIDA

Sur commande spécialités pieds-noirs COCAS, MOUNAS, SOUBRESSADE, COUSCOUS, PAELLA, PASTILLA, TAGINE Restaurant le midi, vendredi et samedi soir 29, rue de Chazelles, 75017 PARIS 46-22-43-86

42-27-82-14 Dessirier 43-80-50-72 MAITRE-ECAILLER RESTAURATEUR 9, PLACE DU MARECHAL JUIN (ex place Fèreire) 17^e

Il y a des femmes qui vous servent à dîner jusqu'à 3 heures du matin.

LE BAYERN La grande brasserie bavaroise de Paris avec orchestre harmonique pour les 1000, Salles de 10 à 100 personnes. Place de Châtelet. Réservez : 42-33-43-44 LA CHAMPAGNE La grande brasserie de la nuit. Vins de France et de l'étranger. 10 rue, place Châtelet. Paris. Réservez : 42-33-43-44 CHEZ HANSI La grande brasserie alsacienne. 3, place du Palais National. Paris. Face à la Tour Montparnasse. Réservez : 42-33-43-44

BARYNIA Restaurant Russe Ambiance Slava avec musiciens 8, rue Gomboust, 75001 Paris 296-39-72

Environs de Paris

LE CHALET des ILES AU BOIS de BOULOGNE 124 rue de la Vallée Le charme d'un cadre de verdure UNE BONNE TABLE A DES PRIX RAISONNABLES DEJEUNERS ET DINERS TOUTS LES JOURS Réservation 42.88.04.63

Semaine gourmande

LA TABLE D'ANVERS

C'est été mon meilleur repas depuis longtemps ! Alors que des toqués parvenus réclament une marque déposée pour leurs invraisemblables recettes, toujours les mêmes, voici un jeune cuisinier qui n'extrapole point dans le génie, mais se contente d'utiliser les ressources inépuisables de la table, des légumes par exemple. On croit rêver à découvrir, dans ses entrées, une simple salade de pommes de terre marquées à la feuille de chou (28 F).

de voir les moules accompagnées de câlier et fenouil croquants (44 F), de garder longtemps en bouche la galette d'ail rôtie escortant une terrine d'agneau (42 F). Et encore, au fil de la carte, l'embeurrée de chou au lard avec le gâteau de morue (58 F), l'escalope de saumon avec du câlier revêtu à la coriandre (66 F), le pied de porc avec sa poêlée de navets à la moutarde (58 F), le rognon de veau aux lentilles vertes (68 F). J'en passe, tout cela en quantité honnête et d'une justesse de cuisson, de ton, infiniment plaisante. Le nom de ce jeune homme ? Christian Conticini. Tandis qu'arrivés au chapitre des desserts vous régalez d'un gratin de poire à la chiorée éblouissant (28 F) signé Philippe Conticini (le frère). Et tous deux avec le « papa » Roger Conticini, que nous connaissons rue Pierre-Leroux, dans le septième arrondissement.

Ils viennent de reprendre l'ancien « Aux Ducs de Bourgogne » créé en 1927 par Francis Bréghère. Un restaurant cher à Courteline, qui, selon le mot de Clément Vautel, jouait ici « à la menthe avec La Brige ». Oui, tout ici est appétissant, accueilli de Catherine, l'hôtesse, compris. Mais le cadre

ultra-moderne pourra choquer certains ! L'en suis ! On se croirait chez Buren-colonnades II, et c'est peut-être dommage. La cave est encore hésitante, avec de grandes bouteilles coûteuses et du bordeaux rouge en pichet (58 F), et un listrac 1975 à 95 F. Mais, vraiment, cette Table d'Anvers me semble un très bon endroit !

► LA TABLE D'ANVERS, 2, place d'Anvers (9^e). Tél. 48-78-35-21, t.l.j., parking en face.

LE CLUB DE LA FOURCHETTE

Le restaurant Delmonico est, on le savait, un des bons restaurants de l'avenue de l'Opéra (pour ne pas dire le seul). Mais voici qu'il ressuscite une création de l'immédiat après-guerre : le Club de la Fourchette.

En vérité, ce n'est point là un cercle très fermé, mais un club dont deux membres « perrains » permettent aux hommes d'affaires, et aux autres, de bénéficier ici d'un accueil charmant de Christine, gentille hôtesse, et de profiter des repas « club » étudiés par l'excellent chef Cl. Simon et avec l'aval de M^{me} Ginette Methiot, secrétaire

général du club. Cette carte propose donc un choix entre quatre entrées, puis entre trois poissons, puis entre trois viandes, avant le plateau de fromages et les desserts. Apéritif, choix de vins (dont un muscadet honorable et un excellent côte-de-bourg, Château du Tuilière, avant le café... Prix net : 250 F. Ce qui représente un bel effort en même temps que, pour la puissance invitante, une sécurité.

Mon déjeuner-test comporta une salade de petites sardines fraîches au cumin (mon voisin se laisse tenter par le foie gras frais de canard et me voisine par un feuillet de légumes nouveaux aux herbes fraîches (le ligne !), puis nous avons apprécié le suprême de sandre aux coeurs d'artichaut event, les uns, le pigeonneau en casserole à la feuille de chou et l'autre un errière de lapereau soubisé. Bon choix de desserts. Oui, on peut saluer cette initiative : le Club de la Fourchette aura des adhérents bien vite ! ► CLUB DE LA FOURCHETTE (DELMONICO), 39, avenue de l'Opéra (2^e). Tél. : 42-61-44-26. Fermé le dimanche.

L. R.

suggestions quotidiennes

Déjeuner et Dîner

195 F

service compris

LE SALLAMBIER

Restaurant de l'Hôtel BALZAC **** Luxe o. rue Balzac, PARIS VIII 45.61.97.22

Dans le caser

(PUBLICITÉ)

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

Auvergnates

ARTOIS ISIDORE ROUZEYROL, 13, r. d'Artois, 8, 42-25-01-10. F/sam.-dim.

Bourguignonnes

CHEZ PIERROT, 18, rue E.-Marcel, 45-48-49/17-61. F. sam., dim. Cuisine bourgeoise.

Bretonnes

TV COZ, 35, r. St-Georges, 48-78-42-95. F/dim., lundi. POISSONS, COQUILLAGES, CRUSTACÉS.

Françaises Traditionnelles

RELAIS BELMAN, 37, r. François-I^{er}, 47-23-54-42, jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant. F. samedi, dimanche.

A la vraie bonne table

F. mardi, 11, r. Houdon, 18, 46-06-55-49. Spéc. steak au poivre. Menu 58-68 F et carte.

Lyonnaises

LA FOUX, 2, rue Clément (6^e). F. dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux.

Sarladaises

LE SARLADAIS, 2, r. de Vienne, 8, 45-22-23-62. Cassoulet 78 F. Confit 78 F.

Service traiteur

MAHARAJAH, 72, bd St-Germain, 5, 43-54-26-07. Spéc. indiennes-pakistanaïses.

Sud-Ouest

LE PICHET, 174, r. Ordener, 46-27-85-28. F. dim. Grillade. Poisson. P.M.R. 130 F.

Le repaire de cartouche

47-00-25-86, 8, boulevard des Filles-du-Calvaire (11^e). F. sam. midi, dim.

Fruits de mer et poissons

TOUR DE LYON, 1, rue de Lyon (12^e). Face à la gare, 43-43-88-30. Poissons, grillades. Bain d'huîtres réfrigéré.

La bonne table

45-39-74-91 F. sam. dim. 42, r. Fiant. PARKING. Spéc. POISSONS.

Bresiliennes

GUY, 6, rue Mabillon, 6, 43-54-87-61.

Athica

ATHICA, 71, rue Saint-Martin, 9. Rés. 48-87-73-57. Recommandé par Galt et Millau. Ambiance assurée par 4 musiciens tous les soirs. Accueil jusqu'à 2 h.

Danoises et scandinaves

142, ex. des Champs-Élysées, 43-59-28-41. COPENHAGUE, 1^{er} étage. FLORA DANICA et son agréable jardin.

Espagnoles

EL PICADOR, 80, bd Batignolles, 43-87-28-87. F/lundi-mardi. Env. 145 F.

Ethiopiennes

ENTOTO, 45-87-08-31. F/dim. 143, r. L.-M.-Nordman, 13^e. Dorowot, Beyanetou av. l'Indjara.

Indiennes-pakistanaïses

MAHARAJAH, 72, bd St-Germain, 43-54-26-07. T.L.J. M^{re} Maubert. PRIX KALI 84 : meilleur curry de Paris. « Grill d'Or 86 » de la gastronomie indienne.

Islam-abad

ISLAM-ABAD, 11, r. Houdon, 18, 42-57-76-76. T.L.J. TANDORI CURRY.

Italiennes

L'APPENNINO, 61, rue Amiral-Mouchet, 19, 45-89-08-15. F/dim., lundi. EMILIE ROMAGNE.

Il bardne

IL BARDNE, 5, r. Léop.-Robert, 14, 43-20-47-14. Le Montparnassien de qualité.

Marocaines

M^{re} AÏSSA, 5, rue St-Beuve, 45-48-07-22. M^{re} AÏSSA, 20 h à 08 h 15. F/dim. et lun. COUSCOUS, PASTILLA, TAGINES. Cuisine marocaine de PÈS par ZORRA MERNISSI. Rés. à part. 17 h. Carte bleue.

Portugaises

SAUDADE, 34, rue des Bourbonnais, 1^{er} (Châtelet), 42-36-70-71. Serv. j. 23 h. F. dim. Spécialités portugaises. PRIX MARCO POLO CASANOVA 84.

Vietnamiennes

NEM, 66, 66, rue Lauriston (16^e), 47-27-74-52. F. sam. soir et dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades.

Salons pour déjeuners d'affaires et banquets

ALSACE A PARIS 43-26-89-36. Salons de 10 à 60 couverts. Tous les jours, 9, place Saint-André-des-Arts (9^e).

Ouvrez après-midi

GUY, 6, rue Mabillon, 6, 43-54-87-61 CUISINE ET ATMOSPHERE BRÉSILIENNES



Supplément Radio-Télévision : le regard du Monde pour choisir.

Le Monde
Radio-Télévision
COMMUNICATION



Le Monde Radio-Télévision est un supplément de 32 pages en demi-format encarté dans votre quotidien. Plus pratique, plus maniable, plus facile à conserver.

Tous les programmes de la semaine - la télé et la radio - complets, clairs et détaillés. La vidéo : Une rubrique télématique. Et l'actualité des médias en France et à l'étranger.

Pas de commentaires inutiles, mais des enquêtes et des reportages de toute la rédaction du Monde sur les principales émissions. Pour que vous puissiez tirer le meilleur parti de vos loisirs audio-visuels.

Au sommaire du prochain supplément :
• Jean-Luc Godard • L'affaire Dominici • Pierre Tchernia • Le festival Django Reinhardt • La chronique de Bruno Frappat.

Le Monde

A paraître avec le prochain numéro dans

culture

La mort de Coluche

Coluche s'est tué dans un accident, le 19 juin dans l'après-midi, sur une route départementale, près de Valbonne (Alpes-Maritimes). Il était âgé de quarante et un ans. Coluche se promenait avec des amis à moto et a percuté de plein fouet un camion de 38 tonnes. Son

casque ne pouvait pas le protéger d'un choc aussi violent. Il est sans doute mort sur le coup, avant l'arrivée des premiers secours. Son corps a été transporté à Grasse, avant d'être ramené à Paris, où seront célébrées ses obsèques.

Un saltimbanque de la dérision

Sur un gros jouet méchant, rêve d'enfant réalisé, sur sa moto de 1100 cm³, il s'est envolé au soleil, à 5 heures de l'après-midi. Coluche est mort et la France en état de choc ne sait pas qui elle pleure. Un clown iconoclaste ou un saint laïque, celui qui fit de la charité un grand spectacle ou d'« enfiévrer » un mot d'amour.

Aussitôt la nouvelle connue, les grandes arques médiatiques se sont déchaînées, an un ragam imparturbable, qui l'aurait bien fait mourir. Le leader de la dérision, le candidat à la présidence de la République au nez rouge, le champion dudu de l'irrespect, statufié dans l'instant par un panthéon de notables pétrifiés, allant jusqu'à inspirer à François Mitterrand une lapidation historique. « C'était un amoureux de la vie, il vient de la perdre », ce n'est plus un paradoxe, c'est un événement.

Pour Coluche, « la méchanceté et la grossièreté étaient les armes de la simplicité », des armes meurtrières qu'il lançait dans toutes les directions, en bon anar mal distant, loupant parfois sa cible, mais tapant le plus souvent juste. Et fort. Avec un talent ravageur, un sens de la caricature fulgurant, le Daumier de la médiocratie incarnait les piteux familiers, les beaufs calamiteux, les voisins de palier, il entonnait le grand air de la bêtise, et le public, ravi, reprenait en chœur. Causant gros comme un zonard scotto, libérant du même coup le langage, il fusillait les politiciens de tous bords, les anciens combattants, les Belges, il faisait rire de ce qui n'est pas drôle. Cavanha, lucide, s'efforçait : « Et voilà que tu te dis, merde, mais ce monsieur à bretelles, c'est peut-être moi ! ».

Eh oui, nous renvoyant dans la figure un reflet effrayant et authentique de nos vices ordinaires, ce monsieur à bretelles, c'était bien nous. Il refusait pourtant ce rôle de justicier ambigu, et affirmait, faussement candide, la prééminence de la forme sur le fond : « J'ai tout de même fait rire davantage en me grattant les couilles qu'en lançant des plaisanteries fines. »

D'accord, on ne va pas lui faire l'injure de l'accuser de finesse. Mal dit, mettant parfois les doigts dans le nez de ses notoriétés, insultant quelque fois par-ci, quelques journalistes par-là, il effritait de temps en temps par quelques excès son formidable capital de sympathie. Jusqu'au jour où, affirmant bien haut son statut d'« ancien pauvre », Coluche, sans cesser d'être un saltimbanque décapant, se mit à faire le bien. Et, comme Daniel Balavoine, également en voie de canonisation populaire pour les mêmes raisons humanitaires, il abusa d'un coup de dés de générosité sincère tout un passé de provocation militante. Après sa participation au disque enregistré au bénéfice de l'Ethiopie et sa triomphale campagne des Restos du cœur, il devenait soudain pour une France enchantée de soulager à si bon compte sa navrante conscience de repousser le fils turbulent de l'abbé Pierre et de même Térésa.

Sa gentillesse solidaire de toutes les misères ? Très joliment, il refusait le terme : « Pas solidaire, originaire. »

Coluche ? Un mec qui jouait du violon avec des gants de boxe. Forcément, c'était tendre. Et grinçant.

DANIELE HEYMANN.

Histoires et aphorismes coluchiens

- Pour tous, tous poutis.
- Mas bien chers pauvres, sarréz-vous encara sept ans la ceinture.
- Chez un homme politique, les études c'est quatre ans de droit, puis toute une vie de travers.
- Y'a des gens qui ont des enfants parce qu'ils n'ont pas les moyens de s'offrir un chien.
- La guerre ne vaut pas la publicité qui en est faite chaque année avec le défilé des anciens combattants.
- La temps que passent les sportifs à courir, ils le passent pas à demander pourquoi ils courent.
- La France était plée en deux, je veux la faire plier en quatre.
- Dans la vie, y'a pas que le cul, y'a aussi la bite et les couilles.
- C'est un gars qui se promène au bord d'un ruisseau. Il entend un mec qui se noie crier : « Help ! Help ! » « Au lieu d'apprendre l'anglais, vous z'auriez mieux fait d'apprendre à nager », qu'y lui dit.
- Les hommes politiques, je connais leur métier. Je fais le même. Ils font des meetings, comme moi je fais des galas. Et, dans leurs discours, il n'y a jamais que trois phrases à tirer : celles qu'on entendra à la télé.
- Un pays neutre, c'est un pays qui ne vend pas d'armes à un pays en guerre, sauf si y'a le comptant.
- J'ai fait, comme on m'a demandé, deux enfants virgule six ; l'un si ou trois, j'ai pas trouvé la virgule.
- Quand y'a des gens pour et des gens contre, c'est qu'il y a un problème.
- Faut pas croire : en comptant tous les dieux, demi-dieux, quarts de dieux, etc., il y a déjà eu soixante-dix millions de dieux depuis les débuts de l'humanité ! Alors, les mecs qui pensent que le leur est le seul bon... ça craint un max !
- Étudiants immigrés : désolés, pour apprendre la française en France, il faudra savoir parler français !

Les réactions

- M. Jacques Chirac : « J'apprends avec tristesse et émotion le décès accidentel de Coluche. Cet artiste dont toute la carrière témoigne d'une grande verve comique et satirique indiscutable avait su mettre sa notoriété au service de causes généreuses. »
- M. François Léotard : « La nouvelle est venue, au cœur des conversations, comme une mauvaise histoire mal racontée. Celui qui dérangeait n'est plus. Celui qui voulait oïmer n'aurait pas aimé les oraisons funèbres. Il s'en moquait. Elles foissaient derrière elles le goût amer d'un vide. »
- M. Jacques Chaban-Delmas : « J'avais été très impressionné par Coluche. Il m'avait raconté sa vie, les difficultés les plus extrêmes qu'il avait rencontrées avant de devenir le Coluche que nous connaissons tous et il n'avait rien oublié de sa misère et de la misère des autres. Cet homme-là ne pouvait pas supporter la misère. Il ne se faisait pas de publicité. Il apportait, lui, la publicité, et cela servait de la misère noire des gens. Et ça, c'était vraiment Coluche. C'était un homme bon que les malheurs n'avaient pas aigri mais éduqué. »
- M. Jack Lang : « Coluche était l'inventeur d'une nouvelle dra-
- Georges Marchais : « La mort de Coluche ne peut laisser les Français indifférents. Dans ces dernières années, il a imprimé sa marque à la création humoristique par sa verve populaire. Il savait aussi se moquer de lui, même de lui. Tout le monde regrette sa présence toujours originale dans la vie du pays. »
- M. Harlem Désir : « Tous les pots sont aujourd'hui orphelins. Un des leurs vient de les quitter, et c'est injuste. Présent dès la première heure aux côtés de SOS-Racisme, il avait accepté à chaque fois de donner ce surplus d'humour et de vie à notre cause commune. De SOS aux Restos du cœur, il avait redonné espoir aux pauvres, aux basés, aux « enfiévrés », comme il disait. »
- Thierry Le Luron : « Je suis un peu assommé. C'est pas un gag, c'est pas un sketch. C'est pour de bon qu'il est mort (...). Il était irremplaçable. Il a inventé le nouveau rire. Il o fait sauté tout un tas de tabous. »

Un journal intime de la France

A treize ans de distance, la même violence soudaine et un accident de la route rapproche étrangement les deux comiques les plus populaires que la France ait connus depuis la Libération : le premier (Fernand Raynaud) dans sa Rolls-Royce, heurtant une dévaloirie près de Clermont-Ferrand, le deuxième (Coluche) sur sa moto, percutant contre un camion. Tous les deux observaient les habitants de l'Hexagone.

De spectacle en spectacle, ils racontaient la vie des gens qui les écoutaient dans la salle. Ils croquaient à leur façon les vices, les défauts, les aspirations d'un peuple, d'une société. Et le public risait devant ses travers ainsi révélés, devant des personnages qui prénaient souvent, dans leur cocasserie, une vérité grinçante. Nés tous les deux dans une famille modeste — le père de Fernand Raynaud était employé chez Michelin, celui de Coluche peintre en bâtiment — ils ne vivaient que par ce regard qu'ils portaient sur les autres et les rires qu'ils recueillaient. Ils furent les deux seuls humoristes à égarer leur succès jusqu'à un disque : le premier fit vendre plusieurs centaines de milliers d'albums de *J'suis pas un imbécile, puisque je suis doué* ; Coluche dépassa le million d'exemplaires avec *Les Interdits*. Fernand Raynaud incarnait le Français provincial des années 50 et 60. Coluche respirait l'air des banlieues. L'un et l'autre écrivaient, chacun à sa manière, le journal intime d'une certaine France.

« J'ai copié tous ses tics »

Quand Coluche devient célèbre en parodiant le « Schmilblic », une émission télévisée de Guy Lux, Fernand Raynaud vient de mourir. Et la France provinciale qui était son univers s'est transformée profondément. Très vite, sous la direction du producteur-manager Paul Lederman, qui a aménagé un cafonc dans l'ancienne salle du restaurant Jour et Nuit, rue de Berri, Coluche apporte une nouvelle dimension au « Schmilblic » : l'irrespect, l'irrévérence, avec une provocation qui n'est jamais qu'une façon de remettre la réalité sur ses pieds.

« Mon aventure était rigolote, racontait volontiers Coluche. J'étais pauvre, j'avais pas de qualification, pas de diplôme, j'étais loin d'une quelconque réussite et puis, tout à coup, en peu de temps je tombe sur deux ou trois coups de bol : je deviens artiste, je rencontre Romain Bouteille, puis Paul Lederman et Claude Martinez, et je me retrouve multimillionnaire. »

Coluche, bien sûr, schématisait quelque peu. A quatorze ans,

Michel Colucci travaille à la chaîne à l'usine. Il fait, plus tard, divers métiers, trône la misère et la débête avant de faire la manche dans les quartiers de Paris, de rencontrer Romain Bouteille au Café de la Gare en 1969 et de faire le comédien avec des débutants qui ont pour nom Mimi Mimi, Patrick Dewere, Gérard Depardieu, Henry Gynbet. Il apprend le métier en suivant une



théorie consistant à « copier carrément quelqu'un qui ne te ressemble pas. Par exemple, à une époque, j'ai vu plusieurs fois de suite tous les films d'Elizabeth Taylor, j'ai assimilé sa technique et j'ai copié tous ses tics ».

Coluche ne jouera pas. Il sera « nature ». Avec une inspiration puisée dans les petits détails du quotidien et une libre parole qui ne s'accommodait pas de la censure. Les habits de clown, la salopette rayée et le nez rouge viendront ensuite naturellement.

Après le Café de la Gare, c'est l'épisode du Vrai Chic parisien. Puis il fait cavalier seul, monologue, pense son spectacle de personnages multiples : le Français moyen avec son racisme ordinaire, le policier fruste qui peut donner des coups mais « n'a pas droit aux traces », le chanteur engagé prêt à interdire demain les autres, l'auto-stoppeur qui ne manque pas de culot. Coluche reprend des phrases entendues la veille dans la rue, comme celle

évoquant « les Portugais qui viennent bouffer le pain de nos Arabes ». Il donne à ses portraits une vérité profonde, crissante, et s'acquiert le public le plus large et le plus dissemblable qui soit.

Bobino, l'Olympia, l'Elysée-Montmartre affichent Coluche. Puis le Théâtre du Gymnase, où il se produit deux années de suite pour une recette de 17 millions de francs.

En 1981, le musio-hall lasse Coluche. Il souhaite partager son temps entre la Guadeloupe, où il a acheté une propriété et les studios de cinéma. En 1976, il avait déjà joué aux côtés de Louis de Funès dans *L'Aile et la Cuisse*, de Claude Zidi ; puis, il tient la vedette dans la *Vengeance du serpent à plumes* de Gérard Oury, dans *Tchao Pantin*, de Claude Berri (1984), pour lequel il remporte un César, le *Roi Dagobert* et *Le Fou de guerre*, de Dino Risì (1985). L'échec de la plupart de ses films le conduit à reprendre l'habit de clown à la radio, à Canal Plus, et pour un mariage de parodie avec Thierry Le Luron, en septembre dernier.

Il préparait activement sa rentrée au Zénith, qui était prévue le 23 septembre : il devait y rester deux mois. La location était couverte déjà à 30 %. Et il venait de terminer l'écriture de son spectacle. Comme d'habitude, il avait d'abord travaillé à Paris, avec un magnétophone dans la poche, et il avait noté ce qu'il avait vu et entendu dans la rue. Puis, à Grasse, où il séjournait depuis un mois et demi, il avait vidé son magnétophone sur un cahier. Il avait aussi écrit beaucoup de sketches. L'un de ceux-ci avait pour thème les hommes politiques : « Avant, ils avaient peur. Maintenant, ils vont avoir honte. » Un autre prenait pour cible Jean-Marie Le Pen. Un troisième mettait en scène un travesti.

« C'était un homme de cœur. Je l'aimais », a déclaré jeudi soir, au journal télévisé, un jeune homme d'origine africaine. Coluche avait participé au disque composé par Renaud, consacré à l'Ethiopie, et il avait lancé à travers la France, au début de l'hiver 1985, l'opération « Les Restaurants du cœur », servant ainsi plus de deux millions de repas.

Passionné de moto depuis vingt ans, il avait réussi, il y a un an, à devenir le recordman du kilomètre lancé. Jeudi soir, au quartier des Halles, où Coluche avait ses habitudes, il régnait parmi ses amis un chagrin retenu à grand peine. La pudeur était de règle. On gardait l'émotion pour soi ou on s'enfermait dans le silence.

CLAUDE FLEOUTER.

Anarchie et sarcasmes

La libre démarche de Coluche, son fond d'anarchie et son acuité sarcastique, l'ont conduit à être candidat à l'élection présidentielle de 1981, avec comme programme :

L'amendement Colucci

l'extrême, nu sur la scène du Gymnase, un truc en plume à l'arrière et une énorme faveur sur l'avant. « La fête est triste », soupirent Bodos. e Personne n'est à l'abri d'une connerie et que ça marche, remarquait-il en déco. Ça a pris de l'ampleur. Vive l'ampleur !

Depuis par le dégonflement soudain du phénomène, c'est-à-dire par l'usure de la plaisanterie, Coluche avait dépité ceux qui le prenaient au sérieux, quelques-uns parmi ces minorités — « pédés, nègres, vieux qui ont une retraite de merde, chômeurs, crasseux, chevelus » — qu'il invitait à s'exprimer par sa voix. C'est que le candidat était moins

drôle que le saltimbanque et qu'il n'était pas encore — du moins cela ne s'exprimait-il pas — aussi amoureux des autres qu'il l'est devenu.

La suite nous a comblé. Détesté par les politiques inquiets — « une injure pour la France », disait-on à droite comme à gauche en 1980, — qui lui rendaient ce dont il les accablait, il s'est débarrassé au fil des années du magma d'embûches qu'il engluait malgré son refus répété des soutiens corporatistes aux rejets poujadistes.

Coluche a décollé. Il faut bien choisir, et le dire. De Giscard et Mitterrand, le candidat de gauche était le moins « assésé » (Interview au Monde du 1^{er} octobre 1984) : Triste

Le coup de cœur des Restaurants du cœur

« Que fait un Ethiopien quand il trouve un petit pois ? Il ouvre un supermarché. » Cynique, l'humour de Coluche n'était tolérable que parce qu'il savait déployer à côté un trésor de générosité. Les Restaurants du cœur en sont un exemple. Ouverts le 21 décembre dernier, ils ont distribué jusqu'à 60 000 repas par jour dans cinq cents restaurants pendant trois mois. Cette idée, lancée par un pupille de la nation, n'a pourtant pas eu tout de suite le succès escompté : 15 000 repas quotidiens au début, on était loin des 200 000 annoncés.

Certes, le ministre de l'Agriculture, M. Henri Nallet, devait offrir des surplus agricoles. Un syndicat breton avait même promis des œufs par trains entiers, une compagnie aérienne des plateaux-repas... Mais il manquait l'élément, l'intérêt du public. Les élèves de l'Ecole supérieure de commerce de Paris avaient

pris en charge la gestion de l'opération ainsi que la publicité. Mais l'aide aux « nouveaux pauvres », personne n'y croyait vraiment.

Et puis il y a eu le défilé. Cette émission sur TF 1, le dimanche 26 janvier, qui s'est poursuivie au-delà de l'horaire prévu, pendant plus de quatre heures. Michel Rocard et Dominique Baudis, Alain Juppé et Lionel Jospin, Bernard Stasi, Jean Anroux et Henri Nallet se sont retrouvés sur le plateau. Valéry Giscard d'Estaing et Gaston Defferre sont intervenus (*le Monde*, du 28 janvier 1986). C'était quelques semaines avant les élections. Le succès ne s'est pas fait attendre.

L'opération Restaurants du cœur a recolté 20 millions de francs dans les jours qui ont suivi. Seul Coluche pouvait obtenir un tel succès : cette action, qui devait être renouvelée l'hiver prochain, survivra-t-elle à son créateur ?

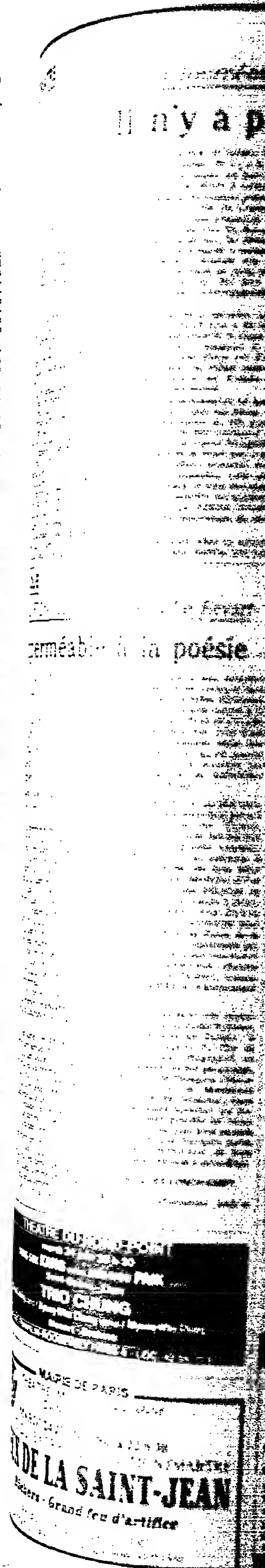
ans de droite, ça nous avait gonflé. Choisir jusqu'à affirmer, sous les silflets du public au « Jeu de la vérité » (TF1) : « Je pense qu'on aura du mal à trouver un meilleur président que François Mitterrand. » Choisir, jusqu'au bout de la démarche, en participant, au rang des invités, à la dernière réunion publique du président de la République pendant la campagne des élections législatives, le 7 février à Lille.

Choisir, après avoir entraîné toute la classe politique, ou presque, à s'impliquer dans son vrai choix à lui, l'opération des Restaurants du cœur. Coluche voulait persuader les dirigeants de parti et le gouvernement de favoriser, par un amendement au projet de loi de finances, les dons aux organisations humanitaires. Ils étaient tous à peu près d'accord. Au fait, où est passé l'amendement Colucci ?

J.-Y. L.

le théâtre de l'HALENE présente
JEANNE CÉLIA NUIT
de Françoise Mallet-Joris
mise en scène : Daniel Trubert
DU 18 AU 28 JUIN - à 21h
fondation de la culture de la langue
37, bd Jourdan 75014 Paris 45 84 40 46
métro cité universitaire

BLATAS ET
L'ÉCOLE DE PARIS
AU MUSÉE BOURDELLE
16, rue Antoine-Bourdelle
9P Montparnasse
L.J. sauf lundi de 10h à 17h 40
du 22 mai au 28 septembre



مركز الامن لاصول

THÉÂTRE

Les Journées du Conservatoire Il n'y a plus d'enfants

Les progrès de l'enseignement, et le grand art de mise en scène de professeurs comme Mesguich ou Desarthe, forment des acteurs accomplis dès les premières années d'école.

La salle de la rue du Conservatoire, dans laquelle ont lieu d'habitude les Journées de fin d'année, va être rénovée. Aussi les élèves présentent-ils ce mois de juin leurs travaux dans la salle du Théâtre de l'Athénée.

Cela change beaucoup la physiologie de ces Journées. La rue du Conservatoire, c'est l'école, son climat, ses libertés familiales, sa fièvre *in vitro*, et en particulier la salle et sa scène, avec leur air de faux Pompei Second Empire et leurs installations un peu élémentaires, c'est tout une manière d'être qui à la longue s'est associée étroitement à la perception même des performances des élèves, de leur jeu, de leurs inquiétudes, de leur spontanéité.

Le Théâtre de l'Athénée, c'est un passé professionnel, des grandes mémoires, des gloires, c'est Louis Jouvet, voûté, souffrant, disant avec

géné, « passe pour le ruban » dans l'Ecole des femmes. Et il y a là une installation technique, un fiasco des lieux, qui transcendent le caractère de fraîcheur et de relative précarité de ce que sont, rue du Conservatoire, sur place, ces prestations des élèves en fin d'exercice. Et, depuis le début du mois de mai, les élèves — et ils ont eu bien raison — occupent ce Théâtre de l'Athénée afin d'y mettre leur spectacle au point, pour ce qui est surtout des jeux de lumière et de l'accompagnement sonore.

Le sommet de la première journée, le mercredi 18 juin, a été sans doute la présentation de la classe de Daniel Mesguich. Mesguich et ses élèves ont anciens élèves ont d'ailleurs joué dans ce même théâtre, l'année dernière, un *Roméo et Juliette* de toute beauté.

Bien sûr, la personnalité, les dons, le talent et le labeur des élèves ne sont pas discernables du très grand art particulier de leur professeur et metteur en scène Daniel Mesguich, car Mesguich ne se refait pas. Il est à lui seul un théâtre accompli, tout de suite reconnaissable, toute une poésie de l'espace, vivante, nerveuse, une splendeur sensible des lumières, une musique du rythme, brisée, haletante, une intervention du rêve et du réel.

Mais c'est aussi, chez les acteurs de Mesguich, une maîtrise très rare

des secrets organiques des textes. Et les élèves de sa classe disposent déjà de cette maîtrise, de cette intelligence et de cette sensibilité. Ils ont donc joué Claudel, Shakespeare, Tchekhov, Goldoni, Mynona, on peut dire à la perfection, inventant des horizons neufs et justes. Tous ces élèves sont remarquables. Thierry Fremont, Cecilia Hornus, Anne-Cécile Salomon, Azize Kabouche, Abbas Zabmani, Pascale Simeon, Emile Abossolo Mbo, Valérie Vingt, Alison Hornus, Marie Matheron, Etienne Lefoulon, Fabienne Tricotet, Gérard Grobman, Laurent Arnal.

Dans un style plus violent, plus heurté, mais tout aussi intelligent et beau, nous avons retrouvé le même accomplissement chez les élèves de Gérard Desarthe, dont c'était pourtant en 1985-1986 la première année d'enseignement au Conservatoire. Ses élèves ont joué Beckett, Botho Strauss, Albee, Horowitz. Ils ont nom Vincent Garanger, Jean-Pierre Lorit, Etienne Oumedykane, Sylvia Bergé, Audrey Lazini, Anne Le Ny, Olivier Crueville, Elisabeth Vitali, Aladin Reibel.

En comparaison des élèves de Mesguich et de Desarthe, qui, somme toute, jouaient en acteurs accomplis des œuvres mises en scène avec une imagination créatrice de très haute volée, les élèves de Michel Bouquet et de Pierre Vial se

sont manifestés d'une façon plus traditionnelle : c'étaient des étudiants du Conservatoire qui, un par un, présentaient des scènes, « sans rien dans les manches », c'est-à-dire sans s'inscrire, se fonder, dans une grande mise en scène.

Et là, il est apparu que les élèves du Conservatoire national atteignent aujourd'hui, tous on peut dire, dès la première ou la seconde année, une sûreté de jeu, une virtuosité technique, qui n'existaient pas naguère dans cette maison. Il n'y a plus d'enfants au Conservatoire. Ce qui manque, dès lors, c'est la force d'un art vraiment personnel, c'est ce phénomène inanalysable de la « présence », c'est cette part d'âme qui permet d'exprimer le mystère entier, ou du moins toute une part du mystère, des œuvres des grands dramaturges. Et là, certains élèves, à virtuosité ou technique égales, apparaissent comme ayant plus de « présence » que d'autres, plus d'inspiration ou d'invention. Tel, en premier lieu, Marc François, élève de Pierre Vial, aussi étonnant dans Sophocle que dans Tennessee Williams ou Saunders. Tel aussi Christophe Brault, Jean-Damien Barbin, Franck Lapersonne, Antoine Basler, Corinne Darmon.

MICHEL COURNOT.

COMMUNICATION

Radios locales privées

Le Far-West parisien

A nouveau le western ! Les hors-la-loi et les squatters, les aventuriers, les tricheurs. En cette fin de printemps, la bande FM parisienne connaît une intense poussée de fièvre. Brouillages, plaintes, saisies, lancement de nouvelles stations... sans autorisation. Le shérif — la Haute Autorité — a jeté son étoile en renonçant à se prononcer sur les renouvellements d'autorisations. La seule loi qui demeure est celle des plus forts.

Ils sont trois dont les voix sont connues des auditeurs de la FM depuis plus de cinq ans. Trois amateurs de Radio Ici et Maintenant qui, depuis le 7 juin, poursuivent une grève de la faim pour défendre leur radio, protester contre le brouillage de leur antenne par de puissants voisins et provoquer « la réaction d'une Haute Autorité somnolente ».

Trois pionniers qui ont le sentiment d'avoir été trompés et de payer éhément le légalisme qui les a poussés à signer le contrat aux termes duquel TDF prenait en charge leur diffusion. La loi exigeait que ce fut le cas pour toutes les radios désirant émettre au-delà de 500 watts. Seules, cinq radios s'y sont soumises et il n'en est pas une seule qui n'ait eu de problèmes de diffusion et de brouillages fréquents sur ses émissions. « L'injustice est flagrante », déclare M. Didier de Plaigne, fondateur d'Ici et Maintenant, non seulement entre toutes les radios FM mais surtout entre les clients de TDF : Europe et RTL diffusées sur Paris, se voient octroyer une puissance de 10 kW... Pourquoi devrions-nous nous contenter de 3 kW qui nous rendent inaudibles ? » Et d'exiger « l'égalité de traitement » avec les autres radios. Mais qui osera demander d'une augmentation de leur puissance et reconnaître qu'avec 3 kW, Radio Ici et Maintenant, comme Radio-Notre-Dame, comme Nova, n'aurait jamais la moindre chance d'être entendues comme leurs concurrentes ?

D'ailleurs, comment parler de concurrentes quand les contrôles opérés par TDF font état d'une situation inégalitaire des puissances, le record de NRJ (130 kW) venant d'être battu par Kiss FM (150 kW) ! Pour se défendre, les radios les plus faibles n'ont plus qu'une arme : la saisie en justice. Encore le procédé se révèle-t-il souvent long, coûteux et dépourvu d'efficacité. Ainsi, condamnée en février dernier à cesser ses émissions jugées perturbatrices pour une autre radio, Kiss FM — non autorisée — a-t-elle préféré payer l'astreinte de 800 F par jour de retard. Le montant de ses recettes publicitaires quotidiennes justifiaient largement ce choix. La hausse de l'astreinte, portée à 5 000 F, vient seulement de le remettre en cause. Kiss décide de faire appel : « Aucune radio parisienne n'a aujourd'hui d'existence légale. Aucune ne peut donc se prévaloir d'une légitimité supérieure », dit un responsable.

Dresser un tableau de la FM parisienne ? Vous n'y pensez pas, s'exclame un ingénieur de TDF. Tout change d'un quart d'heure à l'autre : le nombre de radios, leur site d'émission, leur puissance, leur fréquence, leur objet, voire leur nom ! Le nombre ? Une quarantaine d'avoir été trompés et de payer éhément le légalisme qui les a poussés à signer le contrat aux termes duquel TDF prenait en charge leur diffusion. La loi exigeait que ce fut le cas pour toutes les radios désirant émettre au-delà de 500 watts. Seules, cinq radios s'y sont soumises et il n'en est pas une seule qui n'ait eu de problèmes de diffusion et de brouillages fréquents sur ses émissions. « L'injustice est flagrante », déclare M. Didier de Plaigne, fondateur d'Ici et Maintenant, non seulement entre toutes les radios FM mais surtout entre les clients de TDF : Europe et RTL diffusées sur Paris, se voient octroyer une puissance de 10 kW... Pourquoi devrions-nous nous contenter de 3 kW qui nous rendent inaudibles ? » Et d'exiger « l'égalité de traitement » avec les autres radios. Mais qui osera demander d'une augmentation de leur puissance et reconnaître qu'avec 3 kW, Radio Ici et Maintenant, comme Radio-Notre-Dame, comme Nova, n'aurait jamais la moindre chance d'être entendues comme leurs concurrentes ?

Savait-on, par exemple, que la Voix de l'Amérique (VOA Europe), financée par le gouvernement américain, a trouvé sur KLOW un support idéal et diffuse ses programmes vingt-quatre heures sur vingt-quatre par satellite en direct de Washington, sur 94,8 MHz ? Savait-on que Ca bout dans ma tête, la radio de SOS-Racisme animée par des femmes, louait depuis peu la fréquence de Libération (92,8) grâce au financement, parti de Pierre Bergé, président-directeur général de la société Yves Saint-Laurent ? Savait-on, enfin, que trois nouvelles radios de format « musique et sport » viennent de faire leur apparition à quelques semaines d'intervalle ? Top 101 (ex-Poste parisien), Top Topic (ex-Fréquence 94) et Electric FM (ex-Radio-Corsaire), conçue par Jean-Pierre d'Amico, le créateur de NRJ, et financée par d'importants investisseurs, en son premier chef le groupe Bouygues ? Radio-Orient prospère. Radio des musulmans de France a été saisie ; Skyrock vient de signer avec la DGT (Direction générale des télécommunications) un contrat de location du satellite pour développer un réseau, tandis que France-Musique subit un brouillage déolant. Les dispositions annoncées par le secrétaire d'Etat à la culture et à la communication (le Monde du 11 juin) semblent faire preuve de réalisme. Reste à organiser la période intermédiaire. Même au Far-West, l'attentisme peut s'avérer dangereux.

ANNICK COJEAN.

MUSIQUE

« La Flûte enchantée », salle Favart

Imperméable à la poésie

Après une Salammbô inutile au palais Garnier, une médiocre Flûte enchantée salle Favart. Pas de chance au moment où l'on annonce une augmentation du prix des places de 20 % pour la rentrée.

Lors de la première de la Flûte, mardi, le public avait violemment contesté la mise en scène de Marcel Bluwal et la direction, jugée trop lente, du grand chef russe Guennadi Rojdestvenski. Ce dernier, soudainement « souffrant », a été remplacé jeudi soir par Jack Kasprzyk, qui ne devait lui succéder qu'en juillet. Cela ne suffit pas à sauver le spectacle, bien au contraire. Si le chef polonais ne peut guère être incriminé après une prise de pouvoir aussi rapide, l'orchestre a paru rarement aussi prosaïque de sonorité et de phrasé, imperméable à la poésie et au mystère, inconsistant. Les chœurs eux-mêmes manquent de conviction et d'assurance, surtout les femmes.

La mise en scène très dépouillée est presque dépourvue d'éléments scéniques, dans des décors d'Hubert Monloup, sinistres au premier acte, entre deux parois rocheuses abruptes qui conviendraient fort bien au deuxième acte de la Walkyrie. Dans la seconde partie descendant du ciel de curieux tubes mettant en bouteilles une forêt pétrifiée.

On n'est guère pris par l'histoire maçonnique que voudrait nous raconter Bluwal, en dépit de quelques belles visions, comme celle du triangle formé brusquement par les adeptes d'Osiris pour exclure

Pamina, ou celle des hommes d'armes dont on ne distingue dans l'obscurité que les épées lumineuses et les heaumes brillants comme le fil d'un rasoir. Les prêtres en chasuble jaune ont le crâne rasé, celui d'une cordelette, de quelque secte hindouiste. Signalons qu'on pourrait contempler pour la première fois quatre Papagens, en diaboliques rouges, au lieu d'une.

La distribution, un peu plus satisfaisante, ne prête cependant guère à rêver ou à s'émouvoir. Thomas Moser et Cheryl Suder ont des voix vigoureuses, de grande ampleur, mais on les identifie rarement à Tamino et Pamina, ces deux héros fragiles malgré leur héroïsme, et l'on guette vainement des inflexions de charme et de grâce. Louise Lebrun, débutant, elle aussi, avec dix-huit jours d'avance, est excusable pour quelques écarts de sa Reine de la nuit, dont elle n'a certainement pas le format. Et les voix des trois dames (Jocelyne Chamonin, Hanna Sebaer, Jocelyne Taillon), honorables en elles-mêmes, s'harmonisent difficilement.

Restent un Sarastro très impressionnant et colossal, Jaako Rybancen, qui sera peut-être un Talvaka ; le bonhomme Papageno du film de Bergman, Hakan Hagegard, en pleine possession de son personnage, avec sa délicieuse Papagena (Marie-Cristine Porta) ; le Monostatos plaisant de Michel Sénéchal ; Hans Hotter, saisissant Sprechcr, qui dissimule le mieux possible les ruines de sa voix, et quelques bons seconds rôles français. Les dialogues parlés en allemand promettent de bons moments aux touristes d'outre-Rhin.

JACQUES LONCHAMPT.

* Douze représentations jusqu'au 19 juillet.

ROCK

Au Zénith

Talk Talk et Inxs

Inxs (prononcer In Excess) assurant la première partie de Talk Talk, c'est deux concerts en un. Aux États-Unis, où les premiers ont fait un tube l'année passée, l'affiche aurait sans doute été inversée, mais les Anglais de Talk Talk ont le vent en poupe ces temps-ci. Poissons dans l'eau d'un courant européen qui fait recette et les emporte dans son sillage, ils font entendre une musique élaborée et chantent des mélodies (It's My Life, Such A Shame, Life's What You Make It) qui ont un caractère instantané.

Réunis en 1981, un peu longs à la détente et patageant à la recherche d'une identité sur leurs deux premiers albums, à dire vrai, on ne les a pas vus venir. A l'Olympia, il y a trois mois, ils ont donné l'avant-goût d'une tournée continentale qui se déroule actuellement à guichets fermés.

Intimiste par nature et populaire presque à son insu, Talk Talk est un groupe à géométrie variable, celui

d'un homme, Mark Hollis, qui écrit l'essentiel du matériel musical. Un chanteur douloureux à la voix cassée qui introduit les ambiances romantiques de ses textes introvertis, un compositeur mélancolique qui se dit inspiré des esthètes du début du vingtième siècle : Debussy, Satie, Bartok.

Si l'on ne manque ni de style ni d'élégance chez Inxs, on est moins versé sur la mélodie que sur le rythme. Chefs de file de la nouvelle vague australienne et menés par un chanteur gorgé de feeling, ils pratiquent un rock chaloupé et teinté de funk blanc.

ALAIN WAIS.

* Ce vendredi 20 juin à 20 h au Zénith, les 25 à Angers, le 26 à Bordeaux, le 27 à Montpellier, le 28 à Mulhouse, le 8 juillet à Annecy, le 9 à Lyon, le 10 à Marseille, le 13 à Redon, le 14 à Troyes, le 15 au Touquet. Disques : Talk Talk chez Paté Marconi ; Inxs chez Phonogram.

EN BREF

Palémique à Baltimore

Le Théâtre des Nations fait étape aux États-Unis, pour la première fois depuis sa fondation, il y a trente ans. La saison s'est ouverte à Baltimore au milieu des polémiques. Les Soviétiques ont demandé le retrait d'An-

mal Farms, d'après Georges Orwell, par le National Theatre of London, satire d'un Etat stalinien qu'ils jugent offensante. Ils ont obtenu gain de cause en accord avec Wole Soyinka, président de l'Institut international du théâtre, qui dépend de l'UNESCO et finance la Théâtre des Nations.

Le directeur de la troupe et metteur en scène, Peter Hall, a qualifié cette décision d'« courtoisie extraordinaire ». Le spectacle sera donné cinq fois à Baltimore, mais hors Festival.

Musique et danse dans le métro

« L'été, le métro c'est un vrai bouillon de culture », est le slogan de toute une série de manifestations qui ont lieu à partir du 24 juin et jusqu'au 12 septembre dans les couloirs du métro Auber. Sont prévus notamment des représentations de Bharata Natyan (les 24 et 25), un spectacle du GRGCP (4 juillet), des concerts de l'Octuor à vent de Paris (8 juillet) et de l'Harmonie du personnel de la RATP (21 juillet).

COMPAGNIE LAURENT TERZIEFF

témoignages sur ballybeg

de brian friel adaptation pol quentin

mise en scène laurent terzieff décors andré acquart

avec pascal de boysson laurent terzieff jacques marchand

LE FIGARO Pierre Marchabru

Terzieff d'une qualité rare, surprenante, sensible, et qui fait honneur au théâtre.

LE MATIN Gilles Castaz

Comme toujours l'émotion, la vérité, la perfection du jeu sont au rendez-vous.

LUCERNAIRE 20 H 45, 53, RUE NOTRE-DAME-DES-CHÂMPES 45 44 57 30

THEATRE DU ROND-POINT
mardi 24 juin 20 h 30
BONG-SUK KANG KUN-WOO PAIK piano
Saint-Saëns - Liszt
TRIO CHUNG
Myung-Whun Chung piano / Kyung-Wha Chung violon / Myung-Wha Chung violoncelle
Mozart - Brahms
AVENUE FRANKLIN-ROOSEVELT PARIS 8 - LOC. 42 56 70 80

MAIRIE DE PARIS
THÉÂTRE, MUSIQUE & DANSE
DANS LA VILLE
MARDI 24 JUIN 1986, à 22 h 30
JARDINS DU SACRÉ-CŒUR à MONTMARTRE
FEUX DE LA SAINT-JEAN
Bûchers - Grand feu d'artifice
Productions Jacques QUIRY
SPECTACLE GRATUIT - Renseignements : 42-77-19-90

Réforme de l'audiovisuel

L'UDF veut exclure fonctionnaires et professionnels de la CNCL

L'Académie française souhaite être représentée dans la future Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) chargée de gérer l'audiovisuel. Elle l'a fait savoir à M. Jacques Chirac. Elle vient de recevoir l'appui du groupe d'étude sur la communication créé au sein du groupe UDF de l'Assemblée nationale.

Ce groupe, présidé par M. Raymond Marcellin (Morbihan) et dont les vice-présidents sont M. Alain Griotteray (Val-de-Marne), M. Louis Moreau (Alpes-Maritimes), M. Philippe Mestre (Vendée) et André Rossi (Aisne), vient de préparer un amendement modifiant la composition de cette commission prévue dans le projet gouvernemental. Il ne souhaite pas qu'y siègent des représentants du

Conseil d'Etat, de la Cour des comptes et de la Cour de cassation, en expliquant que ceux-ci « risquent de se trouver en situation délicate lorsqu'une de leurs décisions réglementaires se trouve déferée devant leurs pairs ».

Ces députés UDF demandent donc que cette commission soit composée de : deux membres désignés par le président de la République, deux par le président du Sénat, deux par le président de l'Assemblée nationale et trois membres désignés par « un collège constitué d'un député élu par chacune des cinq académies composant l'Institut de France et du chancelier de cette institution ». Celui-ci est M. Edouard Bonnefous, sénateur (Gauche démocratique) des Yvelines, membre de l'UDF.



CONCOURS DE RECRUTEMENT DE DEUX ARTISTES MUSICIENS VIOLONISTES TUTTISTES

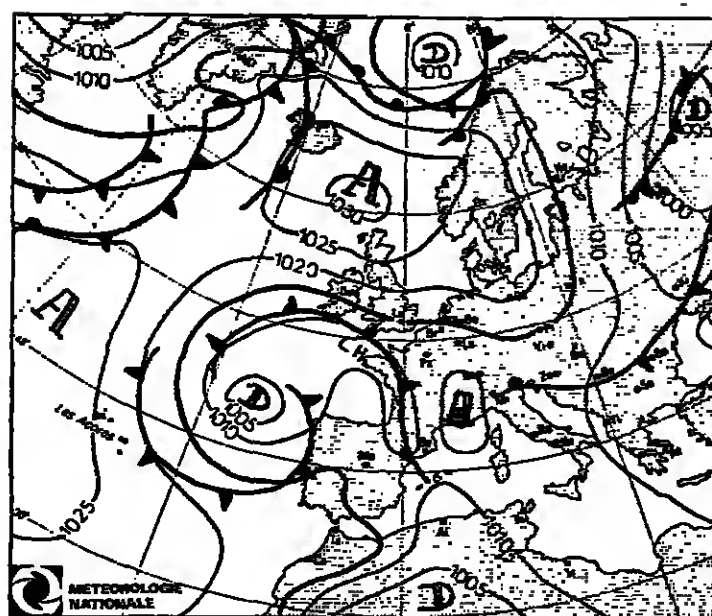
11 JUILLET 1986 à 9 heures

Date limite des inscriptions : 7 juillet 1986

Renseignements :

M. l'Intendant de l'Orchestre

8, rue Scribe 75009 PARIS - Tél. : 42.66.50.22



TEMPS PREVU LE 21 JUIN

66	DEBUT DE MATINEE	
----	---------------------	--

A	B	C	N	O
averse	brune	couvert	malgoux	ou

P	S	T	*
pluie	soleil	tempête	neige

TEMPÉRATURES			maxima - minima		- temps observé		
FRANCE							
ALGER	24	16	S	TOUR	28	16	S
BARCELONE	21	16	N	TOULOUSE	29	17	C
BELGRADE	24	16	S	ÉTRANGER			
BOMBAY	29	16	S	ALGER	30	19	C
BREST	17	12	N	AMSTERDAM	22	13	N
CAEN	26	14	S	ATHÈNES	32	22	N
CHATELAIN	24	14	S	BANGKOK	31	26	P
CLEMONTE-FE	28	17	S	BARCELONE	25	16	N
DUNOY	26	15	N	BELGRADE	30	20	S
GENÈVE-SHAI	26	14	S	BERLIN	25	16	N
LYON	25	17	S	BUDAPES	25	15	N
MARSEILLE	27	17	S	LE Caire	34	22	S
MILAN	26	18	N	CHATELAIN	16	11	P
MARSEILLE-MAR	26	17	S	CHATELAIN	28	24	N
MONTE-CARLO	25	14	S	CHATELAIN	28	20	S
PARIS-NANTES	25	14	N	DUMBA	28	20	S
PARIS-MONT	27	17	S	GENÈVE	24	16	N
PARIS-MONT	27	20	S	HONGKONG	31	28	A
PARIS	30	14	S	ISTANBUL	29	19	S
PERPIGNAN	27	18	S	JERUSALEM	27	16	S
RENNES	26	13	S	LYON	32	14	N
STRASBOURG	27	14	S	PARIS	28	18	N
STRASBOURG	29	18	P	VIENNE	27	17	S
				VIENNE	30	17	N

A B C
N O P
S T *

averse
brume
convect
nuageux
orage
pluie
soleil
tempête
neige

(Lecture : lesch) vers le haut : la température

(Lecture : lesch) vers le bas : la température

(Document établi avec le concours technique spécial de l'Institut de la langue)

Sans majorer la portée des derniers incidents, personne ne peut plus ignorer aujourd'hui la fragilité de cette réconciliation. Parmi les proches de M. Touati, on estime même qu'un point de rupture est atteint. Le président du consistoire de Paris avait dénoncé dans le men-

[illegible]

REPÈRES

Consommation : progression aux Etats-Unis

Les dépenses de consommation ont progressé de 0,9 % en mai, la plus forte progression mensuelle en cinq mois, alors que le revenu personnel baissait de 0,1 % pour la première fois depuis le début de l'année, annonce le département du commerce. L'administration américaine précise toutefois que la baisse du revenu personnel, qui fait suite à une hausse de 1,2 % en avril, n'est pas due à des changements dans les subventions versées aux agriculteurs : forte chute en mai, après une sensible progression en avril. Le taux d'épargne, pour sa part, a baissé de 1 point, pour s'inscrire à 4,3 % du revenu disponible.

Production industrielle : redressement en Grande-Bretagne

La production industrielle britannique, après avoir stagné durant près d'un an, s'est brusquement redressée de 1,8 % en avril par rapport au mois précédent, pour atteindre son meilleur niveau depuis sept ans. Un résultat accueilli avec prudence à la City, où l'on souligne l'existence de deux facteurs exceptionnels : les fêtes précoces de Pâques ont faussé les statistiques et le printemps tardif a favorisé la production d'électricité et de gaz. Mais, pour la période février, mars, avril, la production industrielle accuse désormais un progrès de 1,3 % par rapport aux trois mois précédents et de 2 % sur la période correspondante de 1985.

TRANSPORTS

Les ministres de la CEE s'opposent aux projets de déréglementation aérienne de la commission

De notre correspondant.

Communautés européennes. — La France et l'Allemagne fédérale ont fait alliance pour contrer le projet de déréglementation de l'aviation civile élaboré par la Commission de Bruxelles. Paris et Bonn ont présenté, le 19 juin, au cours de la réunion à Luxembourg des ministres de la CEE responsables dans ce secteur, « des commentaires » communs qui vont dans le sens d'une déréglementation prudente et progressive des transports aériens européens.

Les propositions françaises, allemandes, reprennent largement les idées de M. Jacques Douffinag, le ministre français, notamment sur la fluctuation maximale des capacités de 45/55 contre 50/50 (c'est-à-dire un partage à l'identité) actuellement, alors que la Commission souhaitait que le nombre minimal de sièges réservés à une compagnie nationale soit ramené à un bref délai à 25 % du trafic sur la ligne concernée (le *Monde* du 19 juin). M. Douffinag a exclu qu'un seul aussi bas puisse être fixé. Selon le ministre français, le document commun a reçu un accueil favorable de la grande majorité des

délégations, y compris des Pays-Bas, l'un des deux pays pourtant les plus libéraux avec le Royaume-Uni.

Dans l'après-midi de jeudi, les ministres ont décidé d'écarter le débat pour le reprendre, le 30 juin, dans un climat plus détendu. Une manière de dire à la Commission que les douze ministres sont maîtres du jeu et qu'il leur appartient de décider les modalités d'une déréglementation des transports aériens.

Certains membres de la Commission de Bruxelles, et notamment M. Peter Sutherland, l'un des commissaires directement concernés par le dossier, avaient manifesté l'intention d'ouvrir des procédures judiciaires pour infraction aux règles de concurrence du Marché Commun contre plusieurs Etats membres, sans attendre les délibérations ministérielles. Cette menace a eu ainsi un effet dissuasif sur certains.

M. Douffinag a jugé « excessifs » les propos tenus par le responsable communautaire. M. Dollinger, son homologue ouest-allemand, n'a pas été moins sévère en rappelant, en séance, à M. Sutherland que les gouvernements membres n'avaient pas « à recevoir des leçons de la Commission ».

M. S.

FAITS ET CHIFFRES

Conjoncture

● L'indice des prix CGT. — D'après l'indice des prix de la CGT, les prix ont augmenté en France de 0,4 % en mai.

Selon la centrale ouvrière, les prix ont progressé de 1,6 % depuis le début de l'année, et de 4 % sur douze mois (pour l'INSEE, l'augmentation est de 0,2 % en mai et de 2,3 % en un an).

Social

● Grève des personnels au sol d'Air Inter. — Pour protester contre le blocage des salaires, les syndicats du personnel au sol d'Air Inter appellent à une grève de vingt-quatre heures le jeudi 26 juin. CFDT, CFTC, CGC, FO, SNMSAC, SNPT et UGICT-CGT ont donné des consignes d'arrêt de travail du jeudi 4 heures au vendredi 5 h 30. Selon la direction, les perturbations du trafic seront faibles.

● Grève nationale de l'AFPA le 25 juin. — Pour protester contre des mesures en préparation à l'Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA), l'inter-syndicale CGT-CFDT, FO et CFTC appelle les personnels à observer une grève nationale de vingt-quatre heures, le 25 juin. Dans un communiqué publié le 19 juin, les syndicats s'insurgent de la remise en cause des statuts « dans une perspective de démantèlement de l'AFPA, sous couvert de rigueur budgétaire ». On prévoit la suppression de 143 emplois, auxquels il convient d'ajouter 320 à 400 « licenciements déguisés dans le cadre du FNE ». Le blocage et l'individualisation des salaires sont à l'ordre du jour.

● Travail temporaire : un accord pour la formation en alternance. — Les entreprises de travail temporaire vont pouvoir, à leur tour, pratiquer la formation en alternance pour les jeunes de dix-huit ans à vingt-six ans. Toutes les organisations syndicales ont signé un accord, le 16 juin, avec les deux syndicats professionnels, le PROMATT (Syndicat des professionnels de travail temporaire) et l'UNETT (Union nationale des entreprises de travail temporaire).

● Accord des travaux publics : l'arrêt d'extension est publié. — L'accord sur l'aménagement et la durée du temps de travail, signé le 28 juin 1985 est désormais applicable « pour tous les employeurs et tous les salariés de cette branche » (le *Monde* du 18 juin). L'arrêté ministériel qui autorise l'extension de cet accord a été publié au *Journal officiel* en date des 16 et 17 juin.

AFFAIRES

Matra vend Jaz et Yema au japonais Seiko

Matra lâche l'horlogerie. Après un an de discussions avec le groupe japonais Hattori-Seiko, son associé dans cette branche industrielle comme actionnaire (20 %) mais aussi comme fournisseur de modules électroniques, le groupe français s'apprête à lui en céder le contrôle à 66 %. M. Jean-Luc Lagardère l'a annoncé aux actionnaires du groupe, réunis le 19 juin en assemblée générale. L'accord est sur le point d'être signé et l'administration ne ferait pas de difficulté selon le PDG de Matra pour donner son feu vert.

Pour se réaliser l'opération devra encore suivre la procédure légale, Matra étant toujours contrôlée à 51 % par l'Etat. Le prix de cession n'a pas été communiqué. Mais les dirigeants de Matra sont formels : le holding Matra Horlogerie (MH), qui regroupe tous les actifs horlogers de Matra (Jaz, Yema, Copillard, Delta) mais aussi les actifs de Hattori-Seiko en France (Seiko, Pulsar, Lorus) n'a pas été bradé au franc symbolique.

Après bien d'autres, c'est un nouveau pas de l'industrie française, ou presque, qui bascule en mains étrangères. Plus du quart de l'horlogerie nationale (21,8 milliards de francs de chiffre d'affaires) a totalisé 1,22 milliard dans le petit volume avec 16 millions de pièces produites est concentrée dans MH (4 millions de pièces dont 3 millions de montres et mouvements).

Ce n'était un secret pour personne, M. Lagardère avait de longue date décidé d'abandonner (le *Monde* du 3 décembre 1985). Il n'y avait pratiquement plus de « synergie » entre l'horlogerie et les autres activités de Matra. En outre, depuis son entrée dans l'horlogerie en 1979 à la demande pressante des pouvoirs publics, qui souhaitaient le voir jouer un rôle de fédérateur, Matra n'avait enregistré que des déboires, et l'arrivée de Seiko deux ans plus tard comme actionnaire minoritaire avait tout juste permis de limiter les frais en mettant les montres françaises à l'heure des

modules japonais. Pour 1985, les comptes de la société se sont encore soldés par un déficit de 52,9 millions de francs (après 70 millions de francs financiers) pour un chiffre d'affaires de 760 millions en baisse de 10,6 %. Globalement, en six ans, l'expérience horlogère malheureuse aura coûté plus de 200 millions de francs à Matra.

Le numéro un mondial

La grande crise du début des années 80, l'invasion des produits bon marché en provenance du Sud-Est asiatique, la baisse des prix, les changements d'habitude de la consommation expliquent ces déboires. La rentabilisation de MH passait obligatoirement par un allongement des séries, seul capable de conduire à l'abaissement des coûts. Dès lors, deux possibilités s'ouvraient à Matra : laisser pourrir la situation ou retrouver un partenaire de la dimension requise. Il n'en existait aucun en Europe. Les Suisses étaient trop occupés à panser leurs plaies. Seul Hattori-Seiko, numéro un mondial de l'horlogerie avec 15 milliards de francs de chiffre d'affaires et 75 millions de montres et mouvements fabriqués l'an dernier, offrait les conditions recherchées. Ne restait plus qu'à le convaincre de transformer sa participation minoritaire en prise de

contrôle pour lui passer la main. C'est désormais chose faite.

D'après Matra, Hattori-Seiko n'envisage pas de procéder à des bouleversements majeurs. En France, le groupe d'ippo ne prendra aucune mesure sociale autres que celles déjà envisagées. Il jouera la carte de la continuité commerciale et se propose de développer les activités exercées à Montreuil (Doubs), notamment dans la fabrication de boîtiers haut de gamme. A l'exportation, il ouvrira complètement la porte de ses réseaux à la firme française.

L'arrivée du japonais n'a été accueillie avec philosophie dans le Haut-Doubs, même avec soulagement dans la mesure où elle garantit le maintien de l'activité industrielle dans cette région de France où, malgré la reconversion dans la microélectronique, l'horlogerie occupe encore une place prépondérante.

Mais l'un peut redouter que l'industrie horlogère française, déjà devenue l'ombre d'elle-même, ne soit rabaissée au rang de sous-traitant, voire de simple habilleur des produits japonais. Qu'on le veuille ou non, le désengagement de Matra, qui a d'autres ambitions, notamment dans la télévision, ressemble fort à un échec.

ANDRÉ DESSOT.

ÉTRANGER

L'ALGÉRIE ACCEPTE DE DIMINUER LES PRIX ET LES QUANTITÉS DE GAZ LIVRÉ À LA BELGIQUE PENDANT UN AN

La société gazière belge Distrigaz a décidé, le 14 juin, avec la Sonatrach algérienne un « protocole » transitoire réduisant le prix et les quantités de gaz livré par l'Algérie à la Belgique, a-t-on appris le 18 juin. Cet accord, qui doit encore être approuvé par les deux gouvernements, suspendra la procédure d'arbitrage international engagée par Distrigaz il y a un mois (le *Monde* du 30-31 mars).

La Belgique, comme l'Italie et bientôt la France, a engagé des négociations difficiles avec l'Algérie afin, d'une part, de réduire les quantités prévues, et d'autre part, de définir une nouvelle formule de prix conforme aux conditions actuelles du marché. Selon des sources belges, le préaccord conclu avec la Sonatrach pour un an — d'avril 1986 à avril 1987 — prévoit effectivement une baisse des livraisons de 5 à 3 milliards de mètres cubes/an et un alignement des tarifs sur ceux offerts par Alger à la France et à l'Espagne, ce qui revient à ramener le prix du gaz algérien pratiquement en ligne avec ceux des gaz concurrents.

LA TANZANIE OPTÉ POUR LA THÉRAPIE DU FMI

Dévaluation de 25 % de la monnaie, le shilling, revalorisation de 50 à 80 % des prix payés aux producteurs de café, de thé, du noix de cajou et de cacao, réduction draconienne des subventions qui grevaient les maigres finances de l'Etat : le gouvernement tanzanien vient de concrétiser les engagements pris avec le Fonds monétaire international et qui ont permis un récent accord de principe avec l'organisation après six ans de laborieuses négociations.

Il faudra désormais 40 shillings et non plus 17, pour 1 dollar. Cette opération chirurgicale est adoucie par le flottement de la monnaie introduit en mars qui avait abouti à une première dépréciation progressive du shilling, déjà tombé le matin de l'annonce des mesures tanzaniennes à 29,4 shillings le dollar. Le projet de budget 1986-1987, présenté le 19 juin devant le parlement par le ministre des finances, M. Cleopas Msuya, prévoit également un allègement de la fiscalité et annonce la disparition des entreprises d'Etat, prédominantes dans la production et la distribution, si elles ne parviennent pas à réduire leurs déficits.

INDONÉSIE

● Une aide de 2,5 milliards de dollars. — Les membres du Groupe intergouvernemental sur l'Indonésie ont décidé, lors de la conférence des 18 et 19 juin à La Haye, de fournir 2,5 milliards de dollars d'aide à l'Indonésie pour l'année 1986-1987. Avec 1,1 milliard de dollars, la Banque mondiale continuera d'assurer la principale partie de cette aide, renforcée par l'entrée en scène du groupe de l'Espagne et de l'Autriche. Si les Britanniques ont annoncé qu'ils tripleraient leur contribution à 69 millions de dollars, les Etats-Unis ont confirmé un désengagement général en baissant la leur à 86 millions de dollars, contre 100 millions l'an dernier.

Nominations

● A la direction des industries chimiques et textiles, au ministère de l'Industrie, M. ALAIN PERROV, trente-neuf ans, a été nommé directeur, en remplacement de M. Jean-Michel Volin. M. Perrov est ancien élève de l'Ecole polytechnique et de l'Ecole nationale supérieure des mines de Paris. Il était précédemment directeur de la direction régionale de l'Industrie et de la recherche de la région Ile-de-France.

● A l'Union des industries textiles, M. LOUIS-CHARLES BARRY, cinquante-neuf ans, a été élu président, en remplacement de M. René Boit, qui avait démissionné en février. M. Barry, diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques, a fait toute sa carrière dans l'industrie textile. Appelé à la présidence du Syndicat français des textiles artificiels et synthétiques en 1974, il a été nommé vice-président délégué de l'UIT en 1979.

● Au ministère de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, M. FRANCIS LE DORE a été nommé chef du service de l'information. Ingénieur des ponts-et-chaussées, M. Le Dore était, depuis avril 1981, secrétaire de la mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques.

● A l'INRA (Institut national de la recherche agronomique), M. SIMONE TOUCHON, trente-cinq ans, a été nommé directeur général adjoint chargé des questions administratives et financières. Elle succède à M. Paul Vialle, récemment nommé directeur adjoint du cabinet du ministre de l'Agriculture, M. Guillaume. Ancien élève de l'ENA, administrateur civil, M. Touchon avait été conseiller technique au cabinet de M. Emmanuel, secrétaire d'Etat au budget, puis au cabinet de M. Curien, ministre de la recherche et de la technologie.

● A la CNMCCA (Confédération nationale de la mutualité, de la coopération et du Crédit agricole), M. YVES BARSALOU a été élu président en remplacement de M. André Laro. La présidence de la CNMCCA est « tournante » entre ses différents composantes. M. Barsalou représente la Fédération nationale du crédit agricole, et succède ainsi, pour trois ans, au représentant de la mutualité.

● Chez Krupp Stahl, division acier du groupe ouest-allemand Krupp, M. GERHARD CROMME, quarante-trois ans, devient président du directoire en remplacement de M. Goede, cinquante-sept ans. M. Cromme est actuellement en délégué adjoint de Saint-Gobain en Allemagne fédérale et le président de la filiale verrière du groupe en RFA, Wegla. M. Cromme était depuis quinze ans à Saint-Gobain.

● Chez Sperry-France, M. JEROME HURET a été nommé PDG, en remplacement de M. Mario Frangilli, démissionnaire pour raisons de santé. M. Huret, diplômé de l'Ecole supérieure d'électricité, a fait sa carrière à la Compagnie générale d'électricité (CGE) jusqu'en 1983. Il est entré, en février 1988, chez Sperry-France comme directeur général. Sperry est l'un des grands constructeurs américains d'ordinateurs ; il a été racheté récemment par son concurrent, Burroughs.

CONJONCTURE

Le Parti socialiste publiera régulièrement douze indices commentés

« On substitue une rigueur sociale à la rigueur économique » déclare M. Pierre Bérégovoy

« La dégradation du climat vient de ce qu'on substitue à la rigueur économique une rigueur sociale », a déclaré, jeudi 19 juin, M. Pierre Bérégovoy, ancien ministre de l'économie, des finances et du budget, qui, en compagnie de M. Michel Delebarre, ancien ministre du travail et de l'emploi, et de M. Dominique Strauss-Kahn, secrétaire national aux études pour le Parti socialiste, présentait, au cours d'une conférence de presse, une analyse de la situation économique de mars dernier.

« Il y a désinformation, car le gouvernement noircit la situation », a déclaré M. Strauss-Kahn, qui a annoncé l'intention du Parti socialiste de publier tous les trois mois un ensemble de douze indicateurs commentés « afin d'informer l'opinion publique le plus objectivement possible ». Parmi ces indices figure la situation de trésorerie de la Sécurité sociale, dont M. Bérégovoy a souligné qu'elle fasse l'objet d'une « publication périodique de la part des pouvoirs publics ».

M. Michel Delebarre a pour sa part critiqué le relâchement de l'effort gouvernemental dans trois domaines : les TUC, les stages jeunes, les stages longue durée. Il a en revanche approuvé les mesures d'exonération ou d'allègement des charges sociales, tout en soulignant qu'elles risquaient de créer un certain attentisme.

Répondant à une question qui lui était posée sur la politique économi-

que actuellement menée, M. Bérégovoy a déclaré : « Il faudrait surtout que les Français soient davantage rassemblés. La confiance ne se décrète pas, elle se mérite, et les incantations n'y font rien ». L'ancien ministre a alors renouvelé ses critiques concernant la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes. « C'est une faute très grave », a-t-il dit — et celle de l'autorisation administrative de licenciement, « Le malaise social monte lentement — Le malaise politique suivra ».

Après avoir reconnu que l'indice des prix du mois de mai « était un bon résultat », M. Bérégovoy a estimé que la libération des prix des services « était un peu trop rapide ». D'une façon générale, il a jugé le gouvernement actuel « beaucoup trop dogmatique ».

Interrogé sur la privatisation, M. Bérégovoy a déclaré que les entreprises privatisées ne seraient pas nécessairement renationalisées si la gauche revenait au pouvoir. « Notre seule critère », répondit l'ancien ministre, « sera de savoir si l'entreprise est en bon état de santé ». Si elle l'est, son statut et la propriété de son capital ne seront pas modifiés.

Quant à M. Strauss-Kahn, il s'est inquiété de savoir comment seront utilisées les sommes tirées de la privatisation. « Il ne faudrait pas que la vente de Thomson serve à financer le déficit de la SNCF » a-t-il conclu.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

SOGEROC Société d'investissement à capital variable SICAV

Les actions de cette nouvelle SICAV du groupe de la Société Générale, d'une valeur initiale de 50 000 F, seront offertes au public à partir du 25 juin 1986. SOGEROC gèrera un portefeuille diversifié qui comprendra tous les secteurs des 50 % d'obligations françaises. SOGEROC s'adresse aux entreprises, aux investisseurs institutionnels ainsi qu'aux particuliers.

Son conseil d'administration est composé de :

Président : M. Pierre Agoropoulos, directeur de département de la Société Générale.

Administrateurs : Société Générale, vice-président, représentée par M. Claude Meneguzzi, directeur de département de la Société Générale ; CEA Industrie, représentée par M. Philippe Marini ; COGEMA, représentée par M. Bernard Jousset ; KIS Photo Industrie S.A., représentée par M. Paul Payard ; Société navale et commerciale Delmas-Vieljeux, représentée par M. Henri Magnier ; Parfums Christian Dior, représentée par M. Michel Boquet ; M. André Valette-Viallard.

La direction est assurée par :

Directeur : M. Gérard Sauvage, chef de division de la Société Générale.

Sous-directeur : M. Alain Kergiff, sous-directeur d'agence de la Société Générale.

Il n'y aura pas de droit d'entrée pour les souscriptions reçues le 25 juin avant 11 h 30.

Crédit National

Sur FR3

le samedi 21 juin à 11h00 précises

Où vont les entreprises françaises ?

Emission animée par

Monsieur Jean SAINT-GEOURS

Président du Crédit National

avec le concours de Philippe GILDAS

SOCIAL

LA POLITIQUE CONTRACTUELLE « SUR LE TERRAIN »

Moins d'accords salariaux par branches mais davantage dans les entreprises

La négociation collective salariale a régressé dans les branches professionnelles, mais a progressé fortement dans les entreprises, selon les plus récentes évaluations du ministère des affaires sociales. Au 1^{er} mai, sur 183 branches conventionnelles de plus de 10 000 salariés, 54 branches (soit 30 %) ont eu un accord salarial : 2 989 595 salariés étaient ainsi couverts, auxquels il faut ajouter 474 262 salariés conventionnels de plus de 10 000 salariés, soit 3 463 857 salariés en bénéficiant. Huit recommandations patronales avaient été envoyées sur les salaires, couvrant une population de 1 120 000 salariés. Sur les 54 accords de 1986, qui situent les augmentations salariales en moyenne autour de 2,5 %, la CFDT en a signé exactement la moitié (27), devant FO (26), la CFTC et la CGC (24), la CGT n'en ayant signé que 6.

Certains accords affichent des augmentations particulièrement faibles. Par rapport au 1^{er} mai 1985, la négociation collective de branches sur les salaires a donc connu un léger recul. Pour 1985, on avait, en effet, enregistré 60 accords (dont 42 nationaux), soit 33 % des branches, 3 461 570 salariés en bénéficiant. Huit recommandations patronales avaient été envoyées sur les salaires, couvrant une population de 1 120 000 salariés. Sur les 54 accords de 1986, qui situent les augmentations salariales en moyenne autour de 2,5 %, la CFDT en a signé exactement la moitié (27), devant FO (26), la CFTC et la CGC (24), la CGT n'en ayant signé que 6.

AUTORISATION DE LICENCIEMENT

La CGC propose d'élargir le champ des négociations

Tandis que les sénateurs adoptaient le projet de loi supprimant l'autorisation administrative de licenciement le 20 juin au matin, les partenaires sociaux précisaient leurs intentions dans la perspective de futures négociations.

La veille, la CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises) avait réaffirmé son souhait de mettre au point « les dispositions destinées à compléter les règles issues du projet gouvernemental ». Elle se déclarait prête à « mettre en place les règles d'information et de consultation », puis à faciliter l'orientation ou le reclassement des salariés licenciés.

De son côté, la CGC a multiplié les propositions. M. Jean-Louis Mandinand, secrétaire national, a

expliqué dans la Lettre confédérale que la CGC préconise « une négociation globale, sur l'ensemble des problèmes de l'emploi, étalée sur la durée de l'année, et commençant en juillet par le point précis de l'autorisation de licenciement ». M. Paul Marchelli, président de la CGC, a écrit au président du CNPF pour lui demander que six grands thèmes soient abordés lors de la négociation. Il pourrait s'agir des « capacités d'adaptation » (durée et aménagement du temps de travail, seuils sociaux et fiscaux, mutations technologiques, formation) et de la politique salariale, notamment. « Plus que jamais, la régulation contractuelle doit se substituer à la réglementation de l'Etat », a souligné M. Marchelli.

Certains accords affichent des augmentations particulièrement faibles. Par rapport au 1^{er} mai 1985, la négociation collective de branches sur les salaires a donc connu un léger recul. Pour 1985, on avait, en effet, enregistré 60 accords (dont 42 nationaux), soit 33 % des branches, 3 461 570 salariés en bénéficiant. Huit recommandations patronales avaient été envoyées sur les salaires, couvrant une population de 1 120 000 salariés. Sur les 54 accords de 1986, qui situent les augmentations salariales en moyenne autour de 2,5 %, la CFDT en a signé exactement la moitié (27), devant FO (26), la CFTC et la CGC (24), la CGT n'en ayant signé que 6.

Certains accords affichent des augmentations particulièrement faibles. Par rapport au 1^{er} mai 1985, la négociation collective de branches sur les salaires a donc connu un léger recul. Pour 1985, on avait, en effet, enregistré 60 accords (dont 42 nationaux), soit 33 % des branches, 3 461 570 salariés en bénéficiant. Huit recommandations patronales avaient été envoyées sur les salaires, couvrant une population de 1 120 000 salariés. Sur les 54 accords de 1986, qui situent les augmentations salariales en moyenne autour de 2,5 %, la CFDT en a signé exactement la moitié (27), devant FO (26), la CFTC et la CGC (24), la CGT n'en ayant signé que 6.

Tandis que les sénateurs adoptaient le projet de loi supprimant l'autorisation administrative de licenciement le 20 juin au matin, les partenaires sociaux précisaient leurs intentions dans la perspective de futures négociations.

La veille, la CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises) avait réaffirmé son souhait de mettre au point « les dispositions destinées à compléter les règles issues du projet gouvernemental ». Elle se déclarait prête à « mettre en place les règles d'information et de consultation », puis à faciliter l'orientation ou le reclassement des salariés licenciés.

De son côté, la CGC a multiplié les propositions. M. Jean-Louis Mandinand, secrétaire national, a

expliqué dans la Lettre confédérale que la CGC préconise « une négociation globale, sur l'ensemble des problèmes de l'emploi, étalée sur la durée de l'année, et commençant en juillet par le point précis de l'autorisation de licenciement ».

M. Paul Marchelli, président de la CGC, a écrit au président du CNPF pour lui demander que six grands thèmes soient abordés lors de la négociation. Il pourrait s'agir des « capacités d'adaptation » (durée et aménagement du temps de travail, seuils sociaux et fiscaux, mutations technologiques, formation) et de la politique salariale, notamment. « Plus que jamais, la régulation contractuelle doit se substituer à la réglementation de l'Etat », a souligné M. Marchelli.

Certains accords affichent des augmentations particulièrement faibles. Par rapport au 1^{er} mai 1985, la négociation collective de branches sur les salaires a donc connu un léger recul. Pour 1985, on avait, en effet, enregistré 60 accords (dont 42 nationaux), soit 33 % des branches, 3 461 570 salariés en bénéficiant. Huit recommandations patronales avaient été envoyées sur les salaires, couvrant une population de 1 120 000 salariés. Sur les 54 accords de 1986, qui situent les augmentations salariales en moyenne autour de 2,5 %, la CFDT en a signé exactement la moitié (27), devant FO (26), la CFTC et la CGC (24), la CGT n'en ayant signé que 6.

Tandis que les sénateurs adoptaient le projet de loi supprimant l'autorisation administrative de licenciement le 20 juin au matin, les partenaires sociaux précisaient leurs intentions dans la perspective de futures négociations.

La veille, la CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises) avait réaffirmé son souhait de mettre au point « les dispositions destinées à compléter les règles issues du projet gouvernemental ». Elle se déclarait prête à « mettre en place les règles d'information et de consultation », puis à faciliter l'orientation ou le reclassement des salariés licenciés.

De son côté, la CGC a multiplié les propositions. M. Jean-Louis Mandinand, secrétaire national, a

expliqué dans la Lettre confédérale que la CGC préconise « une négociation globale, sur l'ensemble des problèmes de l'emploi, étalée sur la durée de l'année, et commençant en juillet par le point précis de l'autorisation de licenciement ».

M. Paul Marchelli, président de la CGC, a écrit au président du CNPF pour lui demander que six grands thèmes soient abordés lors de la négociation. Il pourrait s'agir des « capacités d'adaptation » (durée et aménagement du temps de travail, seuils sociaux et fiscaux, mutations technologiques, formation) et de la politique salariale, notamment. « Plus que jamais, la régulation contractuelle doit se substituer à la réglementation de l'Etat », a souligné M. Marchelli.

Certains accords affichent des augmentations particulièrement faibles. Par rapport au 1^{er} mai 1985, la négociation collective de branches sur les salaires a donc connu un léger recul. Pour 1985, on avait, en effet, enregistré 60 accords (dont 42 nationaux), soit 33 % des branches, 3 461 570 salariés en bénéficiant. Huit recommandations patronales avaient été envoyées sur les salaires, couvrant une population de 1 120 000 salariés. Sur les 54 accords de 1986, qui situent les augmentations salariales en moyenne autour de 2,5 %, la CFDT en a signé exactement la moitié (27), devant FO (26), la CFTC et la CGC (24), la CGT n'en ayant signé que 6.

Tandis que les sénateurs adoptaient le projet de loi supprimant l'autorisation administrative de licenciement le 20 juin au matin, les partenaires sociaux précisaient leurs intentions dans la perspective de futures négociations.

La veille, la CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises) avait réaffirmé son souhait de mettre au point « les dispositions destinées à compléter les règles issues du projet gouvernemental ». Elle se déclarait prête à « mettre en place les règles d'information et de consultation », puis à faciliter l'orientation ou le reclassement des salariés licenciés.

De son côté, la CGC a multiplié les propositions. M. Jean-Louis Mandinand, secrétaire national, a

expliqué dans la Lettre confédérale que la CGC préconise « une négociation globale, sur l'ensemble des problèmes de l'emploi, étalée sur la durée de l'année, et commençant en juillet par le point précis de l'autorisation de licenciement ».

M. Paul Marchelli, président de la CGC, a écrit au président du CNPF pour lui demander que six grands thèmes soient abordés lors de la négociation. Il pourrait s'agir des « capacités d'adaptation » (durée et aménagement du temps de travail, seuils sociaux et fiscaux, mutations technologiques, formation) et de la politique salariale, notamment. « Plus que jamais, la régulation contractuelle doit se substituer à la réglementation de l'Etat », a souligné M. Marchelli.

MOUVEMENTS DE GRÈVE DANS LES ARSENAUX

Les syndicats redoutent une « privatisation » des établissements d'Etat

Le ministre de la défense, M. André Giraud, rencontrera prochainement les syndicats des personnels civils de la défense nationale, en particulier les salariés de l'Etat travaillant dans les arsenaux et les établissements industriels où l'on observe, depuis le début de la semaine, divers mouvements de protestation. Les représentants de ces personnels civils avaient demandé à s'entretenir avec M. Giraud avant de lancer leur semaine d'actions, qui s'est traduite par des arrêts de travail ou par des manifestations devant les établissements (entre 20 % et 80 % de grévistes selon les établissements).

Deux préoccupations majeures animent aujourd'hui ces différentes catégories de personnels : la suspension, décidée par le gouvernement, des augmentations de salaire prévues et l'intention prônée au ministère de la défense de vouloir privatiser certains arsenaux en changeant leur statut actuel.

Concernant le premier point, M. Giraud a en effet annoncé la suspension, à compter du 1^{er} juillet prochain et jusqu'à la fin de cette année, de l'application des décrets de 1951 et de 1967 qui alignent l'évolution des salaires des quelque 140 000 personnels de l'Etat sur celle des travailleurs de la métallurgie parisienne. Les salaires dans les arsenaux ne seront donc plus revalorisés d'ici à la fin de 1986. « La lutte contre le chômage », a expliqué M. Giraud, « conduit le gouvernement à prévoir, pour un temps, la stabilité des salaires des fonctionnaires, en particulier des salariés militaires. Il ne serait pas juste que les autres personnels de la défense, qui jouissent de la garantie de l'Etat, ne suivent pas la règle ».

Les syndicats ont protesté contre « le blocage des rémunérations et la réduction du pouvoir d'achat », pratiqués en réalité depuis 1982, selon eux, et sans effet sur le chômage puisque ces décisions « n'ont pas permis de créer des emplois ».

D'autre part, les organisations syndicales se sont inquiétées des projets gouvernementaux de révision de la loi de programmation militaire 1984-1988 et de leurs conséquences éventuelles sur la situation de l'industrie d'armement. Tout en se

refusant à prendre position sur les choix stratégiques que pourrait retenir M. Giraud, les syndicats des établissements ou arsenaux de l'Etat avouent ne pas demeurer indifférents aux effets d'une nouvelle loi de programmation militaire, annoncée pour l'automne prochain, sur les plans de charge dans ces industries travaillant pour la défense nationale. En particulier, ces syndicats suivent avec attention le sort qui pourrait être réservé à la construction d'un porte-avions nucléaire, le *Richelieu*, et à celle du nouveau char, le *Leclerc*.

Rigidité des mentalités

A cette occasion, les syndicats rejettent toute perspective d'une « désinstitution » de la direction des constructions navales ou du groupe industriel de l'armement terrestre. D'ores et déjà, les syndicats ont fait savoir qu'ils répondraient par la grève prolongée à tout projet gouvernemental qui, au nom d'une certaine souplesse de gestion, s'en prendrait au statut étatique de ces entreprises. « Il y a des rigidités de mentalité auxquelles on peut remédier, disent-ils, sans pour autant changer le statut juridique de ces établissements ».

Le ministre de la défense considère, de son côté, que de tels mouvements de protestation dans les arsenaux de l'Etat sont, à l'heure actuelle, « inutiles », dès lors que le gouvernement entend ouvrir un dialogue avec les syndicats à propos du gel des salaires et de l'avenir des établissements de l'Etat.

M. Giraud fait, en ce qui concerne ce dernier problème, une distinction entre les arsenaux et les usines d'armement terrestre. Le plan de charge des premiers lui paraît assuré pour 1987 et 1988, et dans ces conditions, observe-t-il en substance, il existe bien d'autres urgences ou priorités. En revanche, les activités de certaines usines d'armement terrestre lui semblent beaucoup moins bien garanties à court terme, sans pour autant, qu'il faille croire que la privatisation résolve toutes leurs difficultés.

Le ministre de la défense a demandé que lui soit remis avant le

31 juillet prochain un rapport qui analysera, hors de toute perspective de changement du statut juridique des établissements concernés, les moyens de faire face à la diminution des plans de charge par des mesures administratives internes. A ses collaborateurs, M. Giraud a expliqué, en effet, qu'il avait lui-même aucun a priori idéologique sur la question et que, comme il avait eu l'occasion d'en apporter la démonstration lors de son passage à la tête du Commissariat à l'énergie atomique, où certaines activités avaient évolué en même temps que l'institution de sociétés anonymes et où d'autres avaient conservé leur statut, il demeurerait « pragmatique ».

GRÈVE BIEN SUIVIE A L'AÉROSPATIALE

Les mouvements de grève à l'Aérospatiale, le jeudi 19 juin - d'une heure à une demi-journée selon les sites - ont été suivis par 65 % à 70 % du personnel selon Force ouvrière et à 45 % en moyenne selon la direction. A Toulouse, le mouvement de grève avait eu lieu le 17 juin. FO, la CFTC et la CGC avaient lancé un appel commun à l'action contre « la remise en cause de la politique contractuelle ». L'accord social de 1970 prévoyant deux augmentations mensuelles de 2 % ayant été dénoncé, la direction fait observer, alors que les discussions sont dans l'impasse, qu'avec l'augmentation générale de 2 % au 1^{er} janvier et l'effet de report des hausses de 1985 sur 1986, la masse salariale va augmenter de près de 4,5 % cette année.

La CGT et la CFDT avaient appelé à l'action séparément sur les thèmes des salaires et de l'emploi. Un comité central d'entreprise est convoqué ce vendredi pour annoncer 2 340 suppressions d'emploi sur deux ans, mais avec 1 000 embauches sur cette même période (pour des catégories professionnelles différentes). Ces départs se feront par le biais de mises à la retraite, de conventions FNE et de congés de conversion, mais pas de licenciements secs.

Espírito Santo Financial Holding, S.A.
et la
Caisse Nationale de Crédit Agricole

ont le plaisir d'annoncer
l'ouverture au Portugal du



Banco Internacional de Crédito, SARL.

Lisbonne
Av. Fontes Pereira de Melo, 27
Tél.: 52 71 35, 52 71 71, 57 00 93
Telex: 62353 BANICR P

Porto
Avenida da Boavista, 1200
Tél.: 66 62 88, 69 22 50
Telex: 28608 BANICR P

Espírito Santo Financial Holding, S.A.
Luxembourg

Profitant des opportunités existantes dans les pays où l'initiative privée est un moyen de stimuler le progrès social et économique, le Espírito Santo Financial Holding S.A. a développé, dans ces onze dernières années, des activités bancaires et financières à l'échelle mondiale, notamment:

- | | |
|--|---|
| <p>Europe</p> <ul style="list-style-type: none"> • Compagnie Financière Espírito Santo S.A., Lausanne • Société Bancaire de Paris, Paris • Banco Internacional de Crédito S.A.R.L., Lisbonne et Porto <p>Euras-Unis d'Amérique</p> <ul style="list-style-type: none"> et Iles Cayman • Biscayne Bank, Miami • Bank Espírito Santo International Ltd, Iles Cayman | <p>Brésil</p> <ul style="list-style-type: none"> • Groupe Bancaire Inter-Atlântico, associé à la Morgan Guaranty Trust Company of New York et au Groupe Monteiro Aranha, Rio de Janeiro et S. Paulo • Companhia de Seguros Inter-Atlântico, Rio de Janeiro et S. Paulo |
|--|---|



Espírito Santo Financial Holding S.A.
37 - Rue Notre-Dame - Luxembourg

45/10/125

France est...

La perfection dans tout le...

AGENA

11, boulevard Perahing

Tél.: (1) 47.48.01

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CHARGEURS S.A.

Les actionnaires de la Société se sont réunis le 18 juin 1986 en assemblée générale ordinaire sous la présidence de Jérôme Seydoux.

L'Assemblée a approuvé les comptes de l'exercice 1985, qui se soldent par un bénéfice de 44,6 millions de francs, et décidé la distribution d'un dividende de 9 francs, soit 18 francs par action de 2 francs, à compter du 18 juin 1986. Ce dividende sera payable en espèces le 4 août; cependant, les actionnaires ont la faculté d'opter pour le paiement de ce dividende en actions sur la base de 1 035 francs par action nouvelle, à condition d'en faire la demande à compter du 30 juin jusqu'au 25 juillet 1986 auprès de leur banque ou agent de change.

Cette assemblée a nommé administrateur M. Gérard Long, ancien directeur de l'Agence Reuter, et renouvelé les mandats d'administrateurs de MM. Raymond Gillet, René Lapautre, Paul Lepercq, de censeurs de MM. Jean Mari-

neau et Henri Rochat et de commissaire aux comptes financiers de M. Francis Bastien.

A l'occasion de cette assemblée, Jérôme Seydoux a donné des indications sur la marche des principales filiales depuis le début de l'année et sur les perspectives de l'exercice.

Le trafic passager d'UTA a augmenté; deux Boeing 747-300 ont été acquis et deux Boeing 747-200 ont été transformés en Boeing 747-300 Combi. Le résultat d'UTA devrait se situer en 1986 au même niveau qu'en 1985. Dans le secteur maritime, la situation devrait continuer de se dégrader à la suite des mesures prises pour la réduction d'effectifs et la réorganisation de la flotte. Les pertes des croisières seront très largement inférieures à celles de 1985 à la suite de la vente de Rhapsody et de l'arrivée de L'Azur. Le secteur industriel dégage des résultats moins bons que ceux de 1985 en raison de la baisse de ceux de la société argentine Unitas. La fraction de la perte de la « 5 » à supporter par Chargeurs SA ne devant pas dépasser 75 millions de francs, le résultat consolidé de 1986 devrait être en assez nette augmentation sur celui de 1985 (495 millions de francs).

Cessation de garantie

La Banque d'Arbitrage et de crédit, dont le siège social est à Paris 21, rue George-V, dénonce la garantie financière qu'elle avait accordée au titre de l'activité d'agent de voyages de la société Pharo France, 2, rue de l'Échelle, Paris 1^{er}.

En conséquence, la présente garantie cessera à l'expiration d'un délai de trois jours francs de la date de la présente publication, conformément au décret 77-363 du 28 mars 1977.

La garantie de la Banque d'Arbitrage et de crédit s'applique à toutes les créances ayant leur origine antérieure à la cessation de garantie, à condition que ces créances soient produites par le créancier dans un délai de trois mois à compter de la présente publication au siège de la Banque d'Arbitrage et de crédit.

Il est précisé que le présent avis ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité et l'honorabilité de la société Pharo France, qui bénéficiera désormais d'un cautionnement équivalent accordé par la Caisse de banque Belge-France, dont le siège social est 12, rue Volney, Paris.



Bafip

ERRATUM

La souscription à l'augmentation de capital de la Banque financière parisienne - BAFIP sera ouverte du 23 juin au 16 juillet 1986 inclus.



Béghin Say

L'Assemblée générale ordinaire de Béghin Say, réunie le 18 juin 1986 sous la présidence de M. Jean-Marc Vernes, a approuvé les résolutions qui lui ont été proposées et notamment les comptes et le bilan de l'exercice 1985, qui se soldent par un bénéfice net de 53 379 813,71 F après une dotation aux amortissements de 410 963 188 F.

Un dividende de 7,50 F par action, dont 5 F directement distribués et 2,50 F correspondant à l'impôt déjà payé au 1^{er} janvier 1986, s'appliquant aux 6 027 062 actions composant le capital, sera distribué.

La date de mise en paiement de ce dividende a été fixée au 7 juillet 1986.

L'Assemblée générale extraordinaire réunie le même jour a approuvé les résolutions qui lui ont été proposées et notamment l'autorisation donnée au conseil de procéder à l'émission de certificats d'investissement pour un montant nominal d'augmentation de capital de 300 000 000 F dans une proportion qui ne pourra être supérieure au quart du capital social.

Immino SA

L'Assemblée générale ordinaire d'Immino SA, réunie le 12 juin 1986 sous la présidence de M. Gérard Dangelzer, a approuvé les comptes de l'exercice 1985 qui font ressortir un bénéfice de 26 445 233,85 F, contre 24 046 643,25 F pour l'année précédente. Elle a décidé la mise en distribution à chaque titre de 1 322 500 actions composant le capital social, d'un dividende de 19,50 F, soit 25 800 000 F au titre des primes à la construction.

Le dividende pourra, au gré des actionnaires, être payé soit en numéraire, soit sous forme d'actions de la société émises à 456,47 F et portant jouissance au 1^{er} janvier 1986. Cette option pourra être exercée entre le 23 juin et le 23 juillet 1986 inclus auprès des intermédiaires financiers habilités à payer le dividende. En conséquence, tout actionnaire qui n'aura pas exercé son option au terme de ce délai ne pourra recevoir le dividende lui revenant qu'en espèces.

L'année écoulée a été marquée par la fusion-absorption de la société Footobal qui s'est traduite par une augmentation du capital d'Immino SA (132 250 000 F contre 125 000 000 F) et par un accroissement de son patrimoine d'habitation en région parisienne (trois programmes situés respectivement à Englebert-le-Bas, Sèvres-Chaville et Poissy).

Par ailleurs, les conditions d'exploitation des immeubles ont été satisfaisantes: le taux d'occupation des immeubles d'habitation est resté proche de 100 % et toutes les surfaces commerciales étaient louées au cours de l'exercice.

Dans le cadre de sa politique d'arbitrage du patrimoine, la société a décidé de vendre l'ensemble immobilier de Bagnoux (60 logements) ainsi que le programme de Sèvres-Chaville (16 logements).

A l'issue de l'Assemblée générale ordinaire, le conseil d'administration s'est réuni à l'effet de désigner un nouveau président en remplacement de M. Gérard Dangelzer atteint par la limite d'âge. M. Gérard Dangelzer, qui occupait la poste depuis la création d'Immino SA, a été élu président d'honneur. Le conseil d'administration a nommé M. Georges Mazaud président de la société et confirmé M. Gérard Billaud dans ses fonctions de directeur général.

Le conseil a tenu à remercier le président, M. Gérard Dangelzer, pour l'œuvre qu'il a accomplie ainsi que pour les résultats obtenus depuis la fondation de la société en 1963.

MARCHÉS FINANCIERS

Avec les Câbles de Lyon

LA CGE INTRODUIT SA DOUZIÈME FILIALE EN BOURSE

Avec les Câbles de Lyon, introduits le 17 juin au second marché de la Bourse de Paris, c'est la douzième société cotée (huit en fait déjà en France et trois à l'étranger) que comptera désormais le groupe nationalisé CGE (Compagnie générale d'électricité). Mais c'est la première filiale que le groupe introduit depuis sa nationalisation, la précédente introduction datant de 1977 avec Electrobanque.

Deuxième câblage mondial, les Câbles de Lyon ont réalisé en 1985 un chiffre d'affaires de 10,67 milliards de francs. Un chiffre d'affaires en progression de 20 à 40 % par an (en francs courants) au cours des dernières années. La société estime détenir 4 % d'un marché mondial du câblage évalué à une trentaine de milliards de dollars par an. Le résultat net consolidé a atteint 203 millions de francs en 1985 (contre 122 millions en 1984), soit 64 millions pour les filiales étrangères.

Le résultat net part du groupe s'élève lui à 170 millions de francs. Depuis le début des années 80, le groupe a considérablement développé son caractère international (62 % du chiffre d'affaires sont réalisés hors de France) par de nombreuses acquisitions: en 1981, aux États-Unis, en 1982 en RFA, avec la prise de contrôle de Kabelmetall. Sur les 12 700 salariés du groupe, 100 travaillent à l'étranger. Selon les prévisions faites au cours des premiers mois de 1986, le chiffre d'affaires devrait progresser de 3 à 5 % cette année, le résultat d'exploitation de 7 à 9 % et le résultat net approcher les 220 millions de francs, en progression de 8,5 %. Le résultat part du groupe augmenterait, lui, de 20 %, à 205 millions de francs. L'endettement à long terme, relativement important (il représente 61 % des capitaux permanents en 1985), devrait se stabiliser à partir de 1986. Pour cette année, les investissements corporels s'élèveront à 450 millions de francs (contre 418 en 1985) et la marge brute d'autofinancement augmentera sensiblement (elle atteindra 66 millions de francs contre 58 en 1985).

La mise en vente le 17 juin de 550 000 titres représentant 19 % du capital entraînera une nouvelle répartition de l'actionnariat: la CGE détendra 69 % (contre 90 % avant l'introduction en Bourse), l'Electro-Financière (titulaire de la CGE) 10 % (inchangé), le public 19 % et le personnel 2 %.

L'opération, conduite par la Société générale, la société Electro-Banque et la charge Nivard Flornoy, s'est effectuée sur la base d'un prix d'offre unitaire minimal de 60 F. Le 17 juin, un cours de 800 F a été coté, et plus de 550 000 actions ont été servies (sur un total de 12,4 millions de titres demandés) dans les conditions suivantes: 20 % pour les ordres libérés entre 860 F et 895 F, et 10 % en faveur des ordres pris entre 800 F et 850 F. On notera que le pool introducteur a opté pour la « fourchette haute » des demandes, ce qui pourrait susciter quelques interrogations sur la carrière future du titre. - C. B.

● **Billets de trésorerie: l'ADEF** mise en place à la fin juin. L'Agence d'évaluation financière (ADEF), créée sous l'impulsion du Crédit national afin d'établir notamment un « rating » (cotation du risque) des sociétés émettant des billets de trésorerie, version française du papier commercial américain, sera opérationnelle à la fin du mois de juin. Elle indiquera son classement à M. Xavier Laurent-Albalade. Le conseil de surveillance de l'ADEF, qui comprend des représentants des divers actionnaires (Crédit national, DAFSA, AGF, AGP, GMF, UAP, Drouot Assurances, Caisse nationale de prévoyance) sera présidé par M. Yves Flornoy, ancien président de la Compagnie des agents de change, le président de la DAFSA, M. Pierre Cabon ayant été désigné à la vice-présidence.

● **Emission Total-CEP: plusieurs innovations.** La double opération financière annoncée par Total-Compagnie française des pétroles afin de renforcer ses fonds propres de quelque 4 milliards de francs (le Monde du 14 juin) comporte plusieurs innovations intéressantes. La première émission proprement dite, destinée à recueillir 1,7 milliard de francs d'argent frais sous forme de 4,6 millions d'actions nouvelles émises à 372 F et assorties d'un bon de souscription, fait l'objet d'un placement simultané sur le marché international (à hauteur de 630 millions de francs environ) et en France, où le solde (1,1 milliard de francs) se répartira à parts sensiblement égales entre l'Etat, actionnaire à 35 % de Total, mais qui n'exercera pas ses droits de souscription, et le public. Par ailleurs, cette émission aura lieu, pour la première fois, au cours de Bourse avec warrant attaché précise Paribas, animateur de l'opération avec pour co-chefs de file la BNP et la Banque Lazard. Enfin, la deuxième partie de l'opération consiste en une attribution gratuite de warrants, autre innovation.

Paris, 19 juin

Plus résistent

De nouveau assez secouée le 18 juin, la Bourse de Paris s'est un peu ressaisie jeudi. La résistance a commencé à s'organiser et le mouvement de baisse s'est ralenti. Dans la matinée, il s'était même quasiment arrêté. Quelques valeurs de premier plan se sont un peu redressées, comme Peugeot, Lafarge, Europa 1, Pernod-Ricard, Crédit foncier, Michelin, L'Oréal, Club Méditerranée. Mais des déceptions ont encore pesé sur Prisma, Deseaux Total, Schneider, Compagnie bancaire, CSF surtout. Bref, à la clôture, l'indice instantané s'inscrivait à 0,33 % en dessous de son niveau précédent.

La réponse des primes avait lieu ce jour. Mais celles-ci ont pour la plupart été abandonnées. Les opérateurs ont donc continué à ajuster leurs positions en anticipation de la liquidation générale du lendemain, quelques-uns parmi les plus petits procédant à des ventes franches pour se procurer les capitaux nécessaires au règlement des soldes débiteurs et à la reconstitution de leurs couvertures.

Le repli n'empêche en bon ordre dans un climat de bon aloi, disait un professionnel. A dire vrai, la déclaration du gouverneur de la Banque de France, M. Michel Camdessus, sur les taux d'intérêt, dont, selon lui, « la baisse est certainement faite pour l'essentiel », a quand même un peu rafraîchi l'atmosphère. L'effet produit a été très net sur le marché obligataire, calme mais légèrement offert, et sur la MATIF où les cours aux échéances les plus lointaines se sont alourdis. Privée de la perspective d'une nouvelle détente monétaire, la Bourse perd du même coup un de ses ressorts.

CHANGES

PARIS

Dollar : 7,15 F

La lente remontée du dollar s'est poursuivie vendredi. La MATIF cotait les cours aux échéances les plus lointaines se sont alourdis. Privée de la perspective d'une nouvelle détente monétaire, la Bourse perd du même coup un de ses ressorts.

	19 juin	20 juin
FRANCFORT	2,2285	2,24
Dollar (en DM)	2,2285	2,24
TOKYO	164,95	167,30
Dollar (en yen)	164,95	167,30

MARCHÉ MONÉTAIRE (cote en %)

Paris (20 juin)	7 %
New-York (19 juin)	6 13/16 %

NEW-YORK, 18 juin

Repli

Wall Street a connu, le 19 juin, une séance irrégulière, tandis que l'activité s'effaçait par rapport aux précédentes journées. L'indice Dow Jones des trente valeurs industrielles, après avoir fluctué de part et d'autre, a finalement terminé en repli de 13,08 points, pour s'établir à 1 855,86. Quant au volume des transactions, il portait sur 130 millions d'actions, contre 117,04 millions la veille. Une fois encore, les baisses ont prévalu: 848 titres se repliaient, 667 gagnant du terrain et 444 sont restés inchangés.

VALEURS	Cours du 18 juin	Cours du 19 juin
Alcoa	38 3/8	38
A.T.T.	25 1/4	25
Boeing	62 7/8	62 1/4
Chemical Bank	42 1/2	42
Du Pont de Nemours	86 1/2	86 1/8
Eastman Kodak	89 3/4	89 1/4
General Electric	53 1/2	53
IBM	114 1/4	114
International Harvester	78 1/2	78
Johnson & Johnson	20 3/4	20 3/4
Kimberly-Clark	46 1/8	46
McDonald	32 1/4	32 1/4
Merck	88	88 1/4
Rockwell	32 1/4	32 1/4
Union Carbide	22 1/2	22
U.S. Steel	20 1/2	20 1/2
Westinghouse	53 1/8	52 1/2
Xerox Corp.	85 1/4	85 1/2

INDICES BOURSIERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

	18 juin	19 juin
Valeurs françaises	136,1	136,2
Valeurs étrangères	106,3	106,3
Cote des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981)		
Indice général	344,6	342,2

NEW-YORK

(indice Dow Jones)

Industrielles	1 868,94	1 855,86
---------------	----------	----------

LONDRES

(indice Financial Times)

Industrielles	1 348,18	1 359
Mines d'or	228,50	216,78
Fonds d'Etat	90,63	90,47

TOKYO

(indice Nikkei)

Nikkei Dow Jones	17 177,17	17 177,54
Indice général	1 339,12	1 333,59

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 18 juin

COURS	ÉCHÉANCES		
	Jun 86	Sept. 86	Mars 87
Dernier	109,35	110	111,70
Précédent	109,30	110,40	111,15

AUTOUR DE LA CORBEILLE

ROUSSEL-UCIAF: UN DÉRAPAGE QUI MASQUE DES ATOUTS MAJEURS. - Pour le premier semestre, la marge brute du groupe diminue de 22,4 %, à 215 millions de francs, et le bénéfice net de 32,9 % à 116 millions pour un chiffre d'affaires de 2,91 milliards de francs (- 6,8 %). A l'origine de ce dérapage: la baisse sensible du dollar, le blocage des prix des médicaments, les méfaits de la météo sur les ventes de produits agrochimiques, la dévaluation défective de certains marchés étrangers. Pour l'exercice 1986 entier, le prési-

dent Salix s'attend à une baisse de 15 % des résultats sous réserve que le dollar se maintienne à ses niveaux actuels. Mais les perspectives à moyen terme, sont excellentes, Roussel-Uclaf devant lancer de nouveaux produits.

DIVIDENDE RHONE-POULENC: ERRATUM. - Le dividende qui sera versé le 1^{er} octobre aux porteurs de titres participatifs s'agrémente de 2,17 % par rapport à l'exercice 1984, et non de 1,15 %, comme indiqué par erreur (le Monde du 19 juin).

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SEX MOIS	
	+ base	+ base	+ base	+ base	+ base	+ base
SE-U	7,1590	7,1590	0 + 15	0 + 30	0 + 120	0 + 120
SE-U	5,1462	5,1462	- 74 - 52	- 148 - 115	- 498 - 391	- 498 - 391
SE-U (100)	4,2750	4,2750	+ 74 + 91	+ 164 + 194	+ 487 + 569	+ 487 + 569

DM	3,1911	3,1918	+ 41 + 75	+ 130 + 151	+ 383 + 444	+ 383 + 444
DM	2,2354	2,2354	+ 18 + 26	+ 43 + 58	+ 171 + 221	+ 171 + 221
F.S. (100)	15,6852	15,6186	- 68 + 33	- 112 + 48	- 228 + 129	- 228 + 129
F.S.	3,8759	3,8757	+ 29 + 48	+ 88 + 115	+ 324 + 401	+ 324 + 401
L.H. (100)	4,4449	4,4518	- 218 - 186	- 484 - 356	- 1049 - 944	- 1049 - 944
L.H.	18,7561	18,7678	- 272 - 228	- 537 - 456	- 1346 - 1149	- 1346 - 1149

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-U	6 7/8	7 1/8	6 15/16	7 1/16	6 15/16	7 1/16	6 15/16	7 1/16
DM	4 1/4	4 1/2	4 1/2	4 5/8	4 1/2	4 5/8	4 1/2	4 5/8
DM	6 1/4	6 1/2	6 1/16	6 3/16	6 1/4	6 1/8	6 1/16	6 3/16
F.S. (100)	6 3/4	7 1/4	7 1/4	7 3/8	7 1/4	7 3/8	7 1/4	7 3/8
F.S.	9 3/4	1 1/2	5 3/4	5 7/8	1 1/2	5 7/8	1 1/2	5 7/8
L.H. (100)	10 3/4	12 3/4	11 1/2	12 1/4	11 1/2	12 1/4	11 1/2	12 1/4
L.H.	10	10 1/4	10	10 1/8	10	10 1/8	10	10 1/8
F. Imp.	6 7/8	7 1/8	7 1/8	7 3/8	7 1/8	7 3/8	7 1/8	7 3/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par nos grands bureaux de la place.

L'ORÉAL

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires s'est réunie le 20 juin 1986 sous la présidence de M. Charles ZVIAK, président directeur général.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1985 qui font apparaître:

- un chiffre d'affaires consolidé de 16 430 MF;
- un résultat d'exploitation de 1 721 MF;
- un bénéfice net consolidé (hors plus-value) de 775 MF.

Le bénéfice net par action ressort à 167,33 F.

L'Assemblée générale a renommé aux fonctions d'administrateurs pour quatre ans M. André BETTENCOURT et M. Roger MARTIN.

Elle a également décidé la distribution d'un dividende net unitaire de 30 F qui sera mis en paiement à compter du 30 juin 1986.

Elle a renouvelé pour six ans les mandats de M. Pierre FEUILLET et de M. André PAVIE comme commissaires aux comptes titulaires.

Enfin, l'Assemblée générale extraordinaire a approuvé les résolutions qui lui étaient proposées et portant sur trois points:

- l'absorption, à compter du 1^{er} juillet, de SCODIA, filiale à 100 % de L'ORÉAL;
- l'autorisation donnée au conseil d'administration de consentir des options de souscriptions d'actions ouvertes à des membres du personnel;
- l'autorisation donnée au conseil d'administration d'augmenter le capital social jusqu'à un montant de 1 milliard de francs en une ou plusieurs fois par émission en numéraire d'actions nouvelles ou de certificats d'investissement ou par incorporation de réserves ou de primes.

Le Conseil d'Administration, réuni à l'issue des assemblées, a décidé, sur la proposition de son président, M. Charles ZVIAK, de faire usage de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Extraordinaire et de consentir une première distribution d'options de souscription d'actions.

Le rapport annuel de L'ORÉAL pour l'exercice 1985 peut être obtenu, sur simple demande, en écrivant à:

L'ORÉAL, Information financière, 41, rue Martre, 92117 Clichy

مكتبة الامم المتحدة

19 JUIN

Cours relevé
à 17 h 31

Comptant (sélection)

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations	%	de nom.	%	de coupon	VALEURS	Étrangères					
Emp. 7.125 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122	122	122	122	122	122	122
Emp. 6.80 % 1977	122	0 875	122	0 875	122						

- Sur le vif

De nouvelles aides seraient nécessaires pour la sidérurgie

LG



Pablito, di